

LE MONDE  
DIMANCHE

## Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA : Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Belgique, 15 sch. ; Espagne, 160 p. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 8,50 Kr. ; Grèce, 100 dr. ; Israël, 100 n. ; Italie, 200 L. ; Japon, 350 ¥ ; Liban, 1,500 L. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 7,75 sh. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 Sfr. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69072 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Israël enlisé  
au Liban

Sept mois après le déclenchement de l'opération « Paix pour la Galilée », Jérusalem semble loin d'avoir atteint les objectifs assignés à son offensive éclair au Liban. Les Palestiniens, il est vrai, ont été chassés du sud du pays et de Beyrouth, mais ils se trouvent toujours en force dans le nord et dans la plaine de la Bekaa. Le traité de paix avec le Liban que les Israéliens souhaitent conclure avec cet État libanais rénové semble encore lointain. Quatre réunions et plus de vingt heures de discussions à Khaldé et à Kyrat-Shmonah n'ont pas permis aux négociateurs de se mettre d'accord sur un ordre du jour acceptable par les deux parties.

Il est plus grave encore pour Israël que la sécurité au Liban, que l'État libanais entendait imposer par les armes, ne soit guère assurée. Vingt et un militaires israéliens ont été blessés vendredi dans une embuscade, à 5 kilomètres seulement au sud de Beyrouth. L'occupation est loin d'être la promesse d'apaisement dont se félicitaient, en juin dernier, certains militaires de Tel-Aviv, un instant grisés par la rapidité des succès obtenus au cours des premières journées de l'offensive.

Il ne se passe pratiquement pas de semaine — voire de jour — sans que des soldats israéliens soient victimes d'attentats. Depuis le 21 décembre dernier, huit militaires ont été tués en cours d'attaques et d'attentats revendiqués par un mystérieux mais efficace « Front de la résistance nationale libanaise ». C'est cette organisation, qui avait revendiqué la responsabilité de l'explosion du quartier général israélien de Tyr, qui causa en novembre la mort de soixante-quinze militaires.

Officiellement, l'affaire a été présentée comme un « accident ». Pourtant les opérations de résistance se poursuivent sans répit sur l'ensemble du territoire libanais occupé par Israël. L'allure bon enfant que les Israéliens souhaitent imposer à leur présence a vite cédé la place à un climat d'hostilité et d'insécurité qui est en train de s'intensifier au fur et à mesure que se multiplient les attentats. D'ores et déjà, l'intensité et l'efficacité de la résistance armée dépassent au Liban celle qui s'est sporadiquement manifestée en Cisjordanie et à Gaza au cours de quinze années d'occupation israélienne.

Après les Syriens, les libanais sont en train d'apprendre à leurs dépens que le Liban est redoutable pour ses occupants. Enlisés, comme leurs adversaires de Damas, dans le bouillonnement des réformes, les dirigeants de Jérusalem paraissent partagés entre le désir de mettre fin à une présence qui leur coûte fort cher sur le plan humain, matériel et moral, et la tentation de perpétuer une occupation qui, à certains égards, leur fait miroiter des avantages politiques et stratégiques. Visiblement, les Israéliens ne font rien — notamment dans le Chouf — pour mettre fin à l'état d'insécurité qui justifie leur présence sur place. Ils ne paraissent guère pressés d'accroître les négociations. Peut-être espèrent-ils que l'approche de l'élection présidentielle américaine ou le développement des conflits interconfessionnels au Liban, qu'ils encouragent discrètement, leur permettront de se dégager de cette mauvaise passe.

## Les tensions en Afrique australe

- Huit soldats sud-africains sont tués en Namibie
- Les dissensions internes s'accroissent en Angola

Huit soldats sud-africains blancs ont été tués en Namibie par l'explosion jeudi 6 janvier d'une mine, a annoncé l'état-major des forces armées à Pretoria. Selon un porte-parole militaire, cet incident s'est produit en zone opérationnelle, dans le Kaokoveld, au nord-ouest de l'ancienne colonie allemande, près de la frontière avec l'Angola.

D'autre part, alors que les purges se poursuivent au sein du M.P.L.A. en Angola, on apprend de bonne source à Pretoria que les conversations secrètes sur l'avenir de la Namibie engagées les 7 et 8 décembre au Cap-Vert entre l'Angola et l'Afrique du Sud, devraient reprendre fin janvier.

Une vaste opération de poursuite visant à retrouver les auteurs de l'attentat a été déclenchée par les troupes stationnées dans la région, mais, en regard aux trombes d'eau qui s'abattent sur le nord du pays, nous signalons notre correspondant en Afrique du Sud, cette poursuite s'avère difficile.

Selon le général Constand Viljoen, chef des forces armées sud-africaines, il est fort possible que les auteurs de l'attentat soient déjà repartis en Angola. L'armée n'exprime aucun doute à cet égard : « Les terroristes venus commettre cette lâcheté dans le nord du Kaokoveld, sont venus du pays voisin ».

L'Angola, qui donne asile aux terroristes, « devra porter la responsabilité de ce crime », a déclaré le général Viljoen, laissant ainsi clairement entendre que Pretoria envisageait une nouvelle fois d'y exercer son droit de suite.

Cet incident, qui survient au moment où l'on prévoit de bonne source à Pretoria une reprise des conversations directes avec l'Angola pour la fin janvier, indique en tout cas que les SWAPO, bien qu'affaiblis, restent toujours en mesure de porter la guerre en territoire namibien, alors que Pretoria continue pratiquement une bande frontalière d'environ 200 kilomètres de profondeur à l'intérieur de l'Angola.

L'Afrique du Sud, qui a durci son attitude vis-à-vis de ses voisins — intervention directe au Lesotho contre des membres présumés de l'A.N.C. (Congrès national africain), recrudescence avec son soutien des acti-

vités de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), pression économique accrue sur le Zimbabwe, — semble moins que jamais intéressée à un règlement en Namibie.

Revenant d'une tournée dans les bases du nord de la Namibie, à la fin décembre, le général Viljoen n'a pas caché que Pretoria entendait y maintenir son emprise en 1983. « Les forces sud-africaines veulent que tout règlement politique en Namibie soit durable, et il doit Je ne voudrais pas que nous adoptions précipitamment un règlement au cours de l'année qui vient pour avoir à revenir sur place deux ans plus tard ».

F. C.

(Lire la suite page 3.)

## Le chômage aux États-Unis

Plus de la moitié des personnes sans emploi ne touchent pas d'indemnités

Le chômage s'est aggravé dans plusieurs pays à la fin de 1982. Aux États-Unis, le nombre de personnes sans emploi a atteint 12,1 millions en décembre, représentant 10,8 % de la population contre 10,7 % en novembre. Le taux était de 16,5 % chez les travailleurs manuels (5,6 % chez les employés), 20,8 % chez les Noirs et 24,5 % chez les moins de vingt ans (10,1 % chez les adultes).

Au Canada, le chômage est encore relativement plus élevé, ayant touché 1,5 million de personnes en décembre, soit 12,8 % de la population active, contre 12,7 % en novembre (8,6 % en décembre 1981).

La Grande-Bretagne, enfin, vient d'enregistrer un nouveau taux record, 13,3 % de la population active, soit 3 096 997 personnes, se trouvant sans emploi. En un mois, le nombre de chômeurs a augmenté de 339 000 personnes.

Dans tous les pays se posent des problèmes d'indemnisation. Aux États-Unis, plus de la moitié des personnes sans emploi ne perçoivent pas d'allocation de chômage.

## Les « principes » de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Les chômeurs américains ne sont pas seulement plus nombreux d'un mois à l'autre : ils ont le sentiment croissant d'être abandonnés à eux-mêmes. La Maison Blanche les harcèle, le Congrès les néglige. Aucun économiste ne semble avoir de recette pour les sortir de cette situation.

Les perspectives à court terme sont assez sombres. Même avec la reprise attendue, le chômage aux

États-Unis ne peut diminuer que très lentement. Ce n'est pas une croissance du P.N.B. de 1,4 % — dernière estimation de la Maison Blanche pour 1983 — qui permettra des progrès spectaculaires. On estime qu'à Noël prochain un dixième de la population active sera encore à la recherche d'un emploi.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 16.)

## Les crises en Amérique latine

- CHILI : la faillite du « modèle » Pinochet.

(Lire page 2 l'article de MARCEL NIEDERGAANG.)

- BRÉSIL : le gouvernement s'engage auprès du F.M.I. à prendre des mesures d'austérité. (Lire page 16.)

- GUATEMALA : Washington reprend son aide militaire.

(Lire page 2 l'article de ROBERT SOLÉ.)

## Les nouvelles couleurs du changement

par J.-M. COLOMBANI

Out, toutes les conditions se sont réunies pour que cette crise, si souvent née par les politiques à la petite semaine, ravage des pans entiers de l'économie mondiale et encourage les pires aventures : ainsi parle M. Michel Jobert, à l'ordre du jour. Il est vrai que ce même pouvoir avait placé l'année 1982 sous le signe de la construction du « socialisme à la française », dans un contexte qu'il espérait prolonger : celui de « l'état de grâce ».

Et chacun s'était réjoui : il n'était pas question de faire une « pause » dans les réformes, comme le souhaitait M. Jacques Delors.

Cette fois le même M. Delors parle d'une pause des « réformes chères » pendant deux ans, et personne ne le contredit. Et pour cause : 1982 est passé par là, avec son cortège de déceptions et de réajustements. 1983 sera donc une année de rudesse et de rigueur, dans le contexte d'une opinion que les son-

dages décrivent comme défavorable — le plus récent baromètre mensuel de la Sofres traduit, d'ailleurs, une nouvelle baisse de la cote de M.M. Mitterrand et Mauroy.

Le président de la République a lui-même choisi un ton austère pour nous parler de la « ligne de crête » sur laquelle nous nous trouvons. Mais il se refuse toujours à dramatiser, à tenir un discours « chuchoté », comme le souhaiteraient nombre de socialistes. Pourtant les menaces ne manquent pas. Il y en a trois : la Corse, l'équilibre extérieur (donc la monnaie), le scrutin municipal.

Le dispositif policier mis en place en Corse, pour spectaculaire qu'il soit, ne saurait masquer la difficulté de résoudre, par ce moyen, le problème de sécurité qui est à présent dans l'île et qui peut l'être sur le continent si telle ou telle fraction de l'ex-F.I.N.C. décide d'y porter la « guerre ».

Les Italiens ont résolu leur problème terroriste par l'infiltration, les remises de peines massives aux « repentis », et, selon certains, par la torture. Le gouvernement français se refuse aux « dragonnades » et ne s'autorise que le premier de ces moyens. Mais il aura fort à faire. La question corse suscite donc, dans les aléas du pouvoir, davantage d'inquiétude qu'on n'a bien voulu le dire.

Le front économique et monétaire n'est pas moins menaçant. La priorité reste celle de la réduction du déficit extérieur, au rythme souhaité de 30 milliards de francs par an. D'autre part, le déséquilibre actuel peut servir de fondement, mais aussi, plus souvent, de prétexte à des mouvements spéculatifs contre le franc. Le gouvernement a choisi de défendre la monnaie par une politique d'endettement.

La réduction du déficit, par une réduction de l'élasticité de la demande intérieure à l'offre extérieure, et l'endettement auront une conséquence majeure : la baisse du pouvoir d'achat. M. Mitterrand ne l'a pas dit aussi nettement, préférant

mettre l'accent sur la préservation du pouvoir d'achat de ceux qui vivent le plus difficilement. Mais le beise du pouvoir d'achat devrait affecter la plupart des catégories sociales. Il s'agit, pour le gouvernement, de « ponctionner » quelque 40 milliards de francs : d'où la réserve budgétaire de 20 milliards, annoncée par M. Delors, d'où, également, la recherche de circuits d'épargne forcée des ménages.

La nouvelle donne est donc, plus que jamais, faite d'austérité. S'ajoute la perspective des élections municipales, qui ne s'annoncent guère brillantes pour la majorité. Dangereuse électoralement — même si la baisse de la rémunération de l'épargne peut être compensée par la baisse des prix des produits pétroliers — l'austérité est pourtant un passage obligé. Tout au plus le gouvernement peut-il chercher à en réduire les effets après le scrutin : d'autres mesures sont prévisibles, en matière de sécurité sociale, au printemps, par exemple ; de même refuse-t-on d'envisager l'hypothèse d'un ajustement monétaire, au sein du S.M.E., avant l'écoulement des 6 et 13 mars.

De ce point de vue, l'état des relations entre la majorité et l'opposition n'est pas bon : il conduit l'opposition, par un discours maximaliste, à nuire au crédit international de la France.

D'autres difficultés surgiront peut-être des débats que peuvent faire naître, au sein de la gauche, les restrictions budgétaires et de salaires. Alors même qu'il s'agit de mobiliser celle-ci, face à une droite que le P.C.F. décrit comme « prête à tout », et qui semble déjà mobilisée. Or au moment où M. Georges Marchais met en garde son parti contre l'écueil du « socialisme à la française », M.M. Giscard d'Estaing et Chirac déjeunent ensemble pour donner une image d'union. Il est vrai que le nouveau cours économique et social peut laisser penser que le pouvoir est résolu à prendre son parti d'un (relatif) échec électoral.

## AU JOUR LE JOUR

Il y a des événements qui, à force d'être vainement espérés, finissent, quand ils se produisent, par passer inaperçus. La baisse du prix des carburants en France, par exemple.

Depuis dix ans, la crise nous a valu des hausses régulières, répétées, traumatisantes. L'aug-

## Essence

mentation du prix de l'essence alimentaire, comme jadis celle du pain, l'inquiétude, la rumeur et les conversations.

Et voici cette baisse, subreptice, presque honteuse. C'est tout juste si on ne proteste pas.

BRUNOT FRAPPAT.

## « Naissance de la Louisiane » aux Archives

Le plaisir  
de l'exploration

Chicago, en 1992, célébrera le cinquantième anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. Une exposition universelle, dont les préparatifs paraissent plus avancés que ceux de son homologue française. Les aides des dates et des anniversaires permettent de donner un avant-goût de ces fêtes de l'exploration puisque la fondation de la Louisiane, en 1682, près de deux siècles après le premier débarquement de Colomb aux Antilles, trouve en ce moment un bel écho aux Archives de France.

Si le premier mérite de cette exposition réside dans sa présentation soignée — et l'hôtel de Rohan ne gêne rien au plaisir, — musicale de

surcroît et, comme il se doit, « audiovisuelle », son second mérite est de tenter de restituer dans toutes ses dimensions l'improbable réalité de ce qui fut un territoire français.

Par manque de crédits, d'espaces ou de temps, on peut-être pour ne pas tenir cet anniversaire par des épiques moins glorieux pour la France, l'exposition s'arrête après la débâcle de Law — lequel fit beaucoup pour faire connaître la Louisiane — et la rétrocession du territoire à la couronne par la Compagnie des Indes, en 1731. La suite, jusqu'à sa vente par Napoléon aux États-Unis en 1803, ou l'exploration, l'année suivante, de ses limites occidentales (soit l'océan Pacifique), n'appartient donc pas à cette « Naissance de la Louisiane ».

Cela ne nous dit pas où était la Louisiane, mais l'exposition le dit, ou plutôt le montre fort bien : un peu partout dans les actuels États-Unis, sans qu'on sût très bien où était ce territoire, sinon qu'il était limité à l'est par les colonies anglaises, au sud, du côté des mers et du Mexique, par les colonies espagnoles... Au nord tout de même, puisque c'est de là qu'on était arrivé, il y avait le Canada, français bien sûr et donc plus reposant.

FRÉDÉRIC EDELMAN.

(Lire la suite page 9)

## Le Monde

du lundi 10 janvier  
(date 11 janvier)

PUBLIERA  
21 PAGES  
D'OFFRES D'EMPLOIS

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



Le Monde

AMÉRIQUES

# étranger

Chili

## La faillite du « modèle » économique menace le régime du général Pinochet

L'échec de l'expérience économique ultralibérale, imposée à Santiago par les Chicago boys de M. Milton Friedman, a déclenché une crise politique qui menace le régime du général Pinochet, neuf ans après la chute du gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende.

La gauche, muselée, écrasée ou exilée, tente de se réorganiser dans une semi-clandestinité. Certains groupes liés au courant socialiste, très divisés depuis la déroute de 1973, opèrent presque à visage découvert et envisagent de nouer des contacts avec des représentants de l'ancienne Gauche chrétienne, du Mapu et du Mouvement ouvrier et paysan. Objectif avoué : créer une formation dite Convergence socialiste. La démocratie chrétienne, au pouvoir au Chili de 1964 à 1970, a surmonté le traumatisme causé par la mort de son chef de file naturel, l'ancien président Eduardo Frei. Son successeur à la tête du parti, M. Gabriel Valdés, a réussi avec habileté à réunifier en peu de temps une formation elle-même déchirée par les répercussions du coup d'Etat militaire de septembre 1973. La D.C. chilienne préconise un « pacte social » permet-

tant un retour progressif à un régime démocratique.

Démocratie : malgré les apparences plutôt sombres, la répression qui se poursuit, la fausse unité des militaires et l'éclatement des groupes politiques confrontés à une situation nouvelle et difficile, c'est le mot-clé à Santiago à l'aube de 1983. Tous s'en réclament, de la gauche à la droite, conscients que le régime militaire a fait son temps, et qu'il a échoué sur l'essentiel. Et c'est aussi la modération qui soigne, de la gauche à la droite, toutes les personnalités marquantes d'un spectre politique qui a toujours été riche et complexe : « à l'européenne », même pendant les années les plus noires de la dictature. Des personnalités qui emploient un vocabulaire idéologique, le « consensus », dans leur recherche d'une issue raisonnable à la crise.

Les formations de droite, et même d'extrême-droite, qui furent au premier rang de la lutte souterraine contre le gouvernement Allende et qui représentent les secteurs de la société *a priori* favorables au régime militaire, sont aujourd'hui les plus agressives dans la dénonciation de ses exactions. Industriels, propriétaires

terriens et agriculteurs du Sud endettés, professions libérales, commerçants, camionneurs : les classes moyennes chiliennes, qui avaient applaudi avec enthousiasme la chute dramatique d'Allende, n'ont que sarcasmes à l'égard du gouvernement Pinochet à l'heure de l'austérité et des faillites.

Les militaires sont touchés par cette grogne. Le général Pinochet, en s'appuyant sur la police politique, a réussi à écarter quelques-uns de ses concurrents galonnés les plus dangereux, comme le général Leigh, par exemple, ancien commandant en chef de l'aviation et membre de la première junte de septembre 1973. Le chef de l'Etat a duré et, non sans habileté, a jusqu'à présent déjoué les intrigues et les manœuvres. Il a même réussi, d'une certaine manière, à « légaliser » son pouvoir et à reporter la date de son départ en 1989, tout en se donnant la possibilité de « remplir ».

Ces « garanties » apparaissent dérisoires alors que les rumeurs de putsch circulent depuis trois mois et que les « concertations » entre officiers se multiplient. Des hommes politiques de droite, disposant de solides amitiés dans les casernes, affirment que les conjurations sont beaucoup plus développées qu'on ne l'imagine ; à les entendre, le général Pinochet a déjà contre lui une majorité d'officiers des trois armées.

Le chef de l'Etat conserve deux atouts de taille. Ses adversaires, civils et militaires, sont encore très divisés et dans une certaine mesure indécis. Il peut compter sur le soutien jusqu'à présent sans faille du gouvernement Reagan. Mais c'est un fait aussi que toutes les « solutions » imaginées pour sortir de la crise économique et politique passent par le départ du général Pinochet.

### Le « miracle » contesté

C'est que son échec est à la mesure des ambitions proclamées et des objectifs fixés. Le « modèle » économique chilien repose sur quelques principes simples : libre fonctionnement des mécanismes du marché, non-intervention de l'Etat impliquant en particulier la privatisation de la santé, de l'éducation, du logement, de la sécurité sociale, application dans un nombre réduit de produits compétitifs sur le marché mondial, ouverture aux entreprises et aux capitaux étrangers attirés par des conditions très favorables.

Jusqu'en juillet 1981, le « modèle » a fonctionné. Le taux d'inflation, vertigineux au lendemain du coup d'Etat, a été sensiblement réduit (officiellement estimé à 15 % en 1982).

Les exportations non traditionnelles ont augmenté. Les réserves de devises aussi. Les capitaux étrangers et les prêts des organismes de financement internationaux affluent. Le taux de croissance moyen des années 1976-1980 a été de 7 % environ.

Ce système a provoqué une concentration rapide de la richesse et une aggravation non moins spectaculaire des conditions de vie des secteurs les moins favorisés. Et 1982 a marqué la fin des illusions : la production industrielle a chuté, le chômage, atteint selon certaines estimations, 30 % de la population active au début de 1983, le rythme des crédits étrangers s'est réduit de moitié, le budget de l'Etat est déficitaire (près de 1,69 milliard de dollars selon le général Pinochet), la dette extérieure, qui atteignait déjà 15 milliards de dollars en 1981 (48 % est estimée aujourd'hui à 18 milliards de dollars. Le service de la dette doit représenter actuellement environ 30 % de la valeur des exportations).

L'idée même qu'il y ait un « miracle » économique est aujourd'hui contestée. « Le miracle n'a jamais existé », écrit la revue *Noy*. Car la croissance de 7 % avait été calculée par rapport à 1975, année de crise. Quand on est revenu au niveau antérieur à 1975, le modèle a fait la preuve de son incapacité à fonctionner, surtout dans un contexte de récession internationale. En condamnant fermement et publiquement les mauvais résultats de l'expérience et en déplorant les conditions de vie des plus humbles, les évêques chiliens reprennent un jugement généralisé.

Face à la montée des mécontentements, illustrée par des manifestations de rues violentes qui rappellent les dernières semaines du gouvernement Allende, le général Pinochet a

trappé à gauche et à droite. A gauche, en durcissant la répression et en maintenant son ostracisme à l'égard des « exilés ». A droite, en expulsant par exemple M. Carlos Podlech (notable de Temuco, dans le Sud) et président de l'association nationale des producteurs de blé.

### Des appels à l'armée

Officier à la retraite, très lié au général Pinochet en 1973, M. Carlos Podlech, exilé au Brésil, ne renonce pas. Dans une lettre adressée à ses amis, civils et militaires, il se réclame des liens séculaires de sa famille avec les forces armées. Il dénonce les « clans » qui ont ruiné le Chili et il fait confiance « à l'armée chilienne, force permanente » pour rendre « justice au pays ».

Pour pallier l'absence de vrai débat politique, les associations, les corporations, les cercles d'étude, les clubs de réflexion, fourmillent. Un projet qui vise à la formation d'une « multipartie » — comme il s'en est créé une à Buenos-Aires — est animé par le groupe Proden (projet de développement pour un consensus national et régional), qui dirige deux anciens parlementaires de la démocratie chrétienne, MM. Jorge Lavanderos et Carlos Dupré. Après de longs mois d'efforts, ils ont abouti à une première esquisse et un secrétaire exécutif a été mis en place à la fin novembre. Le but de Proden : établir le calendrier du retour à la démocratie. Sa première déclaration affirme qu'il dispose « de l'adhésion de la quasi-totalité des anciens parlementaires du Parti national (conservateur), de la social-démocratie, de la démocratie chrétienne et de la convergence socialiste ». Parmi ses sympathisants, la Confédération nationale des propriétaires de camions de M. Leon Villarin, dont le rôle dans la campagne d'agitation contre le gouvernement Allende avait été déterminant. Les dirigeants de Proden ont aussi lancé une « campagne d'explication » de leurs objectifs auprès des forces armées.

Autre signe du climat actuel : M. Roberto Thieme, ancien secrétaire général de Parité et Liberté, mouvement d'extrême-droite violemment anti-Allende de 1970 à 1973, a lui aussi rallié les rangs de l'opposition au général Pinochet. animateur d'un mouvement nationaliste populaire, il dénonce aujourd'hui la « mise hors-la-loi des partis politiques démocratiques ». Il affirme sa foi « dans les forces armées » et demande des « actes et non pas des paroles » pour en finir avec un gouvernement qui n'est, selon lui, « ni populaire, ni démocratique, ni nationaliste ».

« Je suis le général des pauvres », a dit avec amertume, et sans ironie, le général Pinochet, qui visitait récemment un bidonville de Santiago. Déçu par le « virage » des classes moyennes et des « gens bien », le général pourrait être tenté de relancer son régime ébranlé en se ralliant à une formule national-populiste. Certains secteurs de l'armée, hostiles au libéralisme des « Chicago boys », pourraient appuyer cette tentative. Mais d'autres secteurs sont manifestement associés au bon fonctionnement politique de coulis qui agit le Chili.

MARCEL NIEDERGANG.

### Nicaragua

## L'ANCIEN AMBASSADEUR A WASHINGTON REJOINT LA LUTTE ANTISANDINISTE

San-José (Costa-Rica) (Reuters). — M. Francisco Fiallos, qui a démissionné le 18 décembre de son poste d'ambassadeur du Nicaragua à Washington, a déclaré, le vendredi 7 janvier, qu'il entendait contribuer au renversement du gouvernement sandiniste de Managua. Il s'est en effet joint à l'Alliance révolutionnaire démocratique (Arde), dirigée par d'anciens membres du gouvernement nicaraguayen, tels que M. Alfonso Robelo — qui faisait partie de la junte sandiniste — et M. Eden Pastora, ancien vice-ministre de l'Intérieur.

M. Fiallos a accusé les sandinistes d'avoir établi un régime totalitaire au Nicaragua. Il a notamment dénoncé la censure à laquelle ils soumettent la presse et leur opposition à la tenue d'élections avant 1985.

M. Fiallos, est le second ancien ambassadeur du Nicaragua aux Etats-Unis à se joindre à l'Arde ; son prédécesseur, M. Arturo Cruz, avait fait de même.

Guatemala

## Les Etats-Unis reprennent leur aide militaire

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis n'ont provoqué aucun étonnement en indiquant le vendredi 7 janvier qu'ils livreraient au Guatemala des pièces détachées pour hélicoptères et quelques équipements annexes, pour un montant de 6,36 millions de dollars. Cette annonce était attendue, surtout depuis que M. Reagan avait reconstruit le général Rios Montt, le 4 décembre, dans une base militaire hondurienne et vanté ses efforts pour restaurer la démocratie dans son pays et mettre fin aux violences. « Des pas significatifs » ont été accomplis par la junte guatémaltèque, a expliqué le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes. « Ils doivent être reconnus et encouragés ».

La situation actuelle n'est cependant « pas idéale » aux yeux de Washington qui voudrait voir « des progrès ultérieurs dans le respect des droits de l'homme ». M. Hughes a précisé que la vente était unique : d'autres requêtes du Guatemala seront examinées cas par cas.

La transaction annoncée est négligeable en volume comme en montant. Mais il s'agit d'équiper les hélicoptères UH-1, dont le rôle est de combattre la guérilla. Et, surtout, ce marché rétablit des livraisons militaires, qui avaient été interrompues en 1977, après la dénonciation publique par M. Carter de la terreur au Guatemala.

L'annonce de M. Reagan puis l'arrivée au pouvoir du général Rios Montt au printemps 1982 ont amélioré les rapports bilatéraux. Dans son projet budgétaire pour 1983, la Maison Blanche justifiait par avance la décision de vendre, « Le Guatemala, affirmait-elle, affronte une insurrection marxiste soutenue par Cuba. Si celle-ci réussit à renverser le gouvernement, si nos objectifs ne sont pas atteints, la situation ne pourra être améliorée. Le Guatemala doit répondre efficacement à la menace de la guérilla, sans commettre de violations graves des droits de l'homme... Il est de l'intérêt des Etats-Unis de maintenir de bonnes rela-

tions avec ce gouvernement pour pouvoir le sensibiliser davantage au contrôle des abus commis par les forces armées contre la population civile ».

M. Reagan n'avait pas besoin d'un feu vert du législateur pour vendre au Guatemala des pièces pour hélicoptères : ces équipements n'ont pas nécessairement un usage militaire mais il craignait, en forçant la main au Congrès, de mettre en péril toute sa politique en Amérique centrale, notamment au Salvador. La Maison Blanche a donc procédé par petits pas. Elle a discrètement invité le général Rios Montt à rendre son régime plus présentable qui lui a décerné publiquement un brevet de démocratie. Parallèlement, elle a essayé de persuader les congressistes des améliorations obtenues au Guatemala et des dangers de laisser ce général démocrate-chrétien se faire débordier par des éléments extrémistes.

M. Reagan a été partiellement entendu. Soixante-dix-huit membres de la Chambre des représentants (sur quatre cent trente-cinq) viennent de signer une pétition pour s'opposer à la vente. Ils estiment que les militaires du Guatemala n'obéissent toujours pas aux « standards minimums des droits de l'homme ».

C'est également l'avis de M. Michael Barnes (démocrate du Maryland) président de la sous-commission des affaires interaméricaines, selon lequel la décision du département d'Etat est « très malheureuse » et se heurtera à une vaste opposition au Congrès. « Le peuple américain, a-t-il dit, n'est pas prêt à rétablir une relation militaire avec le Guatemala ». Le même M. Barnes déclarait pourtant au Washington Post il y a une semaine : « Des changements substantiels se sont produits au Guatemala sur le mode de percevoir le régime et sur la façon dont opère l'armée ». Il ajoutait : « Je ne pense pas que ce soit la chose la plus heureuse au monde que de leur vendre des pièces détachées ». — R.S.

## A TRAVERS LE MONDE

### Inde

LE GOUVERNEMENT CENTRAL A DECIDE D'ACHETER des renforts de troupes — quinze mille soldats — dans l'Etat de l'Assam, au nord-est du pays, où des élections législatives se dérouleront en février, et un appui officiellement à New-Delhi. Un pont aérien a été mis en place vendredi 7 janvier pour acheminer ces renforts. — (A.F.P.)

### Iran

PENDAISSON D'UN BAHAI. — Le bureau d'information bahai de France a appris de source iranienne que, le 1<sup>er</sup> janvier, a eu lieu l'exécution par pendaison, à Chiraz, d'un Bahaï. Une cinquantaine de Bahaïs arrêtés en septembre 1982 et une trentaine arrêtés en novembre sont toujours maintenus en détention. Le supplicié, M. Hedayat Siyavuchi, avait été parmi les premiers arrêtés. Avec quatre autres coaccusés, il avait été condamné à mort le 26 septembre, et, comme ses compagnons, lui fut donné trente minutes pour régler ses affaires en échange de la liberté. Deux des coaccusés avaient été exécutés les 16 et 21 novembre pour avoir, eux aussi, refusé d'embrasser l'islam.

### Pologne

UNE DELEGATION DU PARTI COMMUNISTE CUBAIN, conduite par M. Raul Castro, deuxième secrétaire du comité central et ministre de la Défense, est arrivée, vendredi 7 janvier, à Varsovie, à l'invitation du parti et du gouvernement polonais. M. Raul Castro a été notamment reçu par le général Wojciech Jaruzelski. — (A.F.P.)

UN COMMERCEANT QUEST-ALLEMAND, M. Lech Jan Szymanski, a été condamné à quatre ans de prison par le tribunal militaire de Varsovie, pour espionnage au profit des Etats-Unis et d'autres pays de l'Otan, a annoncé, vendredi 7 janvier, l'agence PAP. L'agence précise toutefois que ce verdict est susceptible d'appel et tient compte des explications de l'accusé sur

les « circonstances de sa collaboration » avec les services secrets occidentaux. — (A.F.P.)

### Somalie

SEPT CENT VINGT-QUATRE PRISONNIERS de la prison de Mandera (nord de la Somalie) ont été libérés, le 2 janvier, à la suite d'une attaque de partisans du Mouvement national somalien (M.N.S.), a affirmé Radio-Haig (station des opposants au régime somalien) captée à Nairobi. Le directeur de la prison, les vingt-cinq gardiens et trois prisonniers auraient été tués. Selon la radio, le M.N.S. a également lancé une attaque, le 2 janvier, contre un dépôt de munitions de la 26<sup>ème</sup> brigade (cantonnée au nord-ouest du pays), à Adale (71 kilomètres à l'ouest de Mandera). Des blindés et des jeeps ont été détruits. — (A.F.P.)

### Tunisie

VISA D'ENTREE POUR LES RESSORTISSANTS DU BENELUX. — Le gouvernement tunisien a décidé d'établir un visa d'entrée en Tunisie pour les ressortissants des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg), à la suite d'une décision similaire prise par ces derniers à l'occasion de la décision d'effet, au nom de la stricte réciprocité, en même temps que celle du Benelux, le 1<sup>er</sup> février 1983. Entre soixante mille et soixante-cinq mille ressortissants du Benelux se sont rendus en Tunisie en 1982. — (A.F.P.)

### Union soviétique

M. CHICHARANSKI EST ALIMENTÉ DE FORCE tous les trois jours, a déclaré le directeur de la prison de Tbilissi. Il a reconnu ainsi pour la première fois que l'activiste juif et défenseur des droits de l'homme fait la grève de la faim depuis trois mois et demi. Cette déclaration a été assortie d'un refus de visite à la mère et au frère du prisonnier, qui n'ont pu le voir depuis le début de 1982. C'est pour obtenir le respect du droit de correspondance et de visite que M. Chicharanski fait la grève de la faim. — (A.F.P.)

### El Salvador

## Le chef d'une garnison se mutine

San-Salvador (A.F.P.). — Le chef d'une garnison salvadorienne en lutte contre la guérilla, le lieutenant-colonel Uchoa Perez, conduit depuis le jeudi 6 janvier une rébellion contre le ministre de la Défense, le général José Guillermo García, dont il demande la démission.

Le lieutenant-colonel Uchoa, qui commande les forces armées dans le département de Cabanas, au nord de la capitale, a justifié sa mutinerie en disant qu'il n'acceptait pas sa nomination comme attaché militaire en Uruguay. Il considère en effet qu'il s'agit là d'un « acte politique ». Selon lui, le ministre de la Défense est jaloux des succès qu'il a remportés contre le Front Farabundo-Martí de libération nationale et il tente de l'expatrier.

Le matin, qui dirige mille deux cents soldats, a déclaré qu'il avait obtenu la promesse de « neutralité » des chefs de diverses unités militaires, notamment des trois bataillons d'intervention rapide entraînés aux Etats-Unis à la lutte antiguérilla ainsi que d'unités de l'aviation.

Selon l'opposition de gauche, le lieutenant-colonel Uchoa serait l'un des responsables des « commandos de la mort » d'extrême droite qui ont commis plusieurs enlèvements et assassinats.

Cette rébellion survient à un moment de tension entre les démocrates-chrétiens et l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, extrême droite) du major Roberto d'Aubuisson. Ce sont les deux forces essentielles de la coalition formant le gouvernement, que le président Alvaro Magaña a récemment réconforté, suscitant une protestation de l'Arena.

Le général Guillermo García ainsi que plusieurs chefs militaires passent pour avoir limité les prétentions de l'Arena afin de sauvegarder l'aide militaire américaine, qui leur semble indispensable pour combattre l'insurrection menée par le Front Farabundo-Martí de libération nationale.

Les divisions dans les milieux dirigeants salvadoriens portent notamment sur l'attitude à adopter face aux propositions de négociations du F.M.L.N., ainsi que sur la poursuite de la réforme agraire.

### Etats-Unis

## La politique budgétaire est de plus en plus critiquée dans les milieux d'affaires

De notre correspondant

Washington. — Cinq anciens secrétaires au Trésor, appuyés par de nombreux industriels, financiers et universitaires, étudient une campagne de publicité qui pourrait faire beaucoup de bruit. Leur intention est de réclamer une modification radicale de la politique budgétaire américaine. Politique qui, jointe à la récession, provoque des déficits de plus en plus inquiétants : 57,93 milliards de dollars en 1981, 110,65 milliards en 1982, plus de 185 milliards en 1983 et sans doute davantage en 1984.

Selon le *Washington Post*, les promoteurs de la campagne publieraient un texte à la fin du mois dans plusieurs grands journaux des Etats-Unis. Ils réclameraient notamment la création de nouvelles taxes, une réduction du budget de la Défense projeté et la diminution des pensions de retraite. Seul ce dernier point a les faveurs de M. Reagan, qui s'est ingénié, au contraire, depuis le début de son mandat, à développer sensiblement les dépenses militaires et à introduire les plus forts allègements fiscaux de l'histoire des Etats-Unis.

La Maison Blanche aurait reçu une copie de ce texte très sévère dans lequel il est écrit : « Le budget fédéral est maintenant hors de contrôle... De gros déficits provoquent déjà de sérieux dégâts et causeront encore plus de ravages au cours de la prochaine décennie et au-delà. » Mais il ne s'agit que d'un brouillon qui n'a été soumis pour le moment qu'à une petite partie des sept cents signataires potentiels.

L'auteur du texte est M. Peter Peterson, secrétaire au commerce pen-

dant la présidence Nixon. Il a l'appui de trois anciens secrétaires au Trésor démocrates (MM. Blumenthal, Dillon et Fowler) et deux républicains (MM. Connally et Simon). Selon le *Washington Post*, les signataires potentiels comprendraient les grands noms du « big business », comme les P.D.G. de Du Pont de Nemours, Standard Oil, Bank of America, Chrysler... Mais on ignore si la liste qui s'est produite amènera certaines réticences ou un assouplissement du texte.

Cette initiative doit être rapprochée d'un sondage Gallup, effectué auprès des chefs d'entreprise et publié, le 3 janvier, dans le *Wall Street Journal*. On y apprendrait qu'une majorité de businessmen ne croient plus à la politique économique de M. Reagan. Parmi les patrons des deux cents plus grandes sociétés américaines, seuls 27 % expriment en décembre une « grande confiance » dans le président, contre 44 % en avril 1982 et 58 % en décembre 1981.

M. Reagan doit présenter à la fin du mois son projet de budget pour l'exercice 1984 (qui commence le 1<sup>er</sup> octobre). De fortes pressions s'exercent sur lui, y compris dans son propre entourage, pour qu'il modère les dépenses militaires. Selon des bruits non confirmés, le secrétaire à la Défense, M. Weinberger, se serait enfin résolu à réduire un peu ses ambitions. La Maison Blanche envisageait jusqu'à présent de consacrer 31,4 % du budget 1984 au Pentagone, contre 29,1 % en 1983 et 25,7 % en 1982.

R. S.

هكسان لاول



## EUROPE

### Espagne

#### Les nationalistes basques modérés s'inquiètent de l'évolution de l'ETA

De notre envoyé spécial

Vitoria. — Dans la banlieue de cette grande cité industrielle et sans grâce, chef-lieu de la province basque d'Alava, et promue depuis l'autonomie au rang de capitale politique de l'ensemble de l'Euzkadi (hors la Navarre, dont Madrid disjoint toujours le cas), un ensemble de bâtiments ultramodernes, béton clair et verre fumé, moquette et climatisation. On n'y entre pas sans de minutieux contrôles de sécurité. Dehors, les « mungos », comme on les surnomme avec une condescendance amusée, autrement dit les membres de la toute nouvelle police basque, montent une garde beaucoup plus débonnaire. Visiblement très fiers de leur tricot uniforme, dont l'encolure rouge vif ferait une superbe cible s'ils avaient, un jour, à assurer un maintien de l'ordre autre que symbolique. Une éventualité que le président de ce gouvernement basque, M. Garçon, n'exclut pas.

Ici, dans ce cadre qui pourrait être le siège d'une importante banque ou compagnie d'assurances, s'élèvent depuis la réforme une autre réponse au drame basque. Les membres du gouvernement local s'agacent de plus en plus ouvertement d'être traités par l'ETA et sa suite, dans la coalition indépendantiste Herri Batasuna (1), qui est très proche, comme des nationalistes « mous », voire des traîtres. Et ils estiment que, si imparfaite et incomplète que soit la dévolution des pouvoirs autonomes aux élus basques, elle représente tout de même un progrès, et couvre déjà un champ d'application qui n'est pas négligeable.

« Basques et libres, nous avons recommencé à l'être, et ce n'est pas fini », explique, dans son bureau vitré, M. Mario Fernandez, vice-président du gouvernement et très représentatif d'une nouvelle classe politique basque : celle des jeunes nationalistes modérés, membres du P.N.V. (2), voire du parti socialiste, pour qui l'Euzkadi offre désormais le cadre possible d'une vraie carrière politique. « Des nationalistes, nous en avons quelque 40 % à 50 % des compétences que nous nous sommes données par le statut d'autonomie progressive, et c'est loin d'être terminé. L'éducation (en dehors du niveau universitaire), les questions matérielles comme les travaux publics et l'équipement, la police locale... déjà mille cent hommes... le droit local du travail, la sécurité sociale, etc., ce n'est pas rien. Ce sont des attributs d'Etat, que le peuple basque exerce désormais à travers ses représentants désignés. Nous sommes en train de faire une administration bilingue espagnol-basque : est-ce négligeable, de redonner à notre langue basque son droit de cité ? »

#### « Lutte des classes »

M. Fernandez ajoute : « L'ETA nous explique que nous travaillons la cause nationale en participant à ces institutions, adoptées par une majorité des électeurs basques. Mais qui aura le plus fait progresser notre cause commune ? Nous avons récupéré de nombreux droits traditionnels du peuple basque, notamment économiques. L'évolution doit se poursuivre, certes, et peut-être un jour arriverons-nous à l'autonomie totale telle que nous la souhaitons. Mais comment oublier que ce qui a été obtenu et ce qui a été obtenu était inimaginable il y a encore une décennie ? »

« Seulement, Herri Batasuna veut un Pays basque socialiste. Nous demandons, nous, qu'il soit libre, pluraliste et européen. Est-ce trahison ? L'opinion abertzale jugera. Mais j'observe que, chaque fois qu'elle a jugé jusqu'ici, elle a donné raison aux modérés contre les extrémistes. La vraie question, c'est de rendre à l'Euzkadi ses pouvoirs traditionnels. Ne nous battons pas autour du mot d'indépendance. Ce n'est qu'un mot. Luttons plutôt, tous ensemble, pour un vrai pouvoir basque, toujours plus fort. »

Ce discours réformiste et unitariste exaspère évidemment les indépendantistes « durs ». Mais les scrutins successifs ont montré qu'il n'était pas, pour l'instant, sans écho dans l'opinion nationaliste (3). Tout comme ils ont apporté la preuve que même en Pays basque, les partis « espagnols » de droite ou de gauche avaient une clientèle. Ne serait-ce qu'en fonction de cette considération qui pose aux séparatistes un sérieux problème lorsqu'ils envisagent le « scénario de l'indépendance » : près de 40 % des habitants des quatre provinces basques (en y incluant la Navarre) sont des « immigrés ». Qu'en faire « après » ?

En outre, le discours social de l'ETA et de ses partisans a tendu à se radicaliser depuis quelque temps, même s'il n'avait jamais été « bourgeois ». La lutte des classes tient une part de plus en plus importante dans ses analyses. Dans le même temps, vis-à-vis de l'étranger, une sympathie active s'y affiche à l'égard des « luttes anti-impérialistes ». Et beaucoup plus, en l'occurrence, contre l'impérialisme américain que contre l'impérialisme soviétique.

Cette évolution-là aussi préoccupe et inquiète les nationalistes modérés du P.N.V. Ceux-ci redoutent en effet de voir un jour s'ajouter à la lutte entre indépendantistes et forces de l'ordre espagnoles, des troubles sociaux de nature à la fois nationaliste et révolutionnaire, que l'ETA, selon eux, appelle de ses vœux, et même prépare délibérément.

Le clivage entre nationalistes modérés, prêts à jouer le jeu des institutions locales et attendant mieux, et combattants armés de l'ETA, ne porte plus seulement sur l'attitude à adopter à l'égard de Madrid et de l'indépendance. C'est aussi, aujourd'hui, très largement, un clivage entre deux conceptions de la société. Peut-être tout simplement, à l'intérieur d'une classe politique basque en train de s'affirmer, une opposition « gauche-droite » — mais les conditions dans lesquelles cette opposition se dessine et croît, et les traditions de lutte armée qui sont celles d'une partie du peuple basque, font redouter qu'il s'agisse plus, à terme, d'une confrontation.

De leur côté, les nationalistes modérés jouent habilement auprès de Madrid de ces risques d'affrontement pour tenter d'obtenir une dévolution plus rapide des pouvoirs. De ce point de vue, que l'ETA fasse pour les arrangements phutés : cela leur permet de souligner à l'usage du gouvernement espagnol à quel point il s'intéresse à jouer le carte des Basques modérés et non violents avant qu'il ne soit trop tard.

A ce jeu ambigu, M. Garçon, lui-même, paraît être passé maître, soufflant alternativement l'espoir — « époque historique de la violence au Pays basque est, je crois, en train de s'achever », a-t-il récemment déclaré à l'Euzkadi — et l'inquiétude. Mais n'est-ce pas, il est vrai, le double sentiment qui, depuis bien des années, domine en Euzkadi ?

BERNARD BRIGOUTEUX.

- (1) Union populaire.
- (2) Parti nationaliste basque.
- (3) Lors de la désignation du Parlement basque (et de la « députation locale » en Navarre), le P.N.V. a obtenu au total 18,8 % des voix, Herri Batasuna 2,8 %, le P.S.O.E. 9,2 %, l'U.C.D. 7,5 %. Il y a eu 39,2 % d'abstention.

### Italie

#### L'attentat contre Jean-Paul II

#### LA TÉLÉVISION BULGARE PLACE LA JUSTICE ITALIENNE DEVANT SA RESPONSABILITÉ HISTORIQUE

Dans un documentaire sur « l'affaire Antonov », la télévision bulgare place la justice italienne devant sa « responsabilité historique », après l'arrestation et l'inculpation de Sergueï Ivanov Antonov, vice-directeur de la compagnie aérienne Balkan Air, à Rome, pour « complot actif » dans le complot visant à assassiner Jean-Paul II. Le film a été projeté le 7 janvier.

Cette décision « se répercute sur les rapports entre la Bulgarie et l'Italie, ainsi que sur le climat politique dans le monde entier », souligne la télévision. Ivan Garelou, reporter vedette de la télévision, s'est attaché dans ce film à démontrer « l'impossibilité pour Antonov d'avoir participé » à l'attentat contre Jean-Paul II.

Il a établi un lien entre la proclamation de la loi martiale en Pologne, le 13 décembre 1981, et « la prétendue découverte par les services spéciaux italiens, le 29 décembre, que (...) Ali Agca était prêt à apporter de prétendus nouveaux témoignages ».

Ivan Garelou a indiqué qu'il voyait là, l'« intrigue la plus subtile du complot », visant à « orienter la suspicion » vers la Bulgarie puis vers Moscou, afin de « donner une nouvelle impulsion à la contre-révolution en Pologne ». (A.F.P.)

## AFRIQUE

### République Sud-Africaine

#### Une grave sécheresse sévit dans plusieurs régions

De notre correspondant

Johannesburg. — Insensible aux morsures du soleil, un enfant nu s'avance dans un paysage lunaire. Quatre bovins aux côtes saillantes le précèdent sur la terre craquelée. Tous sont ternes par le soleil. Ventre bombé sur deux jambes fragiles, l'enfant zoulou marche avec ses bêtes depuis l'aube. Objectif : trouver un point d'eau.

A quelques centaines de kilomètres de là, aux portes du parc national Kruger, un rude paysan afrikaaner, short kaki et pistolet sur la hanche, contemple avec anxiété les nuages qui s'amoncellent au-dessus de ses plantations. Craquera, craquera pas ? Mercredi 5 janvier, convaincu comme l'immense majorité du peuple sud-africain d'entretenir des relations privilégiées avec la puissance divine, Johannes Nien, petit-fils de paysans boers, s'est adressé à Dieu.

A l'issue de plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de femmes, blancs et Noirs, Johannes s'est agenouillé dans son église. Il a chanté avec les autres pour que tombe enfin la pluie. La

Journée nationale de supplication, décidée par le gouvernement et organisée par les Eglises calvinistes afrikaaners, ne s'est pas déroulée sans quelques fausses notes. Les Eglises anglophones et africaines se sont notamment plaintes de n'avoir pas été invitées. Mais la nation sud-africaine est pieuse — parfois jusqu'au fanatisme — et les paysans conservent bon espoir.

Pour beaucoup, parmi les Noirs surtout, si la situation ne s'améliore pas rapidement, l'espoir constituera bientôt tout ce qu'ils auront à se mettre sous la dent. L'exceptionnelle sécheresse, la plus grave depuis un demi-siècle, qui sévit depuis deux ou trois ans dans certaines régions, a pris l'ampleur d'une véritable catastrophe. Dans les bantoustans, « indépendants » ou non, la mortalité infantile liée aux maladies de la malnutrition menace de dépasser le seul critère qui est déjà le sien (deux cent quatre-vingts pour mille contre douze pour mille dans les « zones blanches »).

#### Risques de banqueroute

Pour échapper au fléau de la famine, de nombreuses familles bravent les lois de l'apartheid et s'en viennent grossir les hordes de squatters misérables qui forment à l'orée des villes blanches. Bien que leur sort ne puisse être en rien comparable, un bon nombre parmi les subordonnés dix mille fermiers blancs du pays risquent la banqueroute financière. De fait, avec le surendettement déjà chronique des exploitations familiales, les demandes de crédits se multiplient.

La production nationale de maïs, aliment de base des Noirs, est tombée de 14 millions de

tonnes, en 1980-1981, à 8 millions de tonnes la saison suivante. La prochaine récolte ne pourra être sauvée que si le pluie abondamment avant le fin du mois. Une bonne partie des plantations de blé, de sorgho et de canne à sucre sont déjà perdues. Dans le Nord du Natal et dans l'est du Transvaal, plusieurs rivières sont réduites à l'état de ruisselets. Une épidémie de choléra, qui a coûté la vie de plus de trois cents personnes au cours des trois dernières années, gagne progressivement d'autres zones rurales essentiellement peuplées de Noirs.

PATRICE CLAUDE.

### Maroc

#### Le premier ministre va créer un nouveau parti

De notre correspondant

Rabat. — M. Maati Bouabid, premier ministre, a donné, vendredi 7 janvier à Casablanca, le coup d'envoi de la campagne pour les élections législatives prévues pour avril ou mai. Il a fait sensation en annonçant son intention de créer un parti.

Bien qu'il n'ait parlé que d'« organisation nouvelle pour encadrer les élites, les cadres et surtout les jeunes », personne ne doute, en effet, qu'il se s'agisse d'une formation politique. Pour la mettre en œuvre, le premier ministre va prendre son bâton de pèlerin. Après Casablanca, où il a parlé vendredi devant quatre cents à cinq cents cadres triés sur le volet, ce sera Kourigba, la ville des phosphates, Beni-Mellal et Marrakech. La nouvelle formation devrait s'appeler parti socialiste des travailleurs. Si cette information se confirme, l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) de M. Abdelrahman Bouabid (homonyme du premier ministre) verrait surgir, dans le camp gouvernemental, un nouveau mouvement qui se proclamerait socialiste. Il est vrai que, en baptisant ainsi son nouveau parti, le chef du gouvernement ne ferait que revenir aux sources puisqu'il fut lui-même membre de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), laquelle donna naissance en 1972, par scission, à l'U.S.F.P. Celle-ci est issue du groupe de Rabat, et le groupe de Casablanca, restant l'U.N.F.P., a été réduit à une existence quasi formelle.

M. Maati Bouabid avait adressé à ses invités de Casablanca une lettre dans laquelle il posait la question de l'opportunité de créer une nouvelle organisation politique. « La clé du problème », écrivait-il, « réside essentiellement dans une participation plus active de l'élite marocaine ».

M. Bouabid affirmait : « Nous sommes un groupe de Marocains de tous âges et de toutes conditions qui unissent leur commun attachement à nos institutions constitutionnelles et leurs convictions profondes que le Maroc ne peut conserver son identité et sa stabilité que grâce au régime monarchique ». Il terminait en conclusion : « Notre jeunesse a besoin d'être conduite, guidée et orientée. L'encadrement familial ne sem-

ble pas apte à le faire utilement. Il existe donc un vide ».

Développant ces différents thèmes, vendredi à Casablanca, le chef du gouvernement a affirmé que le Maroc se trouvait à un « tournant de son histoire ». Il s'agissait de trouver les moyens de saisir cette occasion. Sans nommer jamais le parti nationaliste de l'istiglal, largement représenté dans son gouvernement, il a toutefois clairement affirmé la nécessité de tourner la page de la lutte pour l'indépendance, dont les acteurs, ou ceux qui s'en réclament, ne devaient plus rester les seuls protagonistes de la vie politique et les principaux détenteurs du pouvoir.

Pour inciter toutes les forces nouvelles à sortir de leur réserve, une plate-forme sera élaborée « loin de la démagogie, des idéologies importées et des forces destructrices » (allusion visant les socialistes et les communistes).

M. Maati Bouabid s'est donc engagé de s'attaquer ouvertement aux grandes formations existantes, auxquelles, s'est-il contenté de dire, « nous serons confrontés ». Mais son propos était évidemment dirigé contre ces formations, d'abord l'istiglal, ensuite l'U.S.F.P. et le P.P.S. (parti communiste), sans oublier le Rassemblement national des indépendants (R.N.I.) de M. Ahmed Osman, déjà affaibli par la scission des Indépendants démocrates et dont la création du nouveau parti peut encore hâter le déclin. En d'autres termes, pour M. Bouabid, il s'agit d'occuper dans l'échiquier politique la place d'un parti de centre gauche, capable de mordre à la fois, sur sa droite, sur l'istiglal et l'alle libérale du R.N.I., et sur la gauche traditionnelle sur la clientèle de l'U.S.F.P. et celle du P.P.S.

C'est enfin un nouveau coup porté aux ambitions de M. Ahmed Osman, qui ne se cache pas de vouloir succéder à M. Bouabid dans ses fonctions de premier ministre. Mais ce dernier, qui était pourtant considéré ces derniers temps comme partant, dans le cadre d'un remaniement ministériel pré-électoral, aura pris ses adversaires de court. Reste à savoir s'il pourra concilier son activité de fondateur du nouveau parti avec les fonctions de chef d'un gouvernement où sont représentés beaucoup de ses futurs adversaires. Il est clair en tout cas que toute l'opération de lancement d'un nouveau parti n'a pu se faire sans l'aval du palais.

ROLAND DELCOUR.

### Ethiopie

#### Un parti des travailleurs pourrait être fondé cette année

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'Ethiopie aura-t-elle son parti unique cette année ? Institution suprême du pays, la Commission pour l'organisation des travailleurs (COPWE) a tenu, cette semaine, son deuxième congrès à Addis-Abeba. Or, les dirigeants ont présenté l'événement comme la « dernière étape » avant la création du parti, en gestation depuis trois ans. On ignore, pour l'instant, si les délégués ont enfin fixé une date pour le franchissement de ce « pas historique » mais la plupart des observateurs le prédisent pour 1983.

S'adressant au congrès, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat, a défini les objectifs immédiats de la COPWE : rédaction d'une « plate-forme » politique et mise au point des règles de fonctionnement du parti. Il a annoncé une série de limogages qui marquent le début d'un processus de « purification » des instances dirigeantes. Quarante membres de la COPWE ont été exclus du présidium pour s'être « livrés à des activités contraires à ses objectifs ». Six d'entre eux — dont le responsable des coopératives — appartenaient au comité central.

Le maître de l'Ethiopie avait dénoncé, à plusieurs reprises, depuis plus d'un an, les « réactionnaires » et « opportunistes » infiltrés, selon lui, dans la COPWE. Une campagne anti-corruption avait même été lancée en septembre 1981. Cette purge n'atteint aucun des hauts personnalités de l'Etat. Les sept membres du « comité exécutif » (bureau politique) de la COPWE restent en place. Ces officiers constituent en même temps le noyau dirigeant du DERG, conseil militaire provisoire né de la révolution de 1974. Le nouveau comité central de la COPWE comprend 91 membres et 26 suppléants. Comité exécutif et comité central forment le présidium. Quelque 1 600 délégués ont participé au congrès contre 800 lors du premier congrès en juin 1980. Selon M. Mengistu, six mille cinq cents cellules ont déjà été établies dans les pays.

Si elle a lieu en 1983, la création d'un parti d'avant-garde, chaînon essentiel entre la base et le sommet aux yeux d'un léniniste, mettra fin, neuf ans après son déclenchement, à la principale hérésie de la révolution éthiopienne par rapport aux modèles socialistes d'Europe et du tiers-monde. Le fait que l'expérience la plus « radicale » d'Afrique ait été conduite, jusqu'à présent, sans l'entremise d'un parti communiste d'appellation contrôlée irritait les doctrinaires du camp soviétique. Lors d'un voyage à Addis-Abeba en novembre 1981, un secrétaire du P.C. allemand, M. Horst Dohls, avait vivement critiqué cette lacune.

Pendant la première phase de la révolution (1974-1977), les luttes sans pitié entre civils et militaires, autant que les déchirements au sein du DERG, avaient exclu la création du parti. Par la suite, le « numéro un » éthiopien doutait trop de la loyauté des cadres civils ralliés au régime — hostiles à la suprématie de l'armée — pour hâter l'événement. La création par décret de la COPWE, en décembre 1979 — innovation étrangère à la tradition socialiste — permit au lieutenant-colonel Mengistu de gagner du temps tout en calmant l'impatience de Moscou. Il souhaitait ainsi priver les Soviétiques d'un éventuel cheval de Troie tant qu'il n'aurait pas fermement en main les rênes du pouvoir.

En théorie, la COPWE a pour mission de préparer le retour au régime civil mais l'armée en contrôle tous les rouages. Les militaires y sont deux fois plus nombreux que les civils. Ses membres ont été cooptés en fonction de leur loyalisme. Le comité central ne comprend ni délégués syndicaux ni représentants du paysan. Les idéologues marxistes y sont fortement minoritaires. La COPWE n'est qu'une excoquise du DERG qui l'on voit mal faciliter le retour des militaires dans les casernes.

M. Mengistu a dressé devant le congrès un inventaire sans complaisance des difficultés économiques de l'Ethiopie : pénuries alimentaires, régression de la production agricole (celle dernière a chuté de 4,7 % en 1979 à 2 % en 1981), baisse des revenus à l'exportation, chômage, inflation (estimée à 35 %), faiblesse des investissements. La majorité des industries nationalisées, a-t-il reconnu, « ne dégagent aucun profit » du fait d'une mauvaise gestion, tandis que « les fermes d'Etat ne produisent guère plus que la plupart des paysans avec leurs méthodes arriérées ».

Pour relancer l'économie, le chef de l'Etat a annoncé que son pays s'ouvrirait aux « investisseurs étrangers ». Cette ouverture vers l'Ouest concernerait, en priorité, le secteur minier. La compagnie américaine Chevron s'apprêterait à prospecter dans l'ouest du pays, l'Ethiopie fondant de sérieux espoirs sur la recherche pétrolière.

M. Mengistu a également promis d'encourager le secteur privé éthiopien, notamment dans le domaine industriel. Cette « N.E.P. à l'éthiopienne », si elle se confirme, exprimerait à la fois le réalisme des dirigeants — confrontés aux méfaits d'un système bureaucratique — et leur désillusion face à l'insignifiance de l'aide économique en provenance de leurs alliés socialistes.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

#### Tensions en Afrique australe

(Suite de la première page.)

L'Afrique du Sud, suivant l'exemple de Washington, fait du retrait des troupes cubaines d'Angola une condition préalable à tout règlement en Namibie. Or, sur ce point, les négociations américano-angolaises semblent marquer le pas au moment où le président Dos Santos engage une difficile partie politique pour mieux asseoir son autorité au sein du M.P.L.A. Les purges se poursuivent, en effet, à Luanda, où l'on apprend vendredi que trois nouveaux militaires du M.P.L.A. ont été arrêtés et un certain nombre d'autres démis de leurs fonctions.

Le parti au pouvoir a pris « ces mesures disciplinaires pour corriger certaines erreurs de membres du parti qui ont usé incorrectement de leur droit de critique », a affirmé, vendredi, dans un éditorial, le *Journal de Angola* (gouvernemental).

« Face à cette attitude incorrecte, des mesures de suspension préventive ont été prises », suivie de l'ouverture d'une enquête qui a conduit à la détention préventive de trois militants, a précisé le journal.

Les trois militants emprisonnés sont « Vanseng » Lara, fils adoptif de M. Lucio Lara, membre influent du bureau politique et secrétaire du comité central pour l'organisation, Costa de Andrade « Ndumunda », biographe de l'ex-président Agostinho Neto et secrétaire de l'Union des journalistes, et un cadre du parti dont l'identité n'a pas été communiquée.

Rappelons que M<sup>me</sup> Ruth Lara, épouse de M. Lucio Lara et chef du département des cultes, avait été démise le 4 janvier de son poste, de même qu'une trentaine de militants. Enfin, selon des rumeurs circulant à Luanda, plusieurs membres importants du gouvernement auraient été limogés.

Le *Journal de Angola* explique que, « prenant comme prétexte l'anniversaire du président Eduardo Dos Santos (28 août), un groupe de

militants du parti, sans avoir consulté la base, a eu l'audace d'offrir comme cadeau d'anniversaire une pièce de théâtre qui constituait une caricature blessante du président » et a proposé « la convocation d'un congrès ou la constitution d'un nouveau gouvernement ».

De sources bien informées à Luanda, indique l'A.F.P., on précise qu'il s'agissait là d'une initiative d'un « comité d'action » composé de représentants des cellules du parti, qui avait l'accord de M. Ambrosio Lukoki (ancien membre du bureau politique et secrétaire du comité central chargé de l'idéologie, limogé le 8 décembre (le Monde du 11 décembre)). Plusieurs épouses de hauts dirigeants, dont M<sup>me</sup> Lara, auraient participé à cette initiative.

Ces militants avaient lancé depuis plusieurs mois une offensive contre ce que certains d'entre eux appellent la « droite du parti » ou le « groupe de Catete » (du nom de la ville du nord de l'Angola d'où sont originaires certains dirigeants du pays). Ces purges coïncident, d'autre part, avec une recrudescence des activités de l'UNITA. L'Angola a confirmé, vendredi, que des combats acharnés se déroulent dans le sud-ouest du pays et indiqué que ses forces se heurtent à des effectifs rebelles sans précédent depuis la guerre civile de 1975-1976.

Durement éprouvé à la fois par la guerre civile menée sur son propre territoire par l'UNITA et par les incidences du conflit namibien, le gouvernement de Luanda a de plus en plus de mal à contrôler la situation, et on voit mal comment il pourrait accepter un retrait des Cubains, soutien indispensable du régime.

L'épreuve de force engagée à Luanda par le président Dos Santos, qui semble pour l'instant marquer des points, risque de retarder encore une solution, ce dernier ayant sans doute intérêt à reprendre les choses en main avant d'engager sérieusement des négociations. F. C.

مكتبة



## DIPLOMATIE ASIE

### Moscou invite l'Occident à étudier « avec le maximum de sérieux » les propositions du pacte de Varsovie

Un communiqué publié à Moscou, vendredi 7 décembre, à la suite d'une réunion du bureau politique, du présidium du Soviet suprême et du gouvernement, invite les Etats-Unis et leurs alliés à « faire preuve du maximum de sérieux » envers les « importantes initiatives de paix » prises à Prague par le sommet des dirigeants du pacte de Varsovie. Le communiqué affirme que les pays de l'Est « ont formulé une alternative réelle au glissement vers une catastrophe nucléaire », et que le projet de pacte de non-agression revêt « une importance particulière ».

### L'AMBAassadeur D'ALBANIE EN FRANCE A ÉTÉ RAPPELÉ INOPINÉMENT

MM. Petraq Pajani, ambassadeur d'Albanie en France, qui était rentré à Tirana le 10 novembre, ne regagnera pas son poste, si ce n'est après mercredi 5 janvier à l'ambassade.

Selon le chargé d'affaires, M. Thomas Haxhi, M. Pajani a été appelé à d'autres fonctions dans son pays. Tirana a demandé au gouvernement français son agrément pour la nomination d'un nouvel ambassadeur, dont le nom ne sera révélé que lorsque cet accord aura été donné.

M. Pajani n'était en poste à Paris que depuis le 3 juin 1981. Il avait été le premier ambassadeur à présenter ses lettres de créance à M. Mitterrand. Sans préjuger des raisons qui ont motivé ce rappel inopiné, l'interdiction de la mission de M. Pajani ne peut être isolée des renouveau et des « purges » qui ont suivi l'élimination, en décembre 1981, du premier ministre de l'époque, Mehmet Shehu. Selon la version officielle, Mehmet Shehu s'est suicidé. Son successeur, M. Carcani, a changé les titulaires de six ministères le 23 novembre dernier.

A Belgrade, M. Vujovitch, porte-parole du gouvernement yougoslave, a accusé vendredi, M. Enver Hodja, d'avoir cherché à « rendre la Yougoslavie responsable » des échecs de sa politique, dans son nouveau volume-souvenir, intitulé *Les Titistes*.

L'auteur de cet ouvrage, poursuit M. Vujovitch, « se sert de falsifications grossières et d'inventions insensées et ne des faits historiques dans le dessein de dévaloriser la lutte menée conjointement par les peuples yougoslave et albanais contre l'occupant fasciste ». La seule valeur de ce scénario, selon M. Vujovitch, réside dans le fait qu'il démasque le caractère de son auteur qui, depuis près de quarante ans, élimine sans merci ceux de ses proches collaborateurs qui se refusent à suivre sa politique.

### LA HAYE INTERDIT L'INSTALLATION AUX PAYS-BAS D'UN GOUVERNEMENT DU SURINAME EN EXIL

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Le gouvernement de La Haye s'est prononcé cette semaine contre l'établissement d'un gouvernement surinamien en exil aux Pays-Bas. Des diplomates de la capitale ont souligné que cette interdiction ne signifiait pas un soutien au régime militaire dictatorial qui gouverne l'ancienne colonie néerlandaise.

La quasi-totalité de l'opposition surinamienne, parmi laquelle bon nombre d'anciens ministres, se trouve aux Pays-Bas. L'ancien président Chin-A-Schul séjourne à La Haye depuis une semaine, où il s'est entretenu avec le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van den Broek. Celui-ci a reçu également des membres du Conseil politique pour la libération du Suriname, qui s'efforcent de regrouper tous les opposants au régime de Paramaribo et qui n'ont pas renoncé à déloger par la force le dictateur surinamien M. Desi Bouterse.

Le ministre a néanmoins indiqué qu'interdiction était faite aux opposants d'organiser sur le territoire néerlandais des activités hostiles au régime de leur pays, avec lequel le gouvernement de La Haye entretient toujours des relations diplomatiques.

Les rapports entre les Pays-Bas et leur ancienne colonie sont au plus bas depuis l'exécution, à Paramaribo, le 8 décembre, d'au moins une quinzaine d'opposants au régime. Parmi les victimes se trouvaient des dirigeants syndicaux et des journalistes. La Haye avait réagi par la suspension de l'aide au développement, de loin la source de revenus la plus importante du Suriname depuis son accession à l'indépendance en 1975.

RENÉ TER STEEGE.

A cet égard, l'agence Tass s'en prend à « la rapidité avec laquelle le département d'Etat et les porte-parole de la Maison Blanche ont jugé nécessaire de corriger » les déclarations de M. Reagan, qui avait jugé la proposition du pacte de Varsovie digne d'être étudiée avec les alliés.

La réaction la plus positive est celle de M. Pym, secrétaire au Foreign Office, qui a vu dans la déclaration de Prague « un document d'une très grande portée » survenant « à un moment très important dans les relations internationales ».

Le gouvernement espagnol affirme, pour sa part, dans une déclaration, que « toute proposition réaliste tendant à réduire les tensions (...) ne peut qu'être accueillie favorablement », et juge « positive » la réaction de M. Reagan aux propositions de l'Est. Enfin, M. Kreslky, chancelier d'Autriche, a jugé « très importante » la proposition du pacte de Varsovie, ajoutant que celle-ci « peut être honorée dans la mesure où les grandes puissances seront honorées ».

Pour sa part, M. Kissinger, ancien secrétaire d'Etat, qui s'est entretenu vendredi avec M. Reagan, a jugé qu'un sommet entre le président américain et M. Andropov n'est qu'une question de temps, maintenant que les deux dirigeants ont donné un accord de principe à une telle rencontre.

Sur le plan des armements stratégiques, M. Reagan a laissé entendre, dans une lettre au représentant républicain de New-York, M. Kemp, qu'il pourrait revenir sur ses propositions de réduction des missiles balistiques si le Congrès devait refuser la construction du MX. Ces propositions, indique-t-il, « sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle le MX sera intégré à notre système de défense », et les Etats-Unis « ne pourraient certainement pas accepter » de réduire leurs missiles si ceux-ci ne sont pas aussi modernes que ceux dont dispose l'U.R.S.S.

De leur côté, les Irvestis, revenant sur les propositions de M. Andropov à propos des armements nucléaires en Europe, estiment que l'initiative soviétique « a posé la question d'une position plus nette de Paris et de Londres ». « On ne peut exclure [les missiles français et britanniques] du calcul en les déclarant indépendants, comme le font Paris et Londres », écrit le quotidien du gouvernement soviétique, d'autant plus que, « quelle que soit cette indépendance, ce n'est pas en direction de l'Atlantique ou de l'Occident que les Français ont choisi de pointer leurs missiles ». — (A.F.P.)

## Le Vietnam à l'heure du pragmatisme

### III. — L'autosuffisance, enfin

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Co Thach, ministre des affaires étrangères et membre suppléant du bureau politique, n'évoque-t-il pas les « déviations » d'un système qui aboutit parfois à privilégier les intérêts de l'individu au détriment de ceux de l'Etat et de la collectivité ?

M. La Xuan Dinh, responsable des relations extérieures au ministère de l'Agriculture, reconnaît que les paysans ont un peu des « privilèges ». « Il arrive qu'ils gagnent davantage qu'un ministre », précise M. Hoang Tung, secrétaire du comité central. Dans le nord du pays, pourtant, l'agriculture collectivisée, les revenus familiaux tirés de la culture, de l'élevage et de l'artisanat, représentent, selon des sources officielles, un tiers du revenu total des coopératives. Mais les dirigeants vietnamiens avaient-ils d'autres choix que de faire des concessions aux travailleurs des champs sans trop s'embarasser de considérations idéologiques, s'ils voulaient « donner à manger au peuple » ?

Les citoyens, notamment à Hanoï et à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), tous ceux qui n'ont pas la possibilité d'arrondir leurs maigres fins de mois — la rémunération mensuelle d'un ouvrier ou d'une fonctionnaire est d'environ 200 donges (1) — maugré et jaloux des paysans. « Les conditions de vie des salariés sont difficiles », affirme M. Tung. On constate même un certain retour vers les champs, une certaine attirance vers les métiers de la terre.

Comment décider les paysans à céder leur récolte au gouvernement si les prix offerts par celui-ci sont trop peu rémunérateurs, s'il leur est impossible d'obtenir en échange des biens de consommation ? Le Nhan Dan insistait récemment sur « l'absence de nécessité de livrer à l'Etat les quotas prescrits ». Par le biais des prélèvements obligatoires — contrats forfaitaires et impôts en nature — les pouvoirs publics récupèrent entre 5 et 7 % de la production de vivres. Il en faudrait bien davantage pour nourrir les gens des villes, condamnés à compléter leur approvisionnement au marché libre. Un nouveau bond en avant de la production alimentaire — 19 à 20 millions de tonnes espérées pour 1983 — permettra-t-il d'atténuer les effets pervers du pragmatisme ?

« Se suffire en vivres en 1983 et avoir des réserves à partir de 1984 », tel est l'objectif que M. Vo Van Kien, vice-président du conseil et « n°2 » du plan, vient de définir devant l'Assemblée nationale. Pari difficile à gagner car « nous avons, chaque année, un million de

bouches nouvelles à nourrir », souligne M. Kiet. Il faudrait que les responsables vietnamiens parviennent à faire tomber, d'ici à 1983, le taux de mortalité de 2,1 à 1,7 %.

Au reste, peut-on, à l'avenir, beaucoup mieux se débrouiller qu'en 1982 ? « Nous avons fait le maximum pour perfectionner le système de gestion des coopératives », indique M. Dinh. Le stockage et la distribution laissent encore à désirer. Quant aux conditions objectives de production, « il faudrait, pour les améliorer de manière significative, investir bien davantage ». Un saut technologique coûteux que le Vietnam, à court d'argent, n'a pas les moyens de s'offrir.

### Caisses vides

Si malgré tout les responsables vietnamiens sont, à les en croire, « en bonne voie de résoudre le problème alimentaire », ils ne sont pas au bout de leur peine pour faire tourner à plein régime la machine économique qui, selon M. Kiet, souffre d'un « manque aigu d'énergie, de matières premières et de pièces de rechange ». Impossible donc de satisfaire les besoins élémentaires de la population. « Il est plus difficile de venir celle-ci que de la nourrir », juge M. Tung. Le Grand Magasin de Hanoï expose en dévastation des guirlandes de fabrication locale, mais, à l'été, des chandails rêvent encore devant des vitrines où sont exposés des tapis en caoutchouc.

Les usines textiles tournent à moitié de leur capacité. A défaut de coton, il a fallu relancer l'élevage du ver à soie. Parvient-on, ici ou là, à atténuer la pénurie, les acheteurs font alors les difficiles ! « Ils se mettent à discuter la qualité et les motifs des coupons de tissus qu'on leur propose », constate M. Cuong. Un besoin change l'autre. Le Vietnam est, depuis un an, en état de cessation de paiement : sa dette extérieure s'élève à 3,5 milliards de dollars, dont 2,3 à l'égard de la communauté internationale. Ses réserves en devises sont inférieures à 30 millions de dollars. A la notable exception de la Suède, les Etats dits capitalistes continuent de lier la reprise de leur aide économique au retrait du Cambodge des troupes de Hanoï. Les concours de l'Allemagne de l'Est, de la Bulgarie et de la Tchécoslovaquie

faiblissent — moins 25 % en 1983 — tandis que ceux de l'Union soviétique se banalisent : 90 % de crédits commerciaux.

L'Etat financier du pays est à ce point désastreux qu'il rend aléatoires toutes les prévisions économiques à moyen terme. Ainsi le troisième plan quinquennal (1981-1985) n'a-t-il jamais été adopté ; seules, ses grandes orientations ont été dégagées. Pour le moment, les autorités vietnamiennes préfèrent travailler à la petite semaine, établir des plans d'Etat annuels : l'Assemblée nationale vient d'adopter celui qui aura cours en 1983. « Nous préparons le IV<sup>e</sup> quinquennat », note M. Hoang Tung, mais en précisant les objectifs « étape par étape ». « Il faut s'en tenir fermement au principe du centralisme démocratique dans la gestion économique », a indiqué, devant l'Assemblée, M. Kiet, un « socialiste », qui paraît néanmoins vouloir appliquer à l'ensemble du pays les recettes d'un certain pragmatisme. Mais jusqu'où ne pas aller trop loin sous prétexte de chercher à « coller au terrain » ?

Le débat est largement ouvert et, dans les discussions, ce sont souvent les cadres moyens de province — les anciens combattants — qui, paradoxalement, brandissent le drapeau du socialisme et rappellent à l'ordre ceux qui risquent par imprudence de brader les acquis de la révolution. La nouvelle génération qui se prépare à prendre la relève aux postes de commandement du parti et de l'Etat, formée sur place ou dans les « pays frères », sera-t-elle sensible à leurs mises en garde ou se méfiante-elle des modèles et des slogans ?

Les dirigeants de Hanoï ne cachent pas que les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur ont décidé de tirer profit de tous leurs faiblesses de toutes leurs hésitations. « La distribution et la circulation sont le terrain de la lutte » pour savoir qui l'emportera du socialisme ou du capitalisme, écrit récemment le Nhan Dan. « Il importe de mener résolument la lutte pour se rendre maître du marché, d'y rétablir l'ordre socialiste, de renforcer les positions du commerce socialiste ». Le Vietnam saura-t-il gagner cette guerre d'un deuxième type, la guerre économique ?

FW

(1) Un dollar vaut environ 100 donges au marché noir, dix fois moins au cours officiel.

### Chine

#### LA DÉTENTE SINO-SOVIÉTIQUE

### La ville de Tianjin se propose de développer ses achats en Europe de l'Est

De notre correspondant

Pékin. — Un responsable du commerce extérieur de la ville de Tianjin vient d'annoncer que les importations de biens et de machines en provenance d'Europe de l'Est allaient augmenter au cours de cette année. En guise de justification, ce responsable a indiqué que le matériel produit par les pays de bloc soviétique était « mieux adapté à nos entreprises ».

Situé à quelque 120 kilomètres de Pékin, le port de Tianjin est considéré comme Pékin et Shanghai en une unité administrative indépendante équivalente au statut provincial. Il compte, selon le dernier recensement (juillet 1982), quelque 7,7 millions d'habitants.

Si elle exprime publiquement des intentions assez nouvelles, cette déclaration n'en est pas pour autant très surprenante. Il est dans la logique du processus de détente amorcé avec les Soviétiques que le commerce bilatéral entre désormais une courbe ascendante. Des signes avant-coureurs de ce mouvement ont déjà pu être notés ces derniers mois. A l'automne 1982, une délégation de la Chambre de commerce de l'U.R.S.S., dirigée par l'un de ses vice-présidents, avait fait une apparition discrète à la foire de Canton. Plus récemment, des spécialistes russes de l'industrie textile ont passé deux semaines en Chine, visitant notamment des usines à Hongzhou.

Dans quelle proportion le commerce sino-soviétique est-il en mesure de se développer ? Selon des estimations — les chiffres définitifs n'étant pas encore connus — le volume des échanges bilatéraux s'est situé, l'an dernier, entre 250 et 300 millions de dollars. C'est ridiculement peu comparé aux possibilités et au niveau atteint par le commerce sino-américain (5,5 milliards de dollars) ou sino-japonais (environ 10 milliards de dollars). De source soviétique, on pense que l'année 1983 pourrait voir un doublement, voire un triplement des échanges avec Pékin.

De même source, on dément que des propositions en bonne et due forme aient été faites à la Chine à propos d'une contribution de l'U.R.S.S. au programme de modernisation de l'industrie légère de ce pays. Mais des consultations à tout le moins paraissent avoir eu lieu à la faveur de deux expositions de matériel organisées au siège de la mission commerciale soviétique à Pékin. Une exposition industrielle tchécoslovaque a eu lieu aussi à Shanghai. Parallèlement à cette amélioration des relations commerciales, les deux pays ont mis au point, pour cette année, un programme d'échanges sportifs assez substantiel. Une grande équipe de football soviétique devrait notamment faire une tournée en Chine dans les mois qui viennent.

MANUEL LUCBERT.

Le conseiller politique à l'ambassade de Chine à Washington, M. Ji Chaozu, a déclaré, le jeudi 6 janvier, que, après des mois d'entretiens, les Chinois et les Soviétiques n'étaient pas parvenus au moindre accord permettant d'améliorer les relations entre les deux pays. Cependant, a déclaré M. Ji, la Chine veut la paix et la détente, et le traité d'amitié et de paix entre les deux pays ayant expiré en 1980, « un nouveau document devrait être mis au point, régissant les relations entre les deux voisins ». — (A.F.P.)

Mort du général Yang Yong. — Le général Yang Yong, chef d'état-major général adjoint et membre du secrétariat du comité central du P.C. chinois, est décédé le jeudi 6 janvier, des suites d'une maladie, à l'âge de soixante-dix ans. Victime de la guerre civile et de la guerre sino-japonaise, il avait exercé différents commandements régionaux après la libération. Eliminé dans les premières années de la révolution culturelle, il avait reparu en 1972 et était entré l'année suivante, à l'occasion du Xe congrès, au comité central du parti.

Christian Dior  
FOURRURE

SOLDES EXCEPTIONNELS  
HAUTE FOURRURE  
BOUTIQUE FOURRURE  
CUIRS ET ENVERS DAIM  
et accessoires de collections

les mardi 11, mercredi 12,  
jeudi 13, vendredi 14 Janvier

10 h - 18 h 30

32, avenue Montaigne  
11 bis, rue François-1<sup>er</sup>  
12, rue Boissy-d'Anglas  
Paris 8<sup>e</sup>

### CORRESPONDANCE

#### L'Assemblée européenne et l'Afghanistan

M. Gérard Israël, député (D.F.P.) proche du R.P.R., à l'Assemblée européenne, rapporteur sur la situation en Afghanistan, nous écrit :

La lettre au Monde de M. Mohamed Tchopan, membre de l'Union générale des Afghans de France (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier 1983) témoigne d'un certain découragement devant le manque de fermeté qu'il impute à la Communauté européenne pour ce qui concerne la solution du problème afghan.

Je voudrais rappeler que le Parlement européen, expression des dix peuples de la Communauté, s'est prononcé en faveur de « la reconnaissance de la résistance afghane comme un mouvement légitime de libération nationale », pour « la reconnaissance du niveau de représentation diplomatique du gouvernement de Kaboul dans les pays de la C.E.E. » et, enfin, pour que ladite résistance puisse renforcer « son organisation propre » (16 juin 1982).

Dans ces conditions, je ne crois pas qu'on puisse suggérer, comme le fait M. Tchopan, que la Communauté européenne se contenterait d'une solution politique faisant fi des droits du peuple afghan. (...)



Tél. 345.22.20  
PROTENNIS  
21, Bd Poincaré - 75012 PARIS  
Protennis joue avec adidas

هكرام الوصل



## LA SITUATION EN CORSE

## Défense d'une victime

De notre envoyé spécial.

Bastia. — Autour de lui, les des sont déjà lancés. On fait en secret des paris à vous glacer le sang : on suppose ses chances entre amis d'en réchapper. Et lui, le docteur Jean-Paul Lafay, sur son lit d'hôpital, il se doute bien des conséquences possibles de ce qu'il a fait. Survivre à trois balles de calibre 9 mm, tirées à 2 ou 3 mètres, n'est déjà pas une mince affaire. Mais, vivre en Corse en qualité de continental quand on a envoyé en prison deux membres présumés du Front de libération nationale (F.L.N.C.) ? Rester le vétérinaire des éleveurs de Corse quand on a traité la femme du docteur et repoussé la force de la peur ?

« Vous verrez, va-t-il dit, tantôt dans le bon, tantôt dans le mal, de nationalistes », nous avait prévenu un commerçant bressan quand la Corse avait appris que le vétérinaire avait donné les identités, non de ses agresseurs, mais de ses racketteurs supposés. Il en était ainsi, paraît-il, à chaque fois qu'un Corse ou qu'un continental, visé par un attentat ou par l'impôt révolutionnaire, livrait ses soupçons et quelques bribes d'information qu'il avait pu porter jusqu'à lui le rumeur. Les voisins, les cousins, les commentateurs de la vie publique dans les cafés avaient vite fait de lui noircir le portrait, de trouver des raisons personnelles, sociales ou basement médiatiques à des dénonciations si peu dans les habitudes de l'île.

Vendredi 7 janvier, un quotidien national s'est fait l'écho des ragots colportés à Corte sur le compte du docteur Lafay. Trop riche cet homme, trop lié au capitaine de gendarmerie de Corse, continental comme lui, trop hostile aux éleveurs autonomistes ou nationalistes et donc trop proche des « barbouzes » anti-F.L.N.C. Bref, le traditionnel mélange des genres, qui fait dire aux petits maîtres que « cette histoire », quelle que soit l'histoire, « pouvait être moins simple qu'on voit bien la chose ». La vétérinaire pourrait avoir été racketté, puis visé, par un malin jaloux ou les concurrents d'une coopérative. Par tout ce que l'on voudra.

Les magistrats de Bastia, les policiers, avisés du courage montré par le vétérinaire, ont vivement réagi, vendredi, à la naissance de la rumeur, déjà très entendue dans les milieux nationalistes. Pour une fois qu'une victime leur accordait sa confiance et plaçait son sort entre les mains de la loi, alors que

tant d'autres jugeaient plus prudent de se taire !

Alors, pour garder à cet homme la probité de son acte et à l'affaire son tour politique, ils ont laissé échapper quelques éléments de l'enquête et du dossier d'instruction et vivement recommandé à la presse d'aller visiter, dans le quartier pénitentiaire de l'hôpital de Bastia, le témoin jusqu'ici inconnu.

Et la ville, vendredi, a appris dans quelques circonstances le vétérinaire avait rencontré ses racketteurs supposés, François Loeuillet et Ange Delini. Pourquoi il connaissait « la voix très douce » de l'un, la respiration si caractéristique de l'autre et avait été frappé, avant d'être en présence de l'un des deux inconnus en cage, par la forme d'un visage ou un froissement d'un vêtement ?

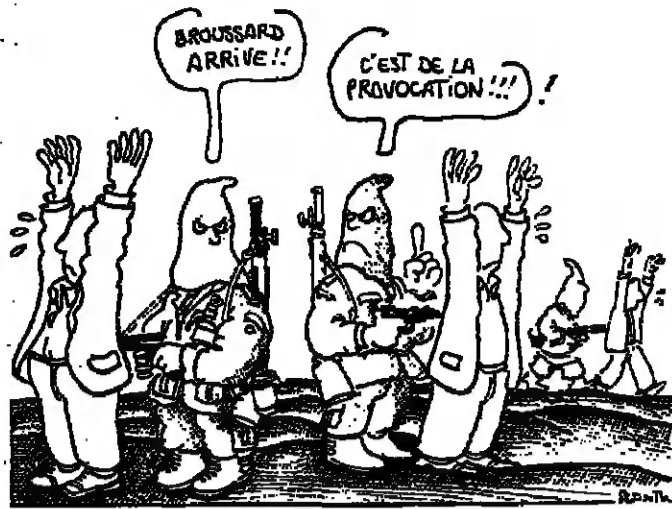
## « Travailler comme avant »

Pour enrayer la rumeur et défendre la réputation de ce premier témoin, on a livré ainsi les mille détails qui font la conviction d'un juge et l'impression des policiers. L'inculpation de François Loeuillet et d'Ange Delini ne vaut que par la déclaration du docteur Lafay, mais celle-ci a paru si sûre, si précise et si crédible que les autorités, au lendemain du plan adopté par le gouvernement, ne pouvaient faire moins que de préciser ce qu'ils croient la vérité.

Le risque pris est grand, c'est vrai, mais c'est aussi celui de la « légalité républicaine ». Les charges ont paru suffisantes et les deux suspects ont été arrêtés puis inculpés de tentative d'« extorsion de fonds ». Mais cette décision a été soigneusement pesée non tant par rapport à la règle judiciaire, respectée, point par point, que pour les dangers qu'on allait inévitablement faire courir au vétérinaire.

« Un type bien », ne cessait-on de répéter, vendredi, entre le commissariat et le palais de justice. Ministère de se rassurer sur le sort à venir du docteur Lafay ? Bien sûr. Comment oublier la vie qui attend ce vétérinaire si déterminé à rentrer à Corte et à travailler comme avant ? Comment ignorer la protection dont il faudra bien l'entourer ? Et cette existence forcément inquiète ? Le docteur Lafay, victime d'une tentative d'assassinat le 31 décembre et d'une tentative de racket depuis six mois est, déjà, devenu un symbole douloureux.

PHILIPPE BOGGIO.



(Dessin de PLANTU.)

## UN GROUPE BAPTISÉ « FRANCE RÉURRECTION » MENACE D'EXERCER DES REPRÉAILLES CONTRE DES CORSES DU CONTINENT.

Dans un texte adressé à notre journal, un groupe inconnu jusqu'ici baptisé France Réurrection menace de « répondre aux exactions du F.L.N.C. ». Ce document dactylographié, intitulé « communiqué n° 1 », menace de représailles des Corsés habitant dans la région parisienne, notamment désignés et accusés d'être des séparatistes liés au mouvement dissous par le conseil des ministres du 5 janvier.

Le texte déclare notamment : « Devant la carence du gouvernement et des insulaires, face à une poignée d'activistes bénéficiant jusqu'à ce jour d'une immense mansuétude, nous Nationalistes Français disons : « Ça suffit ! (...) Nous ne laisserons pas impunément le F.L.N.C. (sic) faire sa basse besogne et répondre à ses exactions. Qu'il sache que pour un continental racketté, plastiqué ou blessé, un responsable ou sympathisant du F.L.N.C. subira de notre part les mêmes exactions. Contrairement au F.L.N.C. ou autres « nationalistes » corse, nous ne frapperons pas au hasard. »

## BIBLIOGRAPHIE

## Six îles en une

Au mois de novembre dernier, quarante cinq élèves du Centre de formation des journalistes ont, durant une semaine, enquêté en Corse. Leurs reportages viennent d'être rassemblés dans une brochure : « L'archipel corse ». L'archipel ? Le propos est expliqué comme ceci. Il y a « six Corse en une » : celle des nationalistes et celle des étrangers, celle des politiques et celle des artistes. On pourrait continuer à égréner les qualificatifs, tant cette petite île qui fait tant de bruit dans notre actualité est diverse, multiple, contrastée, avec toujours le risque d'être mal comprise dans quelque réaction de ses montants ou de ses réactions.

Le panorama que ces apprentis journalistes ont adressé au retour de leur séjour aborde par des textes vivants, informés et sans complaisance les grands sujets de préoccupation des insulaires et de nombreux continentaux à l'issue de ces six jours : « statut péninsulaire » ; quelle a été l'évolution et quel sera l'avenir politique, économique, culturel de la Corse ; comment les Corsés vivent-ils entre eux et avec les étrangers ? On appréciera leurs portraits des principaux acteurs du jeu politique insulaire et, au détour des réflexions comme celles-ci qui éclaircissent ce qui se passe aujourd'hui dans l'île : « Le F.L.N.C. est à l'évidence tiraillé par des décisions internes qui lui interdisent de se dégrader de sa seule fonction de contestation. Le désenchantement certain qui a suivi l'engagement de l'Assemblée régionale est peut-être sa dernière chance. »

90 pages, 30 F. Centre de formation des journalistes, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71.

## Vocabulaire

La situation en Corse donne lieu, dans les déclarations, les communications ou les analyses, à une floraison de mots — inscrits d'ordinaire aux registres sérieux du droit constitutionnel ou de l'histoire — dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas toujours utilisés aujourd'hui avec la rigueur souhaitable.

Ici, des ministres parlent du peuple corse et d'autres de l'opinion corse. Un ancien chef du gouvernement préfère la notion de minorité dictatoriale et de fraction. Les Français du continent, et peut-être d'outre-mer, ont du mal à saisir toutes les subtilités entre les autonomistes légaux, les indépendantistes et les nationalistes. Y a-t-il une différence entre la séparatisme, l'identité et le particularisme ? La Corse fait-elle partie du territoire français, de la République ou de la nation française ?

Le peuple corse est certes une composante de la nation, et les deux départements une partie du territoire, mais, alors, où se situent le patriotisme, la République, l'Etat ? Quelle place restera-t-il pour la régionalisation et le droit à l'autodétermination et la souveraineté et l'intégrité nationales ?

Le vocabulaire courant prend parfois trop de libertés avec le sens de mots qui comptent. Il est vrai que, en vertu de la continuité territoriale (qui a coûté au budget de l'Etat plus de 500 millions de francs en 1982), la Corse n'est même plus une île...

FRANÇOIS GROSCHARD

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

## LYON : les têtes de liste du R.P.R. et l'entrée en campagne de la gauche

De notre correspondant régional

Lyon. — « Cessons pendant quelques jours de parler politique », les vœux du maire sortant, M. Francisque Collomb, sénateur (non inscrit), largement répercutés par les panneaux municipaux d'affichage n'ont pas été exaucés. Très vite les principaux concurrents ont repris la parole.

Le R.P.R. tout d'abord. M. Michel Noir a présenté au cours d'une conférence de presse, jeudi 6 janvier ses neuf têtes de liste (1), et exposé les grandes lignes de sa campagne articulée autour de cinq mots clés : « énergie, cœur, rigueur, courage et ambition ».

Il a apporté des précisions sur le financement de sa campagne électorale dont il estime le coût « entre 1 300 000 et 1 500 000 francs maximum ». Les sources de financement sont, selon M. Noir : un comité de soutien, « l'apport financier des quelques 4 300 militants du R.P.R. de la ville » ; un « soutien » du R.P.R. national ; deux à trois mois d'indemnités retenus aux futurs élus. Les proches du maire contestent le chiffre annoncé. M. André Soulier, adjoint à l'information, estimait, jeudi soir : « On ne peut pas faire une campagne de cette ampleur au-dessous de trois millions de francs ».

À gauche, où l'on a l'impression d'avoir fait les frais de la querelle Noir-Collomb dans les médias, la campagne vient d'être lancée. M. Gérard Collomb, député socialiste devrait mettre sur pied une liste d'union avec le P.C.F. (qui a renoncé à la tête de liste dans le 8<sup>e</sup> arrondissement), le P.S.U., le M.R.G. et quelques écologistes.

Parmi les têtes de liste proposées par M. Gérard Collomb, figurent M. André Vianès, économiste proche de M. Jacques Delors, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement, où il avait affronté sans succès M. Raymond Barre aux élections législatives de 1978 ; M. Marie-Thérèse Patrat, députée, dans le 8<sup>e</sup> ; M. Gérard Collomb est candidat dans le 9<sup>e</sup>.

Après avoir reproché à la municipalité sortante sa politique d'information, M. Gérard Collomb a axé ses critiques sur cinq thèmes : l'action sociale, l'économie, la circulation et les transports, la culture, l'urbanisme. « Au cours de ce mois, a-t-il déclaré, rompant avec la politique pradalienne, qui avait gardé de ses origines une orientation sociale en matière de logement, M. Francisque Collomb a stoppé toute construction de logement social. Dans le même temps où Villeurbanne (dont M. Heru est le

maire) réalisait environ 2 500 logements H.L.M., Lyon n'en construisait que 700. »

Pendant tout le temps de la campagne le porte-parole de la gauche assure qu'il présentera des « propositions constructives » pour apporter « les éléments d'une nouvelle politique pour Lyon en montrant qu'une dynamique ne pourra surgir que de la complémentarité des différentes politiques sectorielles ».

CLAUDE REGENT.

(1) Il s'agit de M<sup>me</sup> Marie-Françoise Frobert, conseillère générale et suppléante de M. Noir, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement ; M. Christian Gelpi, conseiller sortant, dans le 2<sup>e</sup> ; M. Pierre-Bernard Cousé, député, dans le 3<sup>e</sup>, où il affrontera M<sup>me</sup> Simone André, U.D.F., qui n'est autre que sa suppléante à l'Assemblée nationale ; M. Jean-Paul Bonnet, conseiller général, dans le 4<sup>e</sup> ; M<sup>me</sup> Régine Goinière dans le 5<sup>e</sup> ; M. Jean-Michel Dubernard dans le 6<sup>e</sup> ; M. Serge Guichard dans le 7<sup>e</sup> ; M. René Caille, ancien député, dans le 8<sup>e</sup> ; M. Henri Chabert dans le 9<sup>e</sup> ; M. Noir ne dévoilera que le 19 janvier l'arrondissement dans lequel il sera candidat.

■ Le P.S. et le M.R.G. se rencontreront, une nouvelle fois le 12 janvier, au siège du parti socialiste, pour préparer les élections municipales. Les délégations des deux partis seront respectivement conduites par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. et par M. Roger-Gérard Schwarzenberg, président du M.R.G. La précédente rencontre au sommet entre le P.S. et le M.R.G. avait eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 1982.

■ M. François Léotard, secrétaire général du P.R., a affirmé, jeudi 6 janvier, que son parti souhaite aborder les élections municipales « avec un esprit offensif » et qu'il a choisi le « terrain le plus symbolique » — le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris (où se présente M. Paul Quilès (P.S.)) — pour organiser, le 28 janvier, un « banquet républicain » qui veut être une « manifestation de masse sous chapiteau ». M. Léotard a annoncé, d'autre part, la création de cinq commissions nationales : affaires étrangères et défense (M. Arthur Pacha) ; agriculture, M. Alain Mayoud ; économie (M. François d'Aubert) ; collectivités locales et aménagement du territoire (M. Marcel Lucotte) ; sécurité et justice (M. Pascal Clément) ; Etat, décentralisation et administration (M. Jacques Doufflauges).

## LA RÉFORME DU STATUT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 5 janvier à Papeete, M. Raymond Forni (P.S.), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a parlé de la réforme du statut de la Polynésie française. « Il ne s'agit pas de parler d'un nouveau statut, mais d'un statut amélioré par rapport à celui de 1977 », a-t-il dit, ajoutant « aucun gouvernement ne peut se permettre d'examiner tous les trois ou quatre ans un statut. Il ne peut être bouleversé sans arrêt, il faut une stabilité. Le statut de 1977 n'est déjà pas négligeable, et les modifications apportées conduiront à régler à long terme les relations entre l'Etat et le Territoire ».

M. Forni a précisé : « Il est inimaginable que ce statut puisse aller jusqu'à l'abandon de la moindre parcelle de souveraineté exercée par l'Etat. Il faut que chacun sache que la Polynésie c'est la France. »

Enfin, interrogé sur la présence du Centre d'expérimentation du Pacifique, M. Forni a été formel : « Pas question que l'un des grands choix stratégiques de la France soit remis en cause par une minorité de la population, et pas question non plus d'utiliser la présence du C.E.P. comme un moyen de pression ou de chantage que le gouvernement ne saurait accepter. »

(Publicité)  
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE  
23, bd Vial-Bouton, 75 de la Jette, 92, Neuilly  
Téléphone : 747-61-35  
Alain GOUTHER  
Centre officiel d'examens - Marins marchands  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

Le Monde  
dossiers et documents

JANVIER 1983

LA PAUVRETÉ  
DANS LES PAYS RICHES

LE GAZ NATUREL

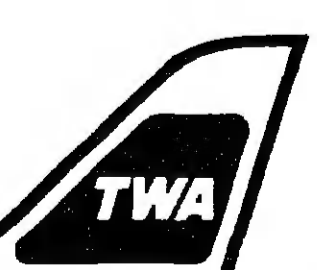
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5 F

TWA vers et à travers les USA.

Paris 3350 F New York 1250 F Côte Ouest.

Du 10 janvier au 6 février, profitez de notre tarif loisirs Paris-New York (A/R)  
et de notre tarif spécial New York-Côte Ouest (A/R).

Vous plaire nous plaît.



مكتبة  
الكتاب



# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### ACCORD P.C.-P.S. EN SEINE-MARITIME...

Un accord entre les fédérations socialiste et communiste de la Seine-Maritime a été rendu public le vendredi 7 janvier, au cours d'une conférence de presse, par MM. Jean Malvasio (P.C.) et Le Vern (P.S.). Des « primaires » auront lieu à Dieppe et à Bolbec, villes dont le maire sortant est communiste et où le parti socialiste revendiquait la tête de liste. A Dieppe, le maire, M. Irénée Bourgeois, sera en concurrence avec M. Jean Beaufils, député (P.S.), le candidat de l'opposition sera M. Jean-Pierre Bourlanges (R.P.R.). A Bolbec, M. Paul Belhache, maire sortant, sera très menacé par son vainqueur aux dernières élections cantonales, M. Pierre Roussel (P.S.).

Un conflit était né, à la mi-décembre, pour le choix des têtes de liste à Rouen, Fécamp, Déville-le-Rouen et Sotteville-le-Rouen. Dans ces municipalités, tenues par l'opposition, le parti communiste désirait conduire la liste d'union de la gauche, malgré un net désavantage électoral. Les problèmes ont été résolus dans les trois premières communes, mais non à Sotteville-le-Rouen, commune de trente-deux mille habitants, gérée, depuis la Libération, par M. Yves Tafforeau (divers droite), qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. La ville est située dans la circonscription perdue par M. Roland Leroy, en juin 1981, au profit de M. Pierre Bourguignon (P.S.). Ce dernier est le chef de file du P.S. à Sotteville. Des tensions s'étaient manifestées à plusieurs reprises entre le député socialiste et les élus communistes de la circonscription. La fédération communiste, dont le premier secrétaire, M. Malvasio, sera vraisemblablement candidat à Sotteville, espère reconquérir un jour l'ancien siège de M. Leroy.

### ... ET EN SEINE-ET-MARNE

Les fédérations de Seine-et-Marne du parti socialiste et du parti communiste, qui se sont rencontrées le 5 janvier, ont parvenues à un accord portant sur trente-neuf des quarante-six villes de plus de trois mille cinq cents habitants du département. Le communiqué commun publié par les deux partis annonce la création de listes d'union autour du maire sortant dans douze municipalités à direction socialiste et dans huit à direction communiste. Pour les autres villes, détenues par l'opposition, les têtes de listes seront socialistes, sauf à La Ferté-Gaucher et à Provins où elles seront communistes.

La question des trois villes de plus de 30 000 habitants, a été abordée au niveau national. A Chelles, deux listes de la majorité s'affronteront : celle du maire sortant et député, M. Gérard Bordo (P.C.) et celle du député socialiste, Jean-Pierre Fouré. A Meaux, M. Jean Lion (P.S.), conduira une liste d'union et à Melun, c'est M. Alain Vivien, député socialiste, qui affrontera M. Marc Jacquet, maire de Melun et sénateur R.P.R.

### PARIS : les intentions de M. Georges Sarre pour le XI<sup>e</sup> arrondissement.

Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 8 janvier, après une erreur de transmission, M. Georges Sarre député de Paris, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville, qui a lancé le 6 janvier sa campagne électorale dans le XI<sup>e</sup> arrondissement, nous demandons de préciser qu'il ne veut pas faire de son arrondissement « une citadelle pour lutter contre Chirac ». Voici quelles sont ses intentions :

« Le nouveau statut de Paris repose sur le dialogue et la complémentarité entre l'Hôtel de Ville et les maires d'arrondissement. Nous voulons que ce statut soit une réussite et permette de mieux répondre aux souhaits des Parisiens. Il ne s'agit donc absolument pas de transformer les maires d'arrondissement en citadelles contre le maire de Paris, quel qu'il soit. Il s'agit au contraire de travailler ensemble pour améliorer la vie quotidienne dans la capitale. Je prends les paris : d'ici un an, les destructeurs du nouveau statut rejoindront ses initiateurs et devront convenir que Paris est mieux administré, mieux géré qu'avant le système centralisé dont nous souffrons aujourd'hui. Dans chaque arrondissement, les problèmes seront traités au bon niveau, plus rapidement, sous la responsabilité d'élus compétents, plus proches des habitants. Voilà l'acquis le plus positif du nouveau statut de Paris. »

### LOIRE

### Saint-Étienne : suspension des négociations entre le P.S. et le P.C.

De notre correspondant

Saint-Étienne. — Pour M. Joseph Sanguedolce, maire P.C. de Saint-Étienne, l'accord du 22 décembre entre les instances dirigeantes du P.C. et du P.S. qui l'a confirmé comme tête de liste d'union de la gauche « soulage de nombreux Stéphanois qui craignaient qu'un désaccord entre nos partis ne permette à la droite de venir s'installer à nouveau à l'hôtel de ville... ». C'est ce qu'il exprimait le vendredi 7 janvier dans un communiqué. Il précisait en outre : « Sur les bases de l'accord national, les partis socialiste et communiste de Saint-Étienne sont en train d'établir en commun une liste de candidats auxquels seront adjoints des représentants des autres formations politiques de gauche et quelques personnalités... ». M. Sanguedolce indique encore qu'il présente à nouveau M. Paul Chomat (P.C.) comme premier adjoint, responsabilité que celui-ci assume déjà

déjà en plus des ses fonctions de député et de conseiller général.

Mais M. Bruno Vennin, député socialiste, qui a entériné l'accord national et abandonné la tête de liste d'union de la gauche au maire sortant, semble peu disposé à laisser aussi au P.C. le poste de premier adjoint. Dans un communiqué, les socialistes de Saint-Étienne font état de la suspension des négociations entre le P.S. et le P.C. : « Le P.C. veut imposer une municipalité dirigée par deux communistes... Or le poste de premier adjoint attribué à un socialiste est la condition décisive pour rassembler la majorité des électeurs et permettre à la gauche de gagner... ». Le communiqué dénonce enfin le parti communiste stéphanois, qui « tente d'utiliser l'accord national pour affaiblir les socialistes et autres formations de gauche ». — P.M.

### VAUCLUSE

### Avignon : l'U.D.F. écartelée

De notre correspondant

Avignon. — Il est désormais acquis que l'opposition ira à la bataille en ordre dispersé (voir le Monde du 29 décembre 1982). Le bureau politique de l'U.D.F. vient en effet de donner son investiture à M. Jean Roure, candidat sans étiquette, à la tête d'une liste rassemblant C.D.S., P.R., Clubs Perspectives et Réalités et Jeunes giscardiens. L'autre liste de l'opposition, conduite par M. Jean-Pierre Roux (R.P.R.), ancien député du Vaucluse, rassemble deux autres composantes de l'U.D.F. : le parti radical et le CNIP. Du côté de la majorité, il n'y a toujours pas d'accord entre la liste (P.S. et M.R.G.) conduite par M. Henri Duffaut, sénateur socialiste et maire sortant, et le parti communiste. Il semble enfin de plus en plus

probable que le P.S.U. présentera lui aussi sa propre liste. Dans nos éditions du 29 décembre, nous faisions état d'un « désaccord fondamental » entre le P.S. et le P.S.U. Le P.S.U. du Vaucluse nous rappelle les conditions posées en P.S. par le P.S.U. d'Avignon : « Un accord sur un programme municipal, et un nombre de représentants correspondant à l'influence du courant autogestionnaire ». Le P.S.U., qui conteste le fonctionnement interne du conseil municipal et le mode de désignation de ses propres candidats, nous précise que le « désaccord fondamental » ne porte que sur « la conception de la démocratie » des responsables socialistes d'Avignon. — J.L.

### D'une ville à l'autre

#### CHER

BOURGES. — M. Jean-François Deniau, président du conseil général du Cher, qui a succédé, au mois de novembre dernier, à M. Jean-Pierre Fourcade à la tête des Clubs Perspectives et Réalités, a annoncé, mardi 4 janvier, qu'il ne serait pas candidat aux prochaines élections municipales de Bourges.

L'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing estime incompatibles les fonctions de président de conseil général avec celles de maire d'une ville de près de 80 000 habitants. Tout en se prononçant pour l'union de l'opposition dès le premier tour, il a apporté son soutien au candidat de l'U.D.F., M. Camille Michel, ancien préfet du Cher. Le candidat du R.P.R. est le docteur Jean-Claude Féan, conseiller général de Bourges, qui estime être le mieux placé pour conduire une liste victorieuse face au maire communiste sortant, M. Jacques Rimbault.

#### EURE

EVREUX. — L'accord s'est réalisé entre l'U.D.F. et le R.P.R. pour la constitution d'une liste commune. Celle-ci sera conduite par trois conseillers généraux : M. Bernard Blois, U.D.F. (Evreux-Nord), M. Jean-Jacques Hubert, U.D.F. (Evreux-Est) et M. François-Victor de Broglie, modéré (Région), fils de l'ancien député de l'Eure Jean de Broglie, décédé.

L'U.D.F. et le R.P.R. se répartiront l'ensemble des candidatures de cette liste et feront une large place à des personnalités sans appartenance politique. — (Corresp.)

#### PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND. — M. Jean Morello, P.R., ancien président du conseil général d'Avignon et ancien député, conduira la liste d'union de l'opposition. M. Morello a précisé que M.M. Perny, R.P.R., Francoeur, R.P.R. et Chapus, U.D.F.-C.D.S., trois fois conseillers généraux de

Clermont-Ferrand, figurent sur sa liste.

C'est M. Roger Quillot, P.S., ministre de l'urbanisme et du logement, maire sortant, qui conduira la liste de la majorité, où figurent notamment M. Maurice Pourchon, P.S., conseiller sortant, conseiller général et président du conseil régional.

#### PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

BIARRITZ. — La liste « Biarritz majorité », que conduira M. Jean-Paul Desrude, député socialiste de la quatrième circonscription et conseiller municipal sortant, ne comprendra pas de représentants du parti communiste. Le bureau de la section du parti socialiste de Biarritz confirme l'échec des ultimes négociations entre les deux principales formations de la gauche. Le parti socialiste proposait en effet quatre sièges au parti communiste dont un poste d'adjoint dans l'hypothèse d'un succès électoral. Le parti communiste en réclamait sept. « Cette exigence n'était pas compatible avec l'esprit d'ouverture caractérisant la liste « Biarritz majorité », précise le P.S. Le bureau de la section de Biarritz confirme par ailleurs « que ce constat d'échec ne pourra en aucun cas se résorber au second tour, compte tenu de la position fixée du P.C.F. local ». — (Corresp.)

#### REUNION

SAINT-LOUIS. — M. Jean Fontaine, député non inscrit et maire sortant, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. La liste de l'opposition sera conduite par M. Jacques Techer, actuel premier adjoint. Aux élections municipales de 1977, M. Fontaine avait ravi à la gauche la municipalité de Saint-Louis, dirigée par M. Dambreville, P.S. — (Corresp.)

#### RHONE

SAINT-PRIEST. — Après la démission du parti socialiste de M. Louis Gireau, maire sortant, désavoué par sa propre formation

qui a investi son premier adjoint, M. Bruno Polga, c'est à droite que surgissent aujourd'hui des difficultés. M. Claude Huon, R.P.R., élu conseiller général à la faveur d'une élection triangulaire, n'a pas été investi par les partis de l'opposition, qui lui ont préféré M. René Morand (R.P.R.). Ce dernier a accédé, au cours d'une conférence de presse, M. Huon de vouloir « s'entendre avec... M. Louis Gireau ». M. Huon a annoncé qu'il briguerait les suffrages sous l'étiquette Gestion, démocratie, liberté. Ses anciens amis affirment qu'une procédure d'exclusion du R.P.R. est en cours. — (Corresp.)

#### SEINE-ET-MARNE

COMBES-LA-VILLE. — M. Alain Vivien, maire sortant, vice-président de l'Assemblée nationale et député socialiste de la première circonscription, a choisi d'aller se présenter à Melun contre M. Marc Jacquet, sénateur R.P.R. C'est M. Claude Sapin, P.S., qui conduira la liste d'union de la gauche. Cependant, un différend oppose les deux principales formations de la majorité aux radicaux de gauche de la ville, qui revendiquent pour leur responsable, M. Marc Rogier (actuellement troisième adjoint), la place de premier adjoint.

#### VIENNE

CHATELLERAULT. — M<sup>me</sup> Geneviève Abelin, maire de Châtelleraut, vient de retirer à M. Primo Végian, premier adjoint, sa délégation de signature. Cette décision s'explique par le fait que M. Primo Végian s'est engagé dans la campagne des élections municipales aux côtés de M. Guy Goullier (rad.) qui a l'intention de constituer une liste à Châtelleraut. M<sup>me</sup> Abelin est maire de Châtelleraut depuis la disparition de Pierre Abelin en 1977. Elle ne sera pas candidate en mars : la liste d'opposition sera conduite par M. Jean-Pierre Abelin, son fils, ancien député, conseiller général. La liste de la majorité sera conduite par M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, actuellement maire de Thaur. — (Corresp.)

POITIERS. — L'opposition est parvenue à un accord, et c'est M. Jacques Grandon, U.D.F.-C.D.S., conseiller général de Poitiers, qui conduira la liste d'union. Il aura à ses côtés M. Jean-Yves Chamard, R.P.R., lui aussi conseiller général. M. Grandon affrontera, comme aux élections municipales de 1977, M. Jacques Santost, maire socialiste sortant et député de la première circonscription.

#### YVELINES

RAMBOUILLET. — Une femme, conseillère générale du canton, veut succéder à M<sup>me</sup> Jacqueline Thome-Patenôtre (rad.), à la mairie de Rambouillet. Après avoir reçu le feu vert de l'U.D.F. (elle est membre du parti républicain), M<sup>me</sup> Christine Boutin, trente-six ans, journaliste et actuelle maire d'Autry, devrait annoncer très prochainement sa décision de conduire à Rambouillet la liste de l'U.D.F. Elle souhaite combler le vide laissé par le départ de M<sup>me</sup> Thome-Patenôtre, qui, au terme de treize années de mandat municipal, se retire de la scène politique. M<sup>me</sup> Thome-Patenôtre, qui conduisit en 1977 une liste d'union de la gauche alors qu'elle militait au sein du Mouvement des radicaux de gauche, s'était rapprochée de l'U.D.F. avant l'élection présidentielle de 1981. Le 11 novembre dernier, en annonçant qu'elle ne solliciterait pas un nouveau mandat, elle avait laissé clairement entendre qu'elle apporterait son soutien à son premier adjoint, M. Pierre Raynaud, nouveau venu à l'U.D.F.

Ancien inspecteur général de la santé, élu sans étiquette en 1977 sur une liste d'union de la gauche et adhérent de fraîche date au parti radical valoisien, M. Raynaud a décidé, mercredi 5 janvier, de retirer sa candidature au bénéfice de M<sup>me</sup> Boutin. La venue de cette jeune conseillère générale, vainqueur aux dernières élections cantonales de M<sup>me</sup> Guy Madaec, député P.S., a toutefois peu de chances de provoquer une liste unique de l'opposition. Vétérinaire à Rambouillet, M. Gérard Larcher, trente-trois ans, entend toujours conduire la liste du R.P.R. — sans esprit de désunion et pour réaliser, large au premier tour avant de faire l'union au second.

Une troisième liste de l'opposition pourrait voir le jour, conduite par M. Marcel Pacou, proche de l'U.D.F. Le parti socialiste a confié à M. Jacques Lepetit, conseiller municipal sortant, le soin de conduire dès le premier tour une liste d'union de la gauche. — (Corresp.)

# Richard joue Wagner

Richard Burton incarne Richard Wagner. Cette prise de rôle sera l'un des sommets cinématographiques de 1983, année du centenaire de la mort du musicien. Interviewé pour Le Monde de la Musique, Burton, fidèle à son image, n'hésite pas à affirmer : « Wagner, c'est moi ! ». Cette boutade n'a pas suffi au Monde de la Musique qui consacre un très important dossier à Wagner, géant à la personnalité encore controversée.

Sur ce sujet, deux romanciers ont écrit pour Le Monde de la Musique un texte original. Jack-Alain Léger se penche sur les rapports d'amitié puis de haine qui ont lié puis opposé Nietzsche à l'auteur de « Tristan ». Pierre-Louis Rey, spécialiste de Gobineau, relate le coup de foudre de Wagner pour celui qui devait passer cinquante ans plus tard pour le théoricien du racisme. Que ressent donc un Juif qui dirige à Bayreuth ? Daniel Barenboim donne ses impressions. Enfin, notre spécialiste de rock explique pourquoi tant de



« pop stars » se reconnaissent aujourd'hui dans le mythe de Wagner.

A Francis Poulenc, le plus français des compositeurs, Le Monde de la Musique consacre un grand portrait.

Egalement au sommaire de ce numéro : une interview de Jean-Noël Jeanneney, Président de Radio France, sur la bruyante séparation de France Musique et de ses orchestres ; la correspondance de deux psychanalystes à propos des Lieder de Schubert ; un hommage à Ray Charles ; enfin, Franco Donatoni retrace son difficile parcours de compositeur du XX<sup>e</sup> siècle.

Et ce mois-ci, nous avons écouté 84 nouveaux disques dont 4 Chocs du Mois. Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de janvier 15F chez votre marchand de journaux.

# Le Monde de la MUSIQUE

Télérama



DANS LES BANLIEUES DE L'EST LYONNAIS

L'effort pour lutter contre la délinquance des jeunes va être amplifié

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Bernard Brumhes, conseiller auprès du premier ministre pour les affaires sociales, a présidé, le 7 janvier, une réunion avec les maires des neuf communes de l'est lyonnais, quinze mois après les mesures d'urgence prises pour désamorcer la violence et la dégradation des rapports sociaux dans ce secteur. A l'issue de cette rencontre, il a affirmé que le bilan des opérations entreprises tant par les communes que par l'Etat était « encourageant » et que l'effort serait, pour l'année 1983, « poursuivi et amplifié ».

Un fait a paru très significatif à M. Brumhes : « Les maires n'ont plus peur de police, de justice et de sécurité ». À ses yeux, c'est la preuve que les élus locaux, traditionnellement « demandeurs » de l'Etat, sont en présence d'un représentant de l'Etat, tout au moins plus sensibilisé par les actions à long terme : éducation, formation, urbanisme. Ainsi pour l'attribution des logements sociaux, ce qu'on appelle pudiquement un « rééquilibrage » et qui est en fait une répartition des logements dans l'agglomération lyonnaise — les efforts de la commission ad hoc du logement social doivent être largement soutenus. De même, à cause d'un éclairage des médias axé sur les opérations spectaculaires (l'opération « anti-délinquance » des jeunes Lyonnais et Marseillais envoyés en Ardèche), on a quelque peu perdu de vue l'élément essentiel de l'emploi. M. Brumhes a annoncé sur ce point une prochaine « initiative conjointe » de M. Mauroy en direction des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans

qui représentent au niveau national huit cent quatre-vingt-dix mille chômeurs.

Il semble d'autre part prématuré de tirer des conclusions de la formule des ZEP (Zones d'éducation prioritaire) qui a pris une ampleur particulière dans la région : plus de cent postes d'enseignants ont été créés ou « non surpris », ce qui est un succès dans une zone en cours de développement, dans le secteur « chaud » de l'agglomération. Parmi les bénéficiaires prioritaires de cet effort budgétaire : les lycées d'enseignement professionnel (LEP). Un représentant du ministère de l'Éducation nationale a indiqué qu'une enquête statistique était en cours au rectorat de Lyon. Mais il apparaît d'ores et déjà que les jeunes ont moins interrompu leurs études de deuxième et de troisième année de C.A.P.

Ces premiers résultats ont incité les partenaires à poursuivre les opérations en 1983. L'année suivante les procédures « seront plus générales et liées à la planification », a indiqué le conseiller du premier ministre.

Il reste que certaines questions précises n'ont pas reçu de réponse. Ainsi le taux de remplissage des postes lyonnais en progression très sensible chez les jeunes délinquants peut également expliquer l'accalmie relative de l'été lyonnais. Mais il ne saurait répondre totalement à l'efficacité de mesures de formation qui n'auront pas, en conséquence, touché les plus perméables à la tentation de la délinquance. — C. R.

M<sup>me</sup> Simone de Beauvoir préside

la commission sur les femmes et la culture

Le ministère des droits de la femme vient de créer une commission non gouvernementale chargée de faire un bilan sur la place des femmes dans la vie culturelle et de donner des suggestions pour une politique culturelle en leur faveur. M<sup>me</sup> Simone de Beauvoir a accepté de présider cette commission qui rassemble des écrivains, chercheurs, sociologues : M<sup>me</sup> Colette Audry, Madeleine Rebérioux, Christine Delphy, Benoîte Groult, Danièle Kerguel, Michèle Perrot, Béatrice Flama, Anne Zelenski, Rita Thelmann, Michèle Cœquilly et MM. Marc Paillet et Jacques Durand, ce dernier venant d'être nommé chargé de mission auprès de M<sup>me</sup> Yvette Roudy. Une première

réunion a eu lieu, jeudi 6 janvier, au ministère des droits de la femme.

Pour M<sup>me</sup> Roudy, « la campagne d'égalité des chances ne doit pas ignorer les domaines culturels et artistiques ». Aussi a-t-elle décidé de montrer l'exemple en finançant une série de spectacles intitulés « Voix de femmes » donnés par des chanteuses mais aussi de musiciennes, ténors et poètes, de janvier à mai, au Théâtre de Paris. M<sup>me</sup> Simone de Beauvoir, grand prix de l'Académie Charles-Cros lauréat, depuis jeudi 4 janvier cette série, et cela jusqu'au 5 février. Talia, également grand prix de l'Académie Charles-Cros lui succédera du 15 au 26 février (renseignements pour le calendrier au 15 rue Blanche, 75 009, Paris - Tél. : 874-10-75).

Le ministère a également décidé de financer avec la Fondation Yehudi Menuhin, toujours au Théâtre de Paris, une série de concerts « Samedi dix-huit heures sous les étoiles... » qui commencent ce samedi 8 janvier. Au programme avant d'artistes-femmes de l'homme : le 8 janvier, concert d'un orchestre composé de lauréates de la Fondation Menuhin, dirigé par Evelyn Aull ; le 15 janvier : le trio Henry ; le 22 janvier : Béatrice Bernal, clavecin, avec Michel Moragues, flûte ; le 29 janvier : quatuor Arcans ; le 5 février : Annie Roussin, violon, avec Yves Henri, piano, et le 12 février : De Campra.

L'HEBDOMADAIRE « DES FEMMES EN MOUVEMENT » CÈSSE DE PARAITRE

Accablée à des difficultés financières, l'équipe de l'hebdomadaire *Des femmes en mouvement* a décidé « d'interrompre sa parution, sine die ».

Périodique de qualité sur papier glacé, *Des femmes en mouvement* hebdo avait paru pour la première fois en novembre 1979 et succédait au mensuel *Des femmes*, dont le numéro un était sorti en janvier 1978. Le mensuel avait lui-même remplacé *Le Quotidien des femmes*, journal à parution très irrégulière.

A l'origine de ces publications, une femme, Antoinette Fouque, dont la forte personnalité a suscité bien des passions et des haines au sein du mouvement des femmes et, autour d'elle, des militantes du groupe Psychanalyse et politique. Ce sont elles qui eurent l'idée de déposer les premières à leur compte le sigle M.L.F. Un « coup » que, bien sûr, d'autres militantes pouvaient tout autant se réclamer du mouvement de libération des femmes virent d'un mauvais oeil.

Tiré au début à 100 000 exemplaires, *Des femmes hebdo*, malgré la qualité de son impression, la densité de ses informations culturelles et étrangères, n'aura pas résisté à l'effacement du militantisme féministe.

Un de ses torts fut, peut-être, d'être trop exclusif au sein des débats féministes et d'en faire l'organe d'un courant et non un hebdomadaire de vulgarisation ouvert aux débats des féministes de tous bords.

On remarque cependant que l'hebdo n'aura survécu que quelques mois au départ de la rédaction en chef de sa fondatrice, M<sup>me</sup> Antoinette Fouque. Celle-ci a quitté la publication au début de 1982 pour mettre sur pied une Confédération syndicale des femmes qui a rapidement tourné court et n'a pas été reconnue par les pouvoirs publics.

On peut déplorer cependant la disparition de cet hebdomadaire, le seul coupé et réalisé par une équipe exclusivement féminine. — Ch. Ch.

JUSTICE

LE PROCÈS DE M. SAINT-JEAN CONTRE LE JOURNAL « L'ALSACE »

L'honneur du directeur adjoint des enquêtes douanières

Ce serait un procès de presse assez banal s'il ne constituait un épisode de ce que l'on nomme désormais l'« affaire Saint-Jean » depuis l'inculpation, le 3 décembre 1981, de M. Roger Saint-Jean, directeur adjoint de la direction nationale des enquêtes douanières (D.N.E.D.) dans une affaire de trafic de cigarettes. Deux jours après cette inculpation par M. Germain Sengel, juge d'instruction à Mulhouse, qui depuis plusieurs années instruit des dossiers sur les trafics de cigarettes (*Le Monde* du 12 décembre 1981), le journal *L'Alsace* publiait, sous la signature de M. Jean-Marie Stoerkel, un article reproduisant une lettre d'un contrebandier accusant M. Saint-Jean. Ce dernier, s'estimant diffamé, poursuivit *L'Alsace* et M. Stoerkel, le 4 janvier, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

« Un contrebandier tassinais accuse le haut fonctionnaire des douanes inculpé à Mulhouse », titrait *L'Alsace* le 5 décembre 1981. Ce contrebandier, M. Eddy Eichenberger, vivant en Suisse, expliquait, dans une lettre remise au juge d'instruction par un autre inculpé, M. Jacques Berthelot, qu'il avait assuré des transports de cigarettes pour le compte d'un Français — M. Saint-Jean, directeur adjoint de la D.N.E.D. —.

M. Stoerkel affirme avoir reçu copie de cette lettre par M. Berthelot, « en territoire suisse, juste après sa venue à Mulhouse pour communiquer l'original au magistrat instructeur ». Il assure n'avoir pas été en mesure de joindre M. Saint-Jean avant la publication du document. Enfin, il dit avoir fait toutes les vérifications nécessaires à l'authentification du texte.

Le défenseur de M. Saint-Jean, M<sup>re</sup> Georges Kiejman, conteste ces affirmations, s'étant notamment que la lettre ait été remise en Suisse alors que M. Stoerkel, comme M. Berthelot, était à Mulhouse ce jour-là, et surtout qu'un journaliste publie « sans plus de précautions » une lettre qui lui est donnée, au sujet d'un inculpé, par un autre inculpé.

Mais, pour M<sup>re</sup> Kiejman, ce procès était une occasion de parler enfin de la justice, au nom de M. Saint-Jean. Celui-ci est en effet inculpé depuis treize mois. Une confrontation générale a eu lieu en juin 1982, et, depuis, le juge d'instruction n'a eu aucun élément pour clore son dossier, a indiqué M<sup>re</sup> Kiejman. Il lui suffirait d'un peu de courage intellectuel pour faire une ordonnance de non-lieu et rendre à M. Saint-Jean l'honneur qu'il lui a pris.

Comme on ne sait pas si la véritable « affaire Saint-Jean » — le trafic de cigarettes — viendra jamais à l'audience, le directeur général des douanes, M. Jacques Campet, et que les autres supérieurs et collègues de M. Saint-Jean ont tenu à se faire réaffirmer leur confiance et leur soutien.

Les avocats de *L'Alsace* et de M. Stoerkel, M<sup>re</sup> Wetzter et Francis Szpiner, souhaitent, eux, qu'on s'en tienne au strict problème de presse. Dès lors, l'affaire est simple, a soutenu M. Szpiner : M. Stoerkel a eu une information exclusive par un informateur. Il en a vérifié l'authenticité. Il savait que cette pièce avait été versée au dossier. « Quel journaliste, dès lors, aurait refusé de publier ? D'ailleurs la presse, tant régionale que nationale, notamment le *Monde* du 6-7 décembre, a repris cette information, et tant des passages de la lettre. Or on

fait un seul procès, à un seul journal, et on lui demande une somme exorbitante. C'est, pour M<sup>re</sup> Szpiner, « une manœuvre de défense et c'est parfaitement le droit de M. Saint-Jean », mais le tribunal ne saurait le suivre et « prononcera la relaxe de M. Stoerkel ».

Le tribunal, présidé par M<sup>re</sup> Jacqueline Clavery, n'a évidemment pas à donner son avis sur le cas de M. Saint-Jean. Il doit s'en tenir à l'application de la loi — comme le lui a demandé le ministère public, qui n'a fait aucune autre observation — dans une affaire de presse. Jugement le 1<sup>er</sup> février.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Requête en suspicion légitime contre un magistrat de Nice

Nice. — Une requête en suspicion légitime a été déposée par M<sup>re</sup> Michel Cardix, membre du Conseil de l'ordre du barreau de Nice, contre un juge d'instruction au tribunal de cette ville, M. François Boisseau.

Selon cette requête que devra examiner la chambre criminelle de la Cour de cassation, M. Boisseau, chargé d'une information ouverte contre un client de M<sup>re</sup> Cardix, M. Jacky Béranger, inculpé d'« homicide volontaire et détenu à la suite d'une fusillade entre un groupe de malfaiteurs et des policiers italiens survenue près de Milan le 2 juin 1980, conduirait son instruction « exclusivement à charge ». Il aurait aussi été amené à interroger un autre avocat de M. Béranger, M<sup>re</sup> Chantal Laurens, en des termes tels qu'ils constitueraient une invitation à la violation du secret professionnel de l'avocat.

M. Béranger nie les faits qui ont motivé son inculpation. Il avait été appréhendé à Nice, le 12 mai 1981 en exécution d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités italiennes. Mais, ressortissant français, il doit être jugé en France. La requête déposée par M<sup>re</sup> Cardix, fondée sur une procédure exceptionnelle, a été établie à son initiative et sans que le Conseil de l'ordre de son barreau ait eu à en connaître.

Dependant M<sup>re</sup> Pierre Jolelet, bâtonnier en exercice au moment où elle fut déposée, nous a déclaré : « Tout le monde sait que nous rencontrons des difficultés devant les tribunaux du ressort de la cour d'Aix-en-Provence pour faire respecter les principes du code de procédure pénale. Ces difficultés tiennent à la jeunesse relative de certains juges d'instruction qui peuvent être parfois grisés par l'étendue des privilèges attachés à leurs fonctions. » — Corresp. rég.

ÉDUCATION

LES CARRIÈRES UNIVERSITAIRES

Deux syndicats appellent à une grève du 17 au 19 janvier

Après l'annonce d'un nouveau projet ministériel de « simplification et d'harmonisation » des carrières des enseignants du supérieur (*Le Monde* du 18 décembre), une première réunion vient d'avoir lieu entre les représentants du ministère de l'Éducation nationale et des responsables des syndicats d'enseignants. Cette séance de travail n'a pas apaisé les craintes des trois organisations d'enseignants qui y étaient représentées.

La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche (F.N.S.A.E.S.) déclare que « le recrutement et les carrières des universitaires doivent être organisés de manière à promouvoir les meilleurs aux divers échelons de la hiérarchie avec, évidemment, les responsabilités correspondantes ». Les responsables de ce syndicat s'affirment opposants d'accord avec la structure en deux corps proposée par le ministère.

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.S.) rappelle qu'il est favorable à la création

d'un corps unique des universitaires et renouvelle les critiques qu'il a déjà formulées au sujet des propositions ministérielles. Ne constatant aucune évolution dans les textes rédigés par la direction des enseignements supérieurs, les responsables du S.N.E.S. appellent les personnels à faire grève du lundi 17 au mercredi 19 janvier et à manifester à Paris le mercredi 19. Ils ont aussi confirmé le dépôt d'un préavis de grève du 31 janvier au 4 février.

Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) demande, lui aussi, à ses adhérents de cesser le travail du 17 au 19 janvier. Les représentants du S.G.E.N. appellent à « une grève unitaire et active », regrettant que la discussion sur l'unification des corps des enseignants soit repoussée à la fin du IX<sup>e</sup> Plan, soit en 1988. Ces deux organisations syndicales de gauche avaient déjà appelé leurs adhérents à cesser le travail les 25 et 26 novembre 1982 pour protester contre les premières propositions ministérielles.

Les habilitations à délivrer des diplômes nationaux sont prolongées d'un an à titre transitoire

Dans une circulaire adressée aux présidents des universités, M<sup>me</sup> Danielle Blondel, directrice des enseignements supérieurs, annonce son intention de prolonger d'une année « la validité des diplômes scientifiques et des autres diplômes venant à échéance en 1983, et de limiter les possibilités d'habilitations nouvelles ».

Les habilitations accordées aux établissements d'enseignement supérieur à délivrer des diplômes de deuxième et troisième cycle des disciplines scientifiques doivent en effet venir à échéance à la fin de l'année universitaire 1982-1983. Selon M<sup>me</sup> Blondel, « le caractère excep-

tionnel » de la période actuelle, marquée par la préparation de la loi relative aux enseignements supérieurs, « domine l'un des axes principaux de la politique de la modification du champ des filières et des diplômes », rend inopportune une large campagne d'habilitation, en 1983. En conséquence, le directeur des enseignements supérieurs précise que « l'esprit qui présidera à l'examen des demandes des universités ne prendra en compte que les priorités gouvernementales affirmées ou sanctionnées par les projets mûrement élaborés ». L'administration examinera « attentivement » les propositions qui répondent à une demande sociale reconnue. La circulaire énumère ensuite les conditions que doivent remplir les dossiers des demandes.

[Au moment de soumettre au Parlement un projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, les services du ministère supérieur de l'enseignement ont décidé de suspendre l'attribution d'un nombre limité d'habilitations. Cette décision est motivée par la situation financière qui prévoit de réviser les disciplines scientifiques par de « grands secteurs d'activités » (*Le Monde* du 6 janvier).

En période d'attente, la direction des enseignements supérieurs préfère « geler » la situation actuelle. Cette décision n'est pas non plus dépourvue de liens avec des préoccupations financières. Le nombre important d'habilitations accordées l'été dernier avait nécessité des moyens supplémentaires en enseignants. Cette mesure est, en partie, à l'origine des problèmes qui se sont posés à la rentrée universitaire, en raison notamment de l'augmentation de la durée de service des enseignants. — S. B.]

M. JEAN-PIERRE GÉLARD PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DU MAINE

M. Jean-Pierre Gélard, professeur de géologie, a été élu, jeudi 6 janvier, président de l'université du Maine. Il succède à M. Christian Philips, démissionnaire (*Le Monde* du 16 décembre 1982). M. Gélard, qui était seul candidat, a obtenu la majorité absolue au second tour. Il enseignait à l'université du Mans depuis octobre 1980.

[Né le 15 octobre 1942, à Paris, M. Jean-Pierre Gélard est un ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il est agrégé de sciences naturelles. Auteurs d'une thèse de troisième cycle sur la géologie du nord-est de la Grande-Bretagne, et spécialiste de tectonique, M. Gélard a mené, jusqu'à son élection, une recherche sur l'érosion du bassin du Massif Central et, particulièrement, sur les problèmes du charbon. Le nouveau président de l'université du Maine est membre du S.N.E.S.]

SCIENCES

LA CHUTE DU SATELLITE COSMOS-1402

Aucun risque de radioactivité anormale affirment les Soviétiques

Le satellite soviétique Cosmos-1402, équipé d'un générateur nucléaire fonctionnant à l'uranium enrichi, dont les Américains affirment qu'il a échappé au contrôle des Soviétiques, n'a pas fini d'alimenter la polémique (1). Le dernier épisode de cette querelle de communication est la publication, vendredi 7 janvier, par l'agence Tass d'une nouvelle mise au point.

« Le 30 août 1982, indique l'agence soviétique, l'Union soviétique a lancé un satellite artificiel de la Terre, Cosmos-1402, équipé d'une installation énergétique nucléaire pour poursuivre les études de l'espace. Selon les autorités soviétiques compétentes, le 28 décembre 1982, le satellite en question a cessé son existence active et, conformément au programme de vol, sur commande à partir de la Terre, il a été divisé en fragments pour dégrader la partie active du réacteur (environ 500 kilogrammes, dont une cinquantaine de kilogrammes d'uranium enrichi, si l'on en croit certaines informations), ce qui assure

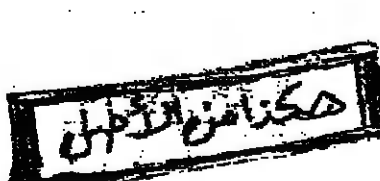
sa combustion ultérieure complète dans les couches denses de l'atmosphère. Le niveau de radioactivité, conclut le communiqué, « restera dans les limites naturelles ».

En dépit des assurances et des précisions qu'il prétend fournir, le communiqué de l'agence Tass laisse planer une certaine ambiguïté sur les opérations réellement effectuées par les contrôleurs au sol soviétiques. En effet, il n'y est pas dit de façon claire si le générateur nucléaire de bord a été ou non dissocié en une infinité de petits morceaux qui pourraient alors se consumer totalement au contact des couches denses de l'atmosphère avec pour conséquence une légère augmentation de la radioactivité locale atmosphérique. Dans le passé, en avril 1964, les Américains avaient employé de telles méthodes lors de l'échec du lancement d'un satellite de navigation de l'U.S. Navy. L'événement avait eu lieu à proximité de Madagascar.

Une telle dislocation a-t-elle déjà eu lieu ? Si l'on en croit les décla-

raisons faites par le commandement de la défense aérienne nord-américaine (NORAD), la réponse est négative. Ses experts affirment que Cosmos-1402 serait seulement en trois morceaux, ce qui supposerait que les Soviétiques n'auraient pas encore fragmenté le cœur du réacteur. Une seule chose est certaine : les Soviétiques ont au moins failli sur un point en ne parvenant pas à mettre à feu le moteur qui, habituellement, permet de placer en fin de mission ce genre d'engin sur une trajectoire où il peut rester plusieurs siècles, le temps que les produits radioactifs qu'il contient se désactivent suffisamment.

(1) Vingt-quatre satellites de ce type auraient été mis en orbite par les Soviétiques depuis 1967. Après l'incident de Cosmos-954, le 24 janvier 1978, l'U.R.S.S. n'a repris le lancement de tels engins qu'en avril 1980 (Cosmos-1176). Trois autres ont été lancés en 1981 et quatre autres en 1982.





## SANTÉ

### D'inquiétantes inégalités subsistent dans les moyens affectés aux hôpitaux souligne M. Mitterrand à Issoire

De notre envoyée spéciale

Issoire. — Je suis venu voir ce qu'on ne voit pas. C'est en ces termes que M. François Mitterrand a commenté sa visite éclair, dans la matinée du vendredi 7 janvier, à l'hôpital-hospice d'Issoire (1) (Puy-de-Dôme) (*le Monde* du 8 janvier). Ce que l'on ne voit pas, ce sont des vieillards, valides ou non, amassés dans des salles communes d'un autre âge, privés de toute intimité, de toute possibilité de vie personnelle, soignés au plus juste.

L'hôpital et l'hospice d'Issoire, confondus dans les mêmes bâtiments, symbolisent à la fois, a souligné le président de la République, une situation archaïque qu'il faudra rapidement dépasser et l'avenir vers lequel il faut tendre. L'avenir, ce sont en effet les parties rénovées de l'établissement et le nouvel hôpital jumelé à l'ancien, dont le chef de l'Etat a rapidement visité le chantier.

Un bloc opératoire, une maternité moderne, un équipement de radiologie y seront implantés, qui rendront moins impérieux les incessants transferts vers l'hôpital universitaire de Clermont-Ferrand, qui sont, à l'heure actuelle, la règle. La rénovation de la partie de l'établissement consacrée aux personnes âgées n'est pas encore programmée.

« Nous sommes engagés », a déclaré le président de la République, dans une politique volontaire d'amélioration de l'équipement hospitalier. Les hospices ont vieilli ; ils ne correspondent plus à ce qu'un pays comme la France doit faire. « J'ai moi-même eu l'expérience des hôpitaux », a ajouté M. Mitterrand, « j'ai mesuré la tristesse, la misère et l'oubli qui pèsent sur les personnes âgées, en dépit de l'admirable dévouement que je rencontre partout dans le milieu médical, dans le milieu hospitalier ».

Il subsiste en France, a encore déclaré le chef de l'Etat, « d'inquiétantes inégalités » dans la répartition de l'effort collectif à l'égard de la politique hospitalière. En particulier, les effectifs de personnel par malade sont très inégalement répartis entre les établissements, les régions, voire les services, et cela parfois sans justification réelle. Par cette visite, le président de la République, qui est très soucieux du maintien à domicile des personnes âgées, a voulu souligner l'importance qu'il attache à un rééquilibrage du « tissu hospitalier » français, en particulier en faveur des établissements de moyenne importance et au profit de réformes à moyen terme. Il n'est pas légitime, par exemple, que les taux d'encadrement des malades en personnel puissent parfois — à discipline équivalente et à charge de travail égale — varier du simple au double, voire davantage. Il n'est pas admissible non plus que subsistent des établissements dont la vétusté est à la fois incompatible avec le respect dû aux

malades et ruineux pour la collectivité, notamment en raison des transferts abusifs qu'elle provoque vers les services de malades aigus. En 1982, a indiqué M. Mitterrand, 225 millions de francs ont été accordés en crédits d'investissement à la rénovation des hospices, par rapport à 155 millions en 1981, soit une augmentation de 50 %. Cet effort, a souligné le chef de l'Etat, ne sera pas ralenti.

Parallèlement, une réflexion de fond sera amorcée sur une meilleure répartition de l'effort collectif dans ce domaine. L'augmentation des coûts hospitaliers n'est pas étrangère à l'irrationnalité trop fréquente des affectations en moyens dans les établissements. Il ne s'agit pas d'affecter arbitrairement tels personnels jugés excédentaires vers tels hôpitaux trop faiblement dotés, mais d'encourager des rééquilibrages progressifs à la faveur, par exemple, de départs à la retraite ou de mouvements volontaires.

Le président de la République n'a guère abordé, au cours de sa visite dans le Puy-de-Dôme, le thème des réformes hospitalières actuellement envisagées. Il est néanmoins possible d'affirmer que les réunions interministérielles sur ce sujet ne sont pas achevées et que les discussions demeurent ouvertes. En tout état de cause, les délais avancés dans l'avant-projet de décret rendu public en novembre (*le Monde* du 21-22 novembre 1982) semblent désormais considérés comme trop courts.

CLAIRE BRISSET.

(1) Issoire, dont le député maire socialiste est M. Jacques Lavadrine.

### UNE PHOTOGRAPHIE DES MÉDECINS LIBÉRAUX

#### 80 % des praticiens appliquent les tarifs conventionnels sans « dépassement »

La France comptait, en 1981, sur un total de 133 435 médecins, 78 647 praticiens exerçant à titre libéral, ce qui représente une densité de 146 pour cent mille habitants. Ces chiffres, qui viennent de révéler la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), marquent une progression légère (3,7 %) par rapport à 1980, après deux années de fort accroissement. La féminisation du corps médical s'accroît. On dénombre 11 326 femmes médecins exerçant à titre libéral (c'est-à-dire 14,4 %). Elles sont plus souvent spécialistes (53 %) que généralistes, alors que 40 % des hommes exercent à ce titre.

Depuis 1978, souligne la CNAMTS, les spécialistes qui connaissent la plus forte progression sont la dermatologie et les disciplines psychiatriques. Les médecins non conventionnés représentent désormais un très faible effectif : 803 praticiens, soit 1 % des médecins libéraux. Ceux qui ont opté pour le secteur « à honoraires libres » sont 6 051, soit 7,7 %. Les « conventionnés » disposent du « droit permanent à dépassement » diminuant à la fois en nombre (8 865 au lieu de 9 325) et en pourcentage (11,3 % au lieu de 12,3 %). Au total, 80 % des médecins libéraux appliquent la convention sans dépassement (83 % outre-mer).

La caisse publie, d'autre part, un bilan des actes du secteur libéral. En 1981, l'activité des médecins « de ville » a augmenté de 4,7 % ; les prix des actes de 12,6 %, et les hono-

naires remboursables, compte tenu de la revalorisation tarifaire intervenue en 1981, de 18,2 %. Pour près de 70 %, les consultations sont effectuées par les omnipraticiens, ce sont les ophtalmologistes, les gynécologues-obstétriciens et les pédiatres qui réalisent le plus de consultations.

L'activité des radiologues, notamment grâce à l'échographie et des spécialistes de l'appareil digestif est en forte augmentation. Les visites, quant à elles, sont effectuées presque exclusivement par les omnipraticiens. Ce sont eux qui prescrivent 86 % des achats pharmaceutiques. Un généraliste prescrit, en moyenne, par acte pour 93 F d'achat de biens pharmaceutiques, contre 78 F en 1980, soit une augmentation de 19,2 % en un an (1).

Pour ce qui concerne les honoraires médicaux enfin, le bilan fait remarquer qu'ils ont augmenté de 15,9 % par an pour la période 1979-1981. Les « dépassements » ont contribué à cette augmentation dans la proportion de 1,1 %, les revalorisations tarifaires de 9,4 % et le volume proprement dit des actes de 4,8 %.

C. B.

(1) La Caisse souligne que l'activité des dentistes et des sage-femmes est restée stable ou en légère diminution alors que celle des auxiliaires médicaux a fortement augmenté : de 8,2 % chez les infirmiers, 6,1 % chez les masseurs-kinésithérapeutes, 12,1 % chez les orthophonistes et 11,5 % chez les orthoptistes.

## TRANSPORTS

### Le trafic fluvial de conteneurs entre Strasbourg et Rotterdam se développe rapidement

De notre correspondant

Strasbourg. — Le trafic rhénan du port autonome de Strasbourg aura connu un nouveau recul l'année passée (- 10 % par rapport à 1981). Les statistiques précises ne sont pas encore établies, mais le total des entrées et sorties de marchandises avoisinait 10,5 millions de tonnes, 1 million de moins que l'année précédente.

Les dirigeants du port ne se découragent pas pour autant. Le trafic commercial international dans l'ensemble des ports du Rhin a subi lui-même un recul d'environ 5 %. Toutefois le développement de certains

courants commerciaux ainsi que les prestations de services aux usagers permettent d'envisager l'avenir avec une confiance raisonnable. Les responsables de la baisse ? Les pots et les hydrocarbures. Les premières sont essentiellement réservées aux besoins du marché intérieur français et ne prennent plus le chemin de Strasbourg pour l'exportation. Les excédents éventuels sont exportés par le port haut-rhénan d'Ottmarshausen.

L'activité des bassins des produits pétroliers, qu'il avait fallu étendre pour faire face aux 4,5 millions de tonnes d'hydrocarbures expédiés voici quelques années vers l'Allemagne et la Suisse, s'est ralentie. A cela trois causes : le recul général de la consommation, la tendance des acheteurs allemands à se fournir auprès de leurs propres raffineries, le report des acheteurs suisses vers le marché libre de Rotterdam, où les prix sont plus favorables que ceux pratiqués au départ des raffineries alsaciennes.

La permanence de la demande allemande, suissesse et belge a permis, en gros, la maintenance au niveau des expéditions de matériaux de construction, le gravier essentiellement, qui assure avec 7,5 millions de tonnes les trois quarts du trafic à l'exportation. Dans cette grisaille que vient aborder la crise de La Cellulose, dont les installations se situent dans l'emprise du port autonome, les développements significatifs de quelques trafics jettent des traits de lumière. Celui des céréales (+ 30 %) des produits agro-alimentaires (farine, huile, légumes secs, bière), sans oublier les fromages, dont 40 000 tonnes des diverses variétés qui y transitent chaque année (dans l'attente de l'exportation dans le monde entier) ont fait cette année encore de Strasbourg la première place française du fromage grâce à d'importantes capacités de stockage réfrigéré.

D'autres infrastructures portuaires commencent à porter leurs fruits, notamment le poste de chargement des conteneurs. Près de six mille cinq cents conteneurs y ont passé. Deux cents entreprises alsaciennes ont contribué à ce trafic, en progression de 24 % par rapport à 1981. Ce courant a donné lieu à la création de deux lignes hebdomadaires vers Rotterdam, assurées par les barges et pousseurs de la Compagnie de navigation française sur le Rhin.

JEAN-CLAUDE HAHN.

## ÉQUIPEMENT

### Lyon et Villeurbanne se chauffent à la fois au charbon, au fuel et aux ordures

De notre correspondant régional

Lyon. — Le réseau de chauffage urbain de Lyon-Villeurbanne tisse une importante toile sur la rive gauche du Rhône. En inaugurant, vendredi 7 janvier, ce réseau à trois composantes énergétiques (ordures ménagères, charbon et fuel), M. Edmond Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie, a insisté sur le caractère « exemplaire » de cette réalisation, qui « participe à la politique énergétique nationale ».

Ordures ménagères à Gerland (charbon dans le centrale de La Doua, sur la commune de Villeurbanne, où était installée une centrale prévue, à l'origine, pour le chauffage de l'imposant ensemble universitaire ; fuel lourd ; sur le cours Lafayette à Lyon : les trois centrales équipent les deux communes sont aujourd'hui reliées. Selon les projections de l'opération (la société Prothit, filiale de la C.G.E.), la mise en commun de ces trois sources diversifiées entraîne pour la communauté urbaine et pour le pays tout entier une économie annuelle de 12 800 tonnes équivalent pétrole (TEP).

Retombée plus sensible pour le portefeuille des usagers : une baisse de 10 % des factures de chauffage pour les privilégiés du chauffage urbain dès 1983. Un cadeau électoral qu'apprécieront tout autant le modéré Francisque Collomb que le socialiste Charles Hernu... maires de Lyon et de Villeurbanne.

Les deux villes étaient en retard par rapport aux voisins régionaux (Chambéry, Grenoble) en matière de chauffage urbain. Mais aujourd'hui 20 000 « équivalents-logement » — une curieuse unité statistique ! — bénéficient des prestations économiques du chauffage urbain « interconnecté ». De plus, des installations techniques de pointe du central du cours Lafayette (télégénération du réseau) permettent selon les techniciens d'« ajuster instantanément la production de chaleur à la demande des abonnés ».

Selon les prévisions des constructeurs et les souhaits des élus, le nombre des « abonnés chaleur » devrait doubler à l'horizon 1990, et 50 000 foyers lyonnais et villeurbanais pourraient bénéficier alors du réseau.

A l'occasion de la mise en service de l'installation lyonnaise, le ministre délégué chargé de l'énergie a fait le point sur les résultats du fonds spécial de grands travaux, dont la moitié a été consacrée aux investissements d'économie d'énergie. « Pour ce qui concerne les réseaux de chaleur », a indiqué M. Edmond Hervé, l'enveloppe de 340 millions de francs est aujourd'hui engagée en totalité. Elle aura permis les travaux pour plus de 2 milliards de francs décidés depuis la promulgation de la loi créant le fonds spécial le 3 août dernier.

CLAUDE REGENT.

### UN NOUVEAU « TERMINAL » D'AUTOBUS EST MIS EN SERVICE A LA GARE DU NORD

Un « terminal » d'autobus R.A.T.P. mis en service le lundi 10 janvier 1983 sur une « dalle routière » construite au-dessus des lignes de banlieue de la gare du Nord à Paris. Groupant les lignes 42 à 49 du réseau d'autobus, ce terminal devrait améliorer les correspondances des trois cent trente mille voyageurs de banlieue et cinquante mille voyageurs de grandes lignes qui transitent chaque jour par la gare du Nord.

Avant la création de cette plateforme, les lignes d'autobus étaient dispersées aux abords de la gare, provoquant des embarras de circulation et des difficultés d'exploitation pour la R.A.T.P. Dès 1978, la construction d'une « dalle routière », s'était imposée. D'une surface de 14 500 mètres carrés, d'un coût de 37 millions de francs (valeur 1981) environ, financée par le Syndicat des transports parisiens pour les deux tiers et la région Ile-de-France pour un tiers, cette dalle accueillera, en mai prochain, le service des voitures sans chauffeur et les cars de la S.N.C.F., ainsi que les taxis réservés par téléphone.

L'accès à cette plateforme se fera par deux rampes de circulation en « site propre », raccordées à la rue de Dunkerque et au boulevard de la Chapelle. Le terminal R.A.T.P. comprend un vaste quai central de 200 mètres de long sur 13 mètres de large qui permet le stationnement simultané de vingt autobus.

Il est relié à la gare de banlieue S.N.C.F., située juste au-dessous, par des accès directs en partie mécanisés ainsi qu'à la salle des échanges souterraine de la Gare du Nord, elle-même en liaison directe avec la gare de la ligne « B » du R.E.R. Une signalisation autobus S.N.C.F.-R.E.R.-métro urbain facilite le cheminement des voyageurs entre les différentes installations.

Cette mise en service est une des dernières étapes de l'interconnexion des réseaux R.A.T.P.-S.N.C.F. à la gare du Nord. A la fin du mois de janvier, les trains trioculaires R.A.T.P.-S.N.C.F. qui ont pour l'instant leur terminus à la gare du Nord, circuleront, sans qu'il y ait à changer de quai, entre l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et Robinson, et Massy-Palaiseau. Le trajet Châtelet-Halles-Roissy ne demandera alors que vingt-huit minutes. A la fin 1984, les trains en provenance de Mitry au Nord rejoindront Saint-Rémy-lès-Chevreux au Sud et l'interconnexion totale des réseaux sera achevée. — O. S.

## CARNET

### Naissances

— Maud et Olivier HATZFELD sont heureux d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants :

Alce, chez Denis Hatzfeld et Evelyn, née Mole, le 21 septembre 1982, auprès d'Yves et Maud ;

Myrtille, chez Jean-François Desvres et Françoise, née Wiesma, le 11 octobre 1982, auprès de Capucine, Romaris et Maurice ;

Florent, chez Marianne Hatzfeld et Pascal Méronet-Bouvier, le 1<sup>er</sup> janvier 1983, 32, rue Pasteur-de-Tyand, 21100 Dijon.

### Marriages

— Hubert BAUDET et Patricia BAUDET et leurs familles, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Nancy le 22 décembre 1982. Consulat général de France à Jérusalem.

— Thierry VIELLE et Françoise TESSOU ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré à Nancy le 22 décembre 1982. Consulat général de France à Jérusalem.

### Décès

— Saint-Eugène. Alger. M. et M<sup>me</sup> Jacques Joseph Ben Simon, ses enfants, Laurence Suzanne, Brice Philippe et Eric Lionel Ben Simon, ses petits-enfants. Les familles Ben Simon, Lépine et Belache ont le deuil de faire part du décès de

M. Irénée BEN SIMON, survenu le 28 décembre 1982 à Paris.

L'inhumation aura lieu, le mardi 11 janvier 1983, au cimetière nouveau de Montmartre (rue de Grelley).

On se réunira à 16 heures à la porte du cimetière.

Un car sera tenu à disposition à 14 h 55 très précises, 12, rue Méchain, Paris-14.

Ni fleurs ni couronnes.

4, rue Voltaire, 95160 Montmorency.

— La famille Bogad et ses amis ont le deuil de faire part du décès de Hubert-Marie BOGAD, ancien procureur général de la cour d'appel du Sénégal, survenu le 5 janvier 1983 à Saint-Laurent-du-Var (06).

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 8 janvier, à 10 heures, en l'église de Saint-Laurent-du-Var.

Le corps du défunt sera inhumé dans le cimetière de famille à Besse-terre (Gard), où repose déjà son épouse.

— M. et M<sup>me</sup> Pierre Brisson, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Vautroey, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Brisson, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Brisson, M. Jean-François Brisson, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M. et M<sup>me</sup> Maurice Brynawick, ses beaux-frères et sœurs,

ont le deuil de faire part du décès, le 30 décembre 1982, dans sa quatre-vingt-deuxième année de

M<sup>me</sup> Jean BRISSON.

L'inhumation a eu lieu le 3 janvier dans la stricte intimité familiale à Malo-lès-Bains (59).

14, avenue de Breteville, 92200 Nanterre-sur-Seine.

— M. Yves Galifret, M. et M<sup>me</sup> Jacques Granjon, M<sup>me</sup> veuve André Granjon, M<sup>me</sup> Marie-Christine Granjon, sa famille, ses amis, ses collègues ont le deuil de faire part du décès subit, le 5 janvier 1983, de

Nadine Jeanne GALIFRET GRANJON, professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité à Sivignac (Vaucluse).

87, avenue de Grévyvaux, 35240 Meyrin.

(Le Monde du 7 janvier.)

— M<sup>me</sup> Eliane Géraud, MM. Claude Géraud, Pierre Géraud, Pascal Géraud, ont le deuil d'annoncer la mort de M. Roger GÉRAUD, médaillé de la Résistance, chevalier de la Légion d'honneur, leur mari et père.

Cet avis tient lieu de faire-part. [L'annonce à l'Agence européenne de presse, Roger Géraud, entre à l'A.E.P. en 1959. Après un détachement au bureau de Londres, il est affecté au service des synthèses des informations géographiques pour le service politique, où il achève sa carrière en 1981.]

Roger Géraud, qui avait participé à la formation de Syndicat des journalistes Français en 1950, a été un des dirigeants, avait présidé aux destinées de la presse syndicale parisienne en 1980, de l'Union nationale des syndicates de journalistes.

— M<sup>me</sup> Charles Rossignol, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. Charles ROSSIGNOL, ingénieur principal hors classe honoraire à la S.N.C.F.,

médaille de la Résistance-Fer, survenu le 18 décembre 1982 à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Montpellier.

— Kristine Roupert, son épouse, Cécile et Mohammed Zaki, Guy Roupert, ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> J. Roupert et leur fils, Le docteur et M<sup>me</sup> G. Roupert et leurs enfants, ses frères, belles-sœurs, nièces et neveux, Toute la famille et ses fidèles amis, ont le deuil d'annoncer la mort de Claude ROUPERT, avocat honoraire à la cour de Paris, ancien résistant-déporté, survenu le 31 décembre 1982 après une longue souffrance. Il repose dans le cimetière de famille à Illange (Moselle), 7, rue Dante, 75005 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Marcel Salomon et leurs enfants ont le deuil de faire part du décès de M<sup>me</sup> veuve FÉLIX SALOMON, née Rosalie Hessemschager, leur mère, belle-mère, grand-mère, survenue, le 3 janvier 1983, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu le 5 janvier 1983 à Strasbourg. Cet avis tient lieu de faire-part. 104, rue du Théâtre, 75015 Paris.

— Catherine et Roger Van Rogger, leurs enfants Vincent, Christine et Hélène ont le deuil d'annoncer le décès soudain de leur mère et grand-mère, FÉLIE ULLERN, survenue le 24 décembre dernier dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Elle fut inhumée à Baladon, dans le Lot, en toute intimité, le 29 décembre 1982.

Cet avis tient lieu de faire-part. Van Rogger, Valpouge, 83190 Baudol.

### Messes anniversaires

— A la mémoire de Robert CAMI, graveur,

une messe sera dite en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois le mercredi 12 janvier 1983, à 11 h 30.

— Pour le dixième anniversaire de la mort de Mahmoud AL HAMCHARI, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) en France, sa femme Marie-Claude et sa fille Amina, descendues à leur tour de sa sœur et de son frère, ont décidé de se réunir à la messe de la paroisse de la Madeleine, le 9 janvier 1983.

### Communications diverses

— Un rassemblement ecclésial. — Les deux paroisses, catholiques de l'Assomption (rue de l'Assomption) et de la Paix (rue de la Paix) de l'Assomption de l'Assomption (rue de l'Assomption), ont décidé de développer des rencontres et des activités en commun, notamment au niveau catéchétique, organisé, pour la première fois, un rassemblement des chrétiens de leurs deux communautés, le samedi 15 janvier 1983, de 15 heures à 19 h 30, rue de l'Assomption, Paris-16.

### Conférences

— Les archidiocèses de Paris et de Lyon. Jean-Marie Lustiger et Albert Decourtray ont invité quatre personnalités religieuses étrangères à prononcer des conférences sur le thème « Transmettre la foi aujourd'hui », chacun parlant deux fois, le samedi à Notre-Dame de Fourvière (Lyon), et le dimanche à Notre-Dame de Paris.

Voici le programme de ces conférences : 8 et 9 janvier : Mgr Dermot J. Ryan (« Dégrader les lieux du passé »). 15 et 16 janvier : le cardinal Josef Ratzinger, ancien archevêque de Munich, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi (« Transmission de la foi et sources de la foi »). 22 et 23 janvier : Mgr Godfried Danneberg, archevêque de Munster-Bielefeld (« Foi chrétienne et blessures de l'homme contemporain »). 29 et 30 janvier : le cardinal Francis MacCarthy, archevêque de Cracovie (« L'Épître de la foi »). Les conférences seront données le samedi, à 16 heures, à Notre-Dame de Fourvière et le dimanche, à 16 h 45, à Notre-Dame de Paris.

### Soutenances de thèses

#### DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-VIII, lundi 10 janvier, à 14 heures, salle 302, bâtiment A. M<sup>me</sup> Anne Denner-Wolff. — Doctorat sur travaux.

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 11 janvier, à 13 h 30, salle des Actes, bâtiment F. M. Christian de Langenhain. — Mathématiques financières et droit des affaires.

#### Souvenir

— A la mémoire du maréchal de Lattre de Tassigny, un dépôt de gerbe aura lieu, le mardi 11 janvier, au monument du maréchal, place Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, et à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, l'Association Rhaïno-Damien ravivra la flamme.



THÉÂTRE

LA PREMIÈRE D'« HAMLET » PAR VITEZ

Chaillot rouge et or

La première d'*Hamlet* — avec Richard Fontana, — mis en scène par Antoine Vitez à Chaillot, c'était, le vendredi 7, presque une inauguration : grande foule des grands soirs, habillée pour l'occasion. Pas cérémonieuse comme aux gais des Champs-Élysées ou de l'Opéra, très étudié quand même, peu de cravates, des pulls. Plus de fleurs jaunes que de bijoux. Mieux des fourures que de diamants et de cuir. Un pantalon de cuir noir à pinces avec queue de pie des Pucier, un serre-tête en pellicles, sinon l'ensemble faisait assez strict.

Un ensemble de gens de théâtre et d'autour du théâtre qui se connaissent et s'embrassent, qui ont attendu, massés devant le parterre transi, le moment du grand escalier pendant que, d'en bas, Claude Brasseur paraît les photos-souvenirs. Personne ne s'est égaré, tout le monde savait qu'on était parti pour une course de fond. Le vendredi, ainsi que le samedi et le dimanche, la pièce est donnée dans son intégralité : cinq heures. Les mardi et mercredi, dans son habituelle version abrégée.

Les fins de semaine, donc, le spectacle commence à 18 h 30. A cette heure-là, l'hiver, c'est déjà la nuit. L'atmosphère y est, on n'a pas l'impression d'être en matinée classique. Le vendredi 7 était une vraie soirée d'inauguration.

d'un : nous inaugurons la catégorisation, et surtout le new-look de la grande salle : art déco superbe, très sobre, avec des tubulures verticales de néon jaune entre des panneaux pourpres-montés de médaillons d'or. On ne voit plus les charpentes métalliques noires, et le plafond est barré de tissu en rouleaux, comme des rideaux pas tout à fait relevés. Les larges fenêtres prunelles sont disposées en gradins, on est revenu à la scène frontale. Une scène blanche dans un cadre blanc, des géométries de blanc et de lumière, avec des effets d'assymétrie qui font penser à Chirico.

Un public où dominent les gens du métier n'est pas forcément le plus facile à vivre pour les comédiens. Pourtant, malgré l'énorme retard des premières, malgré la durée, la pourcentage des départs en cours de route a été minime. Il y avait la vraie écoute, et à la fin de vraie applaudissements, une vraie chaleur, une bonne douzaine de rappels, Antoine Vitez — cravate rouge, costume sombre paré les robes de velours, les capes fluides d'or sombre — souriant, dédaigneux autant qu'on peut l'être.

COLETTE GODARD.

\* Chaillot, 18 h 30 les vendredis et samedis ; 16 heures le dimanche ; 20 h 30 les mardis et mercredis.

MUSIQUE

LE QUATUOR BÉROFF, AMOYAL, CAUSSÉ, LODÉON  
La fougue et la maturité

Beaucoup des jeunes solistes dont s'enorgueillit actuellement l'école française ont heureusement redécouvert le plaisir et la fécondité de la musique de chambre ; on les voit souvent s'associer en des formations diverses, tels Jean-Philippe Collard et Augustin Dumay, qui seront le 13 janvier au Théâtre des Champs-Élysées, Christian Ivaldi, Sylvie Gazeau, Gérard Caussé et Alain Meunier, qui joueront Beethoven et Fauré le 16 au Théâtre du Rond-Point, ainsi que bien d'autres comme Michel Delbecq, Pascal Rogé, Anne Quillfeldt, etc.

Le jeudi 6 au soir, un groupement nouveau rassemblait Michel Béroff et des « chambristes » acharnés, Pierre Amoyal, Gérard Caussé et Frédéric Lodéon, pour deux grands quatuors avec piano de Fauré et de Brahms dans le cadre d'abonnements de Radio-France. Deux œuvres ardentes, jouées avec la fougue de la jeunesse, mais aussi une maturité de style et un sens du dialogue instrumental — où il faut savoir s'effacer et conduire hardiment — ont été jouées, malgré quelques timidités et incertitudes tout à fait normales.

Autant la musique de piano de Fauré soulève encore pour les Français des difficultés insurmontables, autant sa musique de chambre paraît leur être ouverte et familière. La puissance et la généralité du Deuxième Quatuor en sol mineur, sa joie rayonnante, le tourbillon obsédant des forces du scherzo, l'effusion intime de l'adagio parfumé des souvenirs de la nature arctique, conçoivent de source sans la moindre fausse de tempo ou de phrasé. Peut-être seulement le piano de Michel Béroff n'avait-il pas toujours la couleur chatoyante qui fait briller les cordes fauconnières et ajoute un jaisissement diabolique à l'architecture.

En revanche, il convenait parfaitement au Troisième Quatuor en ut mineur, opus 60, de Brahms, à ce début tragique où les sombres replis d'une âme torturée (le compositeur l'avait commencé au temps de son amour pour Clara Schumann, tandis qu'il songeait au suicide) peu à peu se défont, se libèrent, l'œuvre gardant toutefois un accent intense et grave. L'autorité de Béroff, les belles sonorités de Caussé et Amoyal, Lodéon, à qui Brahms dédie en propre des mélodies admirables, et surtout la ferveur, la tendresse et l'accent qui se dégagent de ces grandes flambées d'un romantisme puissamment structuré donnaient une superbe image de cette œuvre qui s'élève du drame le plus immédiat à une sorte d'acceptation douloureuse et sereine, sublime.

On souhaite aux jeunes Français de persévérer dans cette voie, sachant qu'il faut des années de travail pour atteindre à une pleine communion sonore, à ce point où les œuvres sont transfigurées par de divines surprises que seule peut créer une entente parfaite. Le moment où un trio, un quatuor, atteint à une personnalité unique.

JACQUES LONCHAMPT.

CINÉMA

« LES FILMS DE MARCEL PAGNOL »,  
un livre de Raymond Castans et André Bernard

La famille

En 1978, il était une fois... Marcel Pagnol fut un homme personnel de Raymond Castans à l'homme, l'auteur dramatique, le cinéaste, le romancier qui était son ami. On y retrouvait, sous la forme d'un « album de famille », Marseille, Paris, la Provence et toute l'aventure humaine de Pagnol, au fil de sa vie et de sa carrière.

Ce nouvel album, auquel a collaboré le cinéaste André Bernard, est la suite naturelle du premier. Uniquement consacré aux films, il fait la part belle à cent cinquante photographies (certains sont connus, la plupart sont rares et tirées des collections des auteurs) qui reproduisent, cette fois, la famille cinématographique.

La première projection en France de « Danton » d'André Weisberg a été reportée au 21 mars. Elle devait avoir lieu le 12 janvier, mais le ministre de la Culture polonaise a argué du manque de sous-titres.

« Tootsie », de Sidney Pollack est désigné « meilleur film de l'année » par la Société nationale des critiques de cinéma américaines, et Dustin Hoffman « meilleur acteur » pour son interprétation dans ce film. L'actrice retournée est Meryl Streep. Le film français « Diva », de Jean-Jacques Beineix figure sa passerelle pour la photographie.

« LE JAPON de François Reichenbach »

Le glouton optique

Comme Claude Lelouch dans le cinéma de fiction, François Reichenbach tient le plus souvent la caméra des très jolis documentaires qu'il signe à intervalles de plus en plus rapprochés. Et il n'a pas manqué l'occasion de nous dire deux ou trois choses qu'il sait du Japon.

Les hommes sont les héros privilégiés, choyés, de cette caméra attentive qui effleure les épidermes comme en une caresse amoureuse. Puis, soudain, venue d'on ne sait où, une présence féminine : une jeune fille met toute sa beauté, toute sa grâce, pour bander un arc. Les bras écartés, la flèche tendue, s'harmonisent en deux lignes parfaitement parallèles.

Le Japon de François Reichenbach — comme on dit Fellini Roma — part de l'horreur atomique, le premier champion en très gros plan et retrouve un peu plus tard d'autres images en noir et blanc, les kamikazes... Reichenbach a su dénicher d'excellents documents, et nous donne là le meilleur du film. Capéden, toutes ces joies, le passage de la tradition à la modernité, s'il nous séduisent parfois comme de somptueux défilés touristiques — admirables paysages, admirables villages, admirables costumes — nous laissent d'autant plus sur notre soif. Malgré un texte sentencieux égrené par deux voix japonaises et quelques phrases de leçon, la coupe est presque totale d'une séquence à l'autre, la gratuité la plus absolue régnant.

On regrette que le cinéaste, dépassant sa fascination évidente, n'ait pas tenté une traversée des apparences. Il aurait dû un moment poser sa caméra, regarder véritablement vivre les êtres.

LOUIS MARCOTTE.

\* Voir les films nouveaux.

INSTITUT

DEUX FAUSSES CANDIDATURES POUR L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française a enregistré deux nouvelles candidatures au sein de ses membres, après deux élections blanches, du 24 de Lévis-Mirrepolis ; celle de M<sup>me</sup> Marie-Madeleine Martin, épouse de M<sup>me</sup> de Lévis-Mirrepolis, et celle de M<sup>me</sup> Henri Cortis-Bresson. Un communiqué signé de ce dernier est parvenu à l'Académie française, qui a aussitôt accueilli réception. Mais, ce n'est pas lui qui l'a envoyé, mais son père, à propos de l'Académie. C'est à M<sup>me</sup> de Lévis-Mirrepolis pour solliciter les libéraux de la langue.

De son côté, l'Agence France-Presse a annoncé la candidature de M. Florent Gaudin, ancien fondateur d'une filiale d'Informatica, qu'il édite lui-même. Toutefois en avance, et de trois heures. C'est peut-être aussi un gag, et tout cas, il a osé de présenter l'Académie française.

Les candidats qui s'affronteront le 24 février seront donc au nombre de cinq : entre M<sup>me</sup> Marie-Madeleine Martin, M<sup>me</sup> Henri Cortis-Bresson, M<sup>me</sup> de Lévis-Mirrepolis, M<sup>me</sup> de Lévis-Mirrepolis, et M<sup>me</sup> de Lévis-Mirrepolis.

DANSE

LE RETOUR DU PILOBOULIS, au Théâtre de Paris

Ce n'est plus comme avant

Dès l'ouverture de rideau, on retrouve les agissements bizarres des danseurs du Pilobolus, intriqués par deux ou par trois comme des pièces de puzzle, libérant soudain dans l'espace de grands corps souples et harmonieux. Leur force, leur souplesse, leur dynamisme, soulignent de mieux en mieux, établis, un courant de gaieté communicatif.

Molly's not dead, parodie de la ballade anglaise par trois couples de « sexe » indéfinissable, n'a rien perdu de sa coquetterie depuis la création en 1978, pas plus que The empty suit (1980), qui établit d'emblée un climat poétique très surréaliste avec des jeux de bâtons précis et suggestifs, des mirages anatomiques, des gags clownesques et une séquence acrobatique de Michael Tracy évoluant sur des rouleaux en des équilibres périlleux.

Avec Day Two (1981), un certain épuisement vient progressivement. On y voit quatre garçons aux muscles de fer et deux filles belles et glorieuses se livrer à une gymnastique très maîtrisée dans un éclairage orangé de David Chapman.

On n'y retrouve pas l'esprit inventif, les cascades de gestes impressionnants et baroques des anciens ballets, malgré un finale bien enlevé avec des glissades éperdues dans des éblouissements d'eau.

Les danseurs du Pilobolus ont toujours l'allure d'étudiants sympathiques et farceurs, la joie de bouger qui avait séduit le public lors des premiers exploits de la Compagnie réunie autour de Moses Pendleton. Mais l'absence d'Alison Chase et Bobby Barnett, le départ de Martha Clarke, se font durement sentir. On a l'impression aujourd'hui d'avoir affaire à de bons exécutants ; le travail collectif ne débouche plus sur des chorégraphies aussi originales.

Le second programme reprendra des petits chefs-d'œuvre comme Clona et Unities (avec ses géants qui accablent de petits hommes) ; mais il serait dommage que le Pilobolus n'engendre plus que la nostalgie.

MARCELLE MICHEL.

\* Théâtre de Paris, 20 h 30 ; second programme à partir du 11 janvier.

FORMES

Les voies intérieures

Jacques Le Noane nous entraîne plus avant dans les forêts de ses rêves éveillés (1). Il y a deux ans, à une semaine près, je le découvrais, avec tout le monde. Déjà, ses toiles (beaucoup de petits formats cette fois-ci), intégralement exécutées dans un état second, révélaient un peintre qui se reconnaît lui-même « un certain égoïsme des surréalistes ». Elles accusent, sur des toiles, une autre parenté, tout à fait involontaire celle-là, avec les entrailles et la confusion des règnes des « Trésors de l'Irlande » du septième siècle.

Mais assez de rapprochements, même avec Tanguy : s'ils baignent l'un et l'autre dans un identique amoncellement, l'expression picturale diffère. Les résurgences d'un moi véhiculé par les voies intérieures, étonnantes chez un rationaliste de formation scientifique, prennent formes, deviennent lignes verticales qui semblent onduler, entre deux eaux, se coiffent parfois de lianes de monstres. D'une constante diversité, pouvant accueillir les échafaudages d'une ville réinventée, elles sont éclairées d'une lumière laqueuse, souvent animée de vives lueurs. La qualité de la peinture contribue à nous convaincre de la réalité profonde, parmi une quarantaine de visions, de la Naissance de la danse, rouge et verte, de ce sublime paysage imaginaire Droit à la liberté, du défilé de l'Armée des bonheurs impossibles, de l'Eminence noire sur fond bleu nuit, de ce véritable autoportrait moral, où Le Noane oppose sa sérénité à un monde indéchiffrable et angoissant.

Heureux Guilleviel ! Ses condensés de poésie tentent toujours les peintres. Musicienne du silence, Denise Esteban renforce encore, par ses dessins précis et vaporeux, l'intimisme, bien nommé en l'occurrence, du Blason de la chambre (Les Presses d'Aujourd'hui). Et Wanda Danzova, avec des lithographies aux traits épais d'où la couleur n'est pas absente, propose une Nuit, destinée aux bibliophiles, celle-là. Du moins ont-elles fourni le prétexte d'une importante exposition de peintures, où son talent culmine (2). Il n'y a pas de trous dans ces grandes compositions où, plus d'une fois, le noir règne en maître et rythme les évolutions des couleurs les plus riches, les carnations des roses et des rouges, les cobalts et les verts — un noir lumineux, volontiers strié de blanc. Captivant spectacle d'une vigueur sans violence, aux courbes adoucies. De ces masses chatouillées, contrastées, nait l'harmonie.

En revanche, de grands espaces vierges viennent étayer maintes immenses toiles de Paul Jenkins (3). « Américain de Paris » qu'on n'aura certes pas l'outrecuidance de découvrir. Les acryliques fluides et éclatants suspendent dans l'espace ces « phénomènes », comme il les appelle, les gigantesques Phenomena Samothrace Arch, par exemple, ou l'ardent Phenomena Eminence Cardinal. Par abstrait, animateur de fêtes joyeuses solidement mises en forme, Paul Jenkins mériterait bien au moins une visite. Il est encore temps, puisque l'exposition est prolongée jusqu'au 29 janvier.

Pourquoi les images accumulées au cours des siècles autour de la mort ont-elles une vertu tonique ? Moins sans doute à cause de leur air trait moribond, bien réel pourtant — même ces crânes au rire éternel, — que par l'espèce d'exorcisme conjurant une angoisse commune à notre espèce périssable. Ces images, elles, foisonnent dans cette galerie (4), qui a besoin de deux locaux pour les héberger toutes, et les plus percutantes ne sont pas forcément celles du meilleur goût.

Plus d'un artiste contemporain est venu compléter cette incroyable collection : Journeix, Diez, Moreh etc. et « les travaux de Deuil » (Deuil, c'est une commune du Val-d'Oise) de Michel Audureau.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie Arcadia, Cour aux antiquaires, 54, faubourg Saint-Honoré.

(2) Le Soufflet vert, 18, rue Orfila.

(3) Georges Fall, 57, quai des Grands-Augustins.

(4) Charny l'Envers, 61 et 63, rue Lhomond.

LETTRES

MORT DE L'ÉCRIVAIN VALÉRIE VALÈRE

Valérie Valère vient de mourir à l'âge de vingt et un ans. A la fin de 1978, elle avait publié, à seize ans, un document bouleversant, le *Pavillon des enfants fous* (Stock, collection « Elles-mêmes »), que Christiane Rochefort avait salué dans le *Monde* comme l'irruption d'un écrivain. « Est-ce que ce ne serait pas la première fois qu'on entend cette voix-là, écrivain-elle, cette force-là, écrivain de la route-faiblesse ? » Valérie Valère racontait le séjour qu'elle avait fait, à treize ans, dans un hôpital psychiatrique, où on l'avait enfermée pour anorexie.

Ce texte fut suivi presque immédiatement par un roman, *Malincha ou un jour comme les autres* (Stock, 1979), mettant en scène l'adolescence d'un frère et d'une sœur, inconnus des adultes, puis d'un autre roman, *L'Obsession blanche* (Stock, 1981), où l'auteur se peignait en jeune homme que l'écriture abandonne et qui perd avec elle son arme contre la solitude et le sentiment de l'incertitude.

Valérie Valère avait, avec ses trois livres, obtenu une large audience, surtout parmi les jeunes, sensibles à sa voix enfantine. On évaluait à près de cinq cent mille les exemplaires diffusés de ses œuvres, et son éditeur reçoit encore chaque jour des lettres qui la concernent.

VARIÉTÉS

SIX MOIS DE SURSIS POUR L'HIPPODROME DE PANTIN

La situation est un peu confuse. Porte de Pantin : l'avenir de l'Hippodrome n'est pas encore réglé, à quel-ques jours de la fin du contrat de location du terrain.

Pour des contraintes de chantier, dans le cadre de l'aménagement de La Villette, l'établissement public dirigé par M. Paul Delouvrier avait, en juillet dernier, demandé à M. Jean Richard, propriétaire de l'Hippodrome, de déplacer son chapiteau et de le mettre à l'emplacement de celui qui abrite provisoirement le spectacle d'Henri Salvador. A l'époque, M. Jean Richard avait refusé les propositions de l'établissement public.

L'ouverture de la salle de Bagnolet — consacrée au rock — n'étant prévue qu'en 1985, le ministère de la Culture s'est d'autant plus inquiété de l'absence momentanée de lieu pour recevoir le rock qu'il a prévu d'installer pour septembre 1983, sous la forme d'un chapiteau, une préfiguration de ce qui pourra être entrepris à Bagnolet.

Des tractations avec Europe 1 pour maintenir sur place jusqu'en octobre son chapiteau ont échoué. Les négociations entre l'établissement public et M. Jean Richard, revenu sur sa première décision, ont entre-temps repris et il semble bien que l'Hippodrome de Pantin, remonté à la place du chapiteau d'Henri Salvador, aura une nouvelle concession de six mois. Des spectacles — comme celui de Julien Clerc — sont déjà programmés. — C. F.

EXPOSITIONS

« Naissance de la Louisiane »

(Suite de la première page)

C'est de là qu'on venait en effet : c'est de là « Chine », ou du fort de Frontenac sur le lac Ontario qu'en 1882 Robert Cavalier de La Salle était parti avec une petite flottille d'embarcations légères pour rejoindre le Mississippi, fleuve aussitôt baptisé fleuve « Colbert », et atteindre le golfe du Mexique, devant de ce, dans quelques tronc soigneusement équarri et blasonnés de l'honneur du roi nouveau de la nouvelle région, Louis XIV, et baptisant ladite contrée du nom que l'on sait désormais.

La seconde voyage devait être un fiasco, en particulier pour Cavalier de La Salle, qui y périt, assassiné, et sans avoir jamais vraiment convaincu ses protecteurs de métropole de l'intérêt de ses découvertes.

Les débuts de cette nouvelle « Nouvelle France » furent donc assez tragiques, et nous laissons au lecteur le soin d'aller chercher plus ample information sur ces infortunes et sur celles qui suivirent, à l'hôtel de Rohan. Mais pour mieux l'inciter à partir à son tour à la découverte de la Louisiane perdue, il convient de souligner d'autres centres d'intérêt, dont il appréciera quelquefois la splendeur.

Le premier est celui de l'exploration géographique des territoires nouvellement découverts et conquis. C'est un beau résumé de l'histoire de la cartographie depuis le seizième siècle, et de ses incertitudes. Devant ces rétonnements en deux dimen-

sions, quelquefois trois, et les instruments qui permettent d'assurer la main des cartographes, cadran, boussole, « nocturnolabes », on comprend ses propres incertitudes sur les contours du pays Louisiane. Et quand la beauté des documents exposés n'arrive pas à l'attention, c'est qu'ils sont simplement étonnants, d'histoire ou de simplicité. Cela ne suffit pas ?

On peut aussi s'intéresser à l'architecture et à son histoire, et peindre quelque vingt bonnes minutes devant les plans, ébauches ou perspectives des établissements humains qu'à grand peine et à grand renfort de parties on implanta là-bas. Le plus connu reste évidemment La Nouvelle-Orléans, s'il ne fut pas le premier. En fait il y en a plus.

Alors il faut reconnaître à l'exposition — qu'on pouvait redouter un peu trop historique, un peu trop portée sur l'étalage d'archives, de documents sévères — qu'elle a su intégrer, ni vu ni connu, c'est-à-dire dans la continuité, l'ethnologie, les sciences naturelles et les sciences appliquées. Car enfin, avant Robert, avant Louis, avant Law, il y avait-là des hommes, des animaux, des plantes. Et il y avait de surcroît de quoi espérer faire fortune. Indiens, bêtes et cultures y ont trouvé différemment leur compte.

FREDERIC EDELMANN.

\* Naissance de la Louisiane, hôtel de Rohan, 87 rue Vieille-du-Temple, jusqu'au 28 février.

JACQUES PERRIN  
DEMEURE PRÉSIDENT  
DE LA COMMISSION  
DES AVANCES  
SUR RECETTES

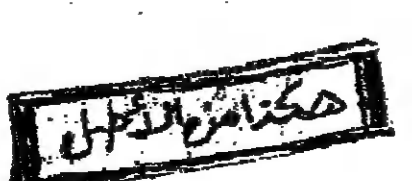
Le producteur et acteur Jacques Perrin est renouvelé pour 1983 dans ses fonctions de président de la Commission des avances sur recettes, laquelle sera cette année divisée en deux collèges. L'un sélectionnera les projets de premiers longs métrages, l'autre examinera les demandes émanant de réalisateurs ayant déjà un film à leur actif.

Au premier collège figurent Mme Claudine Arnold, de la Société française de production (membre de la commission en 1979, 1980 et 1982), M. André Baland, éditeur (également reconduit), notre collaborateur Michel Cournot, le cinéaste Claude Lelouch, le comédien Jean Sorel, et Jean-François Stévenin, acteur et réalisateur.

Second collège : l'écrivain Suzanne Prou, les cinéastes Yves Boisset et Jean Marbeuf, le scénariste Jean-Pierre Péroni (suppléant en 1982), le critique de *Télérama* Joska Schidlov (reconduit), et le producteur Philippe Dussart.

Les dotations financières aux avances sur recettes inscrites au budget du ministère de la Culture et du Fonds de soutien à l'industrie cinématographique s'élèvent à 60 millions de francs pour 1983.

■ Jeanne Norman renonce à chanter dans « Ariane et Barbe-Bleue » de Paul Dumas, le 12 janvier, au Théâtre des Champs-Élysées. Elle est remplacée par Katerine Cieleski, lauréate du concours international de chant de Paris en 1977.













**PROBLÈME N° 1**AU  
DE

es belle

Sad

50



# L'ALSACE AUX AVANT-GARDES DE LA TECHNOLOGIE

Sans aucun doute, le « plan » arrêté le 20 décembre dernier pour l'Alsace par le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), présidé par le premier ministre, est à marquer d'une pierre blanche. D'abord, parce qu'il se traduit par un engagement de 140 millions de francs de crédits d'Etat pour une région, ce qui est considérable d'autant que celle-ci n'est pas réputée parmi les plus défavorisées de la France. Ensuite, parce qu'il est le fruit de la collaboration étroite des pouvoirs publics et des milieux économiques. D'autre part, les mesures retenues par les pouvoirs publics sont très largement inspirées des dossiers qui avaient été préparés par les services de la région, une région présidée par une personnalité de l'opposition, M. Marcel Ruffert (U.D.F.).

Mais ce plan, élaboré de façon concertée, constitue une sorte de « première » puisqu'il préfigure ce que pourront être, dans le cadre du IX<sup>e</sup> Plan, les « contrats de plan » qui seront signés entre l'Etat et les régions.

Le renforcement de l'économie et la modernisation de la technologie dominent dans l'ensemble des mesures décidées. De même, un effort a été engagé pour affirmer la place de Strasbourg comme « tête de pont française en Europe » et pour réduire les déséquilibres internes (les vallées vosgiennes notamment souffrent de handicaps).

Profitant de la présence à Strasbourg et à Mulhouse de centres de recherche fondamentale de haut niveau, il a été décidé la création d'un pôle de photonique (utilisation du laser notamment) à Strasbourg. La technologie des accélérateurs électrostatiques au Centre de recherche nucléaire de Cronenbourg sera elle aussi stimulée. Enfin, l'Alsace est

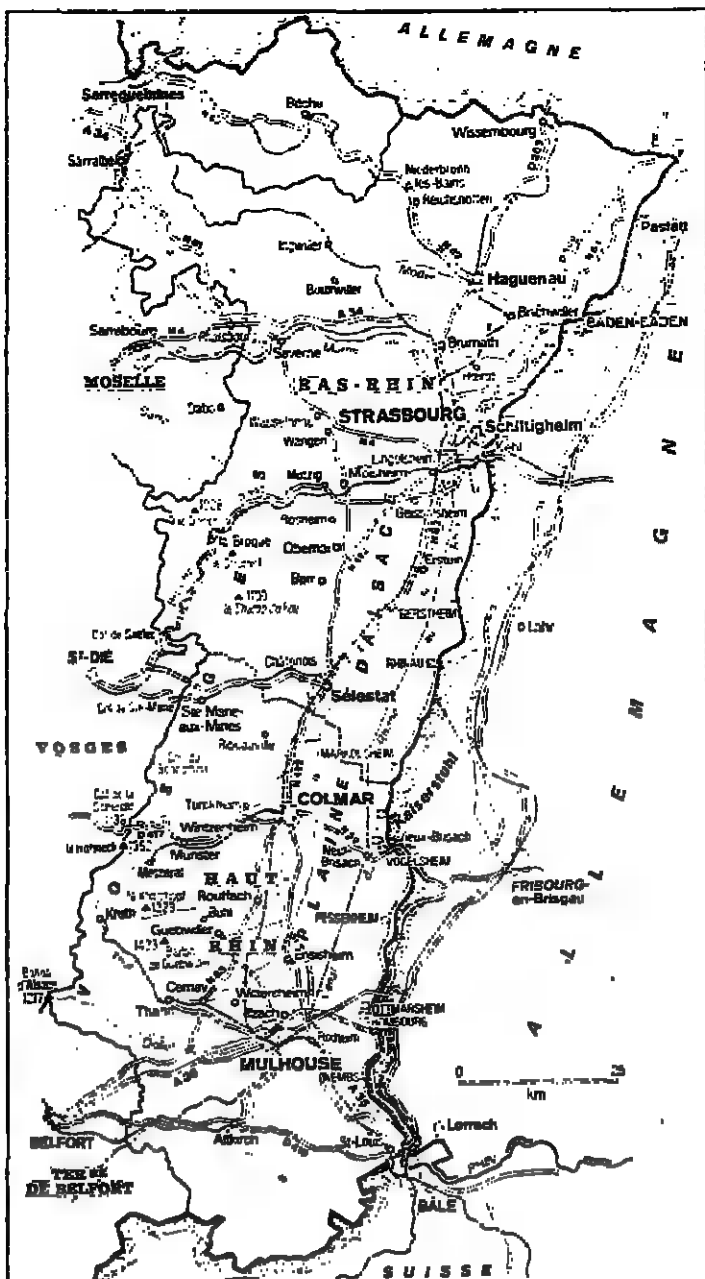
reconnue comme prioritaire pour devenir un pôle privilégié de recherche sur les médicaments.

Outre la recherche, il faut renouveler le tissu industriel alsacien, notamment pour soutenir la comparaison avec les économies suisses et allemandes. D'où le lancement d'une étude prospective sur l'industrie régionale, la création d'un pôle de production et de robotique dans le Haut-Rhin, la diversification des Mines de potasses d'Alsace (laboratoire agro-biologique d'Aspach-le-Bas), les projets de télématique, des efforts pour le secteur agro-alimentaire (où les entreprises sont trop éparpillées), des expériences relatives aux conditions de travail, l'extension du rôle de l'Université populaire du Rhin.

Enfin, pour que l'équilibre du territoire alsacien ne soit pas rompu, il importe que des actions ponctuelles d'aménagement du territoire soient lancées en faveur du montage (ressources forestières, développement du tourisme d'hiver, aménagement de la vallée textile de Masevaux) et des zones frontalières.

Dans le dossier que nous présentons, les responsables alsaciens, qu'ils appartiennent aux milieux politiques, industriels, universitaires ou culturels, jugent le dispositif gouvernemental avec un certain recul, donc sans emportement. Leurs réflexions constituent un bon point de départ concret pour élaborer dans quelques semaines le contrat de plan qui sera scellé pour cinq ans, en toile de fond plus qu'ailleurs, la politique et la conjoncture européennes.

FRANÇOIS GROBICHARD.



## Les belles machines de Mulhouse

« S'ATISFAIT, oui mais il faut aussi les dé-  
tailer ». C'est le senti-  
ment maintes fois exprimé dans les  
milieux économiques et industriels  
du Haut-Rhin après les décisions du  
CIAT, en faveur notamment de la  
mécanique et du textile. Satisfaction  
de voir enfin prises en compte des  
demandes de longue date, certains  
dossiers ayant été constitués il y a  
cinq ans déjà. Satisfaction égale-  
ment de voir reconnues à l'Alsace  
« une place offensive dans la politi-  
que nationale d'aménagement du  
territoire ».

M. André Moritz, qui quitte la  
chambre de commerce de Mulhouse  
après dix-huit ans de mandat consu-  
laire et six années de présidence,  
(son successeur sera désigné le  
10 janvier), se montre pour sa part  
d'autant plus satisfait que la cham-  
bre de commerce est « partie pre-  
nante un peu partout » dans les in-  
terlocutions concernant par les décisions  
du CIAT. « Le tissu indus-  
triel alsacien a beaucoup vieilli. Le  
retard pris remonte à l'entre-  
deux-guerres où l'on n'a pas  
d'usines. Ce fut aussi  
cas après la guerre mon-  
diale. Il fallait donc renforcer  
le tissu. C'est maintenant ou jamais ».

Le maire de la ville, M. Joseph  
Kilfa (U.D.F.), s'est reconnu d'em-

blème que « tout ce qui profite à l'Al-  
sace est bon à prendre », regrette ce-  
pendant que l'on n'ait pas tenu  
compte de toutes les propositions du  
conseil régional. En tant que pre-  
mier magistrat, il se réjouit cepen-  
dant de la reconnaissance du savoir-  
faire mulhousien dans la mécanique  
et, trouve « intéressante » l'associa-  
tion Industrie-université au niveau  
de l'Institut des recherches poly-  
techniques (I.R.P.) qui doit se met-  
tre en place progressivement.

Le rôle prépondérant que la DA-  
TAR entend faire jouer à la cité in-  
dustrielle haut-rhinoise dans le sec-  
teur de la mécanique, de la  
mécanique fondamentale appliquée,  
n'est pas pour déplaire au maire de  
Mulhouse, une ville qui misait beau-  
coup sur le développement du sec-  
teur tertiaire il y a peu d'années en-  
core alors que le déclin du textile  
était largement entamé.

Directeur d'une importante so-  
ciété de mécanique, M. Bernard  
Charpentier, les décisions du  
CIAT, avec une satisfaction évi-  
dente, lui aussi. Le Centre  
d'études et de recherche de la mé-  
canique appliquée au textile (CER-  
MAT) qu'il préside à Mulhouse,  
tout en étant partie prenante avec  
d'autres partenaires (notamment  
l'I.U.T., l'Ecole normale supérieure

des industries textiles de Mulhouse  
et l'INRA de Colmar), voit son dé-  
veloppement assuré grâce à une  
dotation globale de 14 millions de francs  
sur deux ans. « Ce C.I.A.T. confirme  
mon sentiment de la recherche  
dans notre région », dit-il. Il faut aller plus loin  
et apporter plus que par le passé en-  
core une technique régionale  
aux entreprises qui en font la  
demande.

### Les japonais de l'artisanat

Les élus haut-rhinois, tous de l'op-  
position sauf le député socialiste  
M. Jean-Marie Bachelier, ne manquent  
pas de souligner la réussite des ré-  
sultats concernant le tissu potassi-  
que à l'heure où les Alsaciens se mo-  
bilisent une nouvelle fois contre les  
injections de saumure dans leur  
sous-sol.

Parmi les rares décisions concer-  
nant les M.D.P.A., il faut cependant  
mentionner la participation de la DATAR  
pour 0,7 million de francs au labo-  
ratoire de recherche agro-biologique à  
Aspach-le-Bas. M. Jacques Que-  
mon, directeur du Centre de recher-  
che de la commercialisation des  
potasses et de l'azote, déclare :  
« Cette décision consolide un or-  
ganisme unique en France, le seul qui  
fait des recherches complètes sur  
les engrais ».

Strasbourg au nord, Mulhouse au  
sud, les deux grandes métropoles al-  
saciennes ont la part belle des dota-  
tions du CIAT. Entre les deux, le  
grand vide ou presque. Ce « pres-  
que » (un peu plus de 1 million de  
francs) plus que la moitié au dé-  
veloppement du tissu agro-alimen-  
taire (il y a pourtant satisfaction à  
un homme particulièrement combatif).

M. Jean-Paul Sitter, membre du  
comité économique et social d'Al-  
sace et président de l'Union des  
groupements artisanaux du Haut-  
Rhin, applaudit en effet la création d'un  
pôle technique d'adaptation et d'innova-  
tion de l'artisanat : « Un projet ori-  
ginal qui aborde en même temps  
cinq grands problèmes interdépen-  
dants de l'artisanat : la gestion, la  
développement économique, l'informa-  
tique, la technologie et la forma-  
tion ». Le programme ambitieux  
d'un million prévisionnel (4 à 5 mil-  
lions de francs, pour lequel la DA-  
TAR (0,5 million pour l'acquisition de matériel) est un  
« support de départ », le centre de-  
vra fonctionner par étapes. Dans  
les deux ans, vingt mille  
entreprises artisanales, dans le champ  
d'activité de la technologie, le  
fonctionnement doivent devenir, dit-  
il, l'expression de M. Jean-Paul Sit-  
ter, « les japonais de l'artisanat  
français ».

BERNARD LEDERER.

## Sciences de haut de gamme à Strasbourg

EN son catalogue  
de demandes de crédits pour  
le CIAT (Comité intermi-  
nistériel pour l'aménagement du  
territoire), le conseil régional d'Al-  
sace inclut au premier rang ses  
priorités le renforcement du po-  
le scientifique à Strasbourg.  
Strasbourg ne perd pas de vue les  
possibilités de transfert de  
technologie vers les entreprises afin  
de créer des emplois ultérieurement.  
Il a été largement entendu. Sur les  
140 millions de crédits débloqués à  
l'issue du conseil interministériel,  
plus des deux tiers concernent des  
projets scientifiques. Au bureau du  
conseil régional on a pu s'étonner  
de cette largesse, comparée à la  
maigre part des crédits alloués  
pour des projets technologiques ou  
marchands de tout engagement  
financier. Ce qui ne s'agit pas de  
concerner le développement d'infra-  
structures routières ou d'équipements  
reposés sur la base de la pré-  
paration du IX<sup>e</sup> Plan. Dans la région  
on fait ressortir qu'il ne s'agit pas à  
proprement parler de crédits du  
CIAT mais de sommes qui auraient  
dû être versées de toute manière par  
les pouvoirs publics, éducation  
nationale ou recherche. Les respon-  
sables d'instituts scientifiques et de  
laboratoires restent à l'écart de ces

politique qui ne manquera pas  
de développer dans les jours qui vien-  
nent. Ils envisagent la région avec  
recul et sérénité. Tous insistent  
qu'ils ne s'agit pas d'un service  
de la recherche fondamentale. Tant  
mieux si celle-ci se traduit par  
des applications pratiques.

Ce n'est pas les décisions du  
CIAT qui ouvrent à Strasbourg des  
voies nouvelles pour la recherche,  
souligne le professeur Chevalier, dé-  
légué C.N.R.S. pour la région.  
Nous les ressentons beaucoup plus  
comme un coup de chapeau à nos ef-  
forts depuis longtemps dans la  
recherche fondamentale. C'est parce  
que des équipes travaillent depuis dix  
ou quinze ans qu'on reconnaît leurs  
résultats et leur fournit les moyens  
pour l'avenir. Si la  
conservation par le CIAT nous per-  
met de finaliser nos recherches à un  
moment où l'Etat valorise le travail  
scientifique, c'est que le fruit est  
mûr. La région, pour sa part, l'a  
reconnu en décidant de faire du sou-  
tien à la recherche un des axes  
préférentiels d'action. Après un li-  
vide départ en 1981 avec 1 million  
de francs, elle en a affecté 7 en 1982  
et devrait en inscrire 10 à son bud-  
get 1983, espèrent les milieux scien-

tifiques régionaux. En consentant  
cet effort financier qui lui fait rai-  
trapper le retard d'autres ré-  
gions, note le professeur Chevalier,  
la région Alsace avait le droit de pro-  
voquer à court terme les retombées  
économiques et à long terme de  
constituer certains domaines d'in-  
vestigation en véritables pôles de  
recherche à niveau national.

Parmi ces pôles de recherche, ce-  
lui de la photonique même si front  
universitaires fondamentaux et appli-  
cations industrielles sous l'égide du  
GREPA (Groupe de recherche et  
d'études en photonique appliquée),  
association originale de chercheurs  
du C.N.R.S. et de l'université Louis  
Pasteur. Pour ces responsables, les  
professeurs Grossmann et Meyrueis,  
les crédits sur intervention du  
CIAT, 1 million du ministère de  
la recherche et 500 000 francs de  
l'Alsace nationale, signifient sur-  
tout une reconnaissance au niveau  
national. Ils représentent une  
chose par rapport aux efforts  
avec les industries qui financent  
pour l'essentiel les recherches axées  
sur l'emploi des lasers dans les pro-  
cessus d'usinage de précision, de  
visualisation et de métrologie.

JEAN-CLAUDE HAHN.

(Lire la suite page 15.)

Investissement et financement  
pour le commerce et l'industrie

**Sade**  
un partenaire du pays pour  
les entreprises dynamiques d'Alsace

Quels que soient sa taille, son secteur d'activité ou sa  
forme juridique, votre entreprise doit impérativement  
poursuivre son développement.

La Sade, en devenant votre partenaire financier privi-  
légié vous aide à atteindre cet objectif prioritaire.

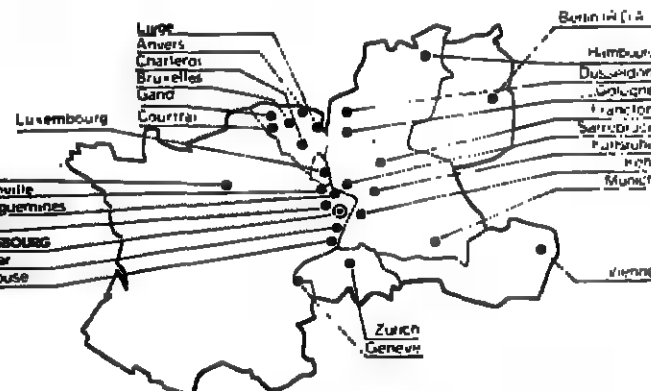
Bien sûr, elle vous offre la gamme la plus complète des  
financements de l'investissement et l'accès à toutes les  
ressources auxquelles votre entreprise peut pré-  
tendre. Mais d'abord, à partir de l'analyse de votre pro-  
jet, elle établit avec vous votre stratégie financière à  
moyen et long terme.

La Sade fait partie du réseau des 19 Sociétés de Dé-  
veloppement Régional qui couvrent le territoire français.  
Contact :  
4 allée des Robertes, 67084 Strasbourg Cedex, Tél. (88) 61 25 23  
1 boulevard de l'Europe, 68100 Mulhouse, Tél. (88) 45 80 91

**Sade**  
Société de Développement Régional d'Alsace  
l'efficacité d'une régionale  
la force d'une multirégionale

**SOGENAL**  
Société Générale Alsacienne de Banque  
Siège social : 8, rue du Dôme 67000 Strasbourg Tél. (88) 32.99.27

Une banque régionale et internationale  
présente dans sept pays européens.



Vous pouvez nous rencontrer à Paris à notre agence

**SOGENAL**

2, Rue Caumartin 75009 PARIS - Tél. (1) 742.74.72

Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ©



DISSONANCES EN SOUS-SOL

Répît pour les gravières du Rhin

On ne pourra plus étendre l'exploitation des gravières si elles se heurtent aux impératifs de la protection de la nature. C'est le sens d'une décision du tribunal administratif de Strasbourg annulant un arrêté préfectoral, objet d'une controverse voici plusieurs années, qui permettait à une entreprise allemande d'exploiter 21 hectares de la rive nord du Bas-Rhin, d'augmenter de 21 hectares le périmètre d'exploitation des gravières au grand dam des protecteurs de la nature.

révèle d'une situation alarmante : l'exceptionnelle variété de la faune, mais aussi les migrants qui par les espèces indigènes. De nombreux arbres étaient censés protéger les zones d'habitat. L'inscription de 1973 à l'inventaire des sites pittoresques, l'élaboration par un comité interministériel d'aménagement du territoire d'un plan de protection, projet de classement comme réserve naturelle, désignation par le Comité de l'Europe comme site d'intérêt international dans le cadre de la protection des zones humides.

plus d'illégalité, car l'arrêté ne tenait pas compte de plusieurs dispositions du code minier qui prévoient qu'une carrière ne peut être ouverte dès lors que son exploitation risque de compromettre les caractéristiques essentielles du milieu environnant, l'arrêté du 1973, et qu'elle fait, d'après un décret du 20 décembre 1979, « obstacle à l'application d'une disposition d'intérêt général ». Or l'inscription du site de l'embouchure de la Sauer à l'inventaire des sites pittoresques constitue « une disposition d'intérêt général », ont estimé les magistrats. Jamais encore le tribunal n'était allé aussi loin en reprenant à son compte des arguments des défenseurs de la nature, en insistant en outre sur les impératifs de protection et « la valeur écologique et paysagère exceptionnelle de cette zone ».

Le tribunal a également rejeté le plan de réaménagement de la gravière en fin d'exploitation que présentaient les propriétaires des lieux en insistant sur le fait que l'utilisation du plan d'eau ainsi créé à des fins nautiques et de loisirs ne ferait qu'entraîner une dégradation supplémentaire du site.

L'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (A.F.R.P.N.), qui avait intenté l'instance, a remporté un beau succès. Elle a cessé l'exploitation, menée depuis 1981, dans le périmètre des 21 hectares, par l'application de la décision du tribunal. Les choses peuvent tourner, comme l'a montré le récent affaire de Guebwiller (Le Monde du 15 décembre), mais à travers le cas de Seltz se pose, sur un plan plus général, le problème des gravières le long du Rhin.

Accusées de transformer la bande rhénane en véritable gravière, elles constituent, pour nombre de communes riveraines du nord de l'Alsace, la seule ressource en terres professionnelles. Elles sont souvent données en concession à des sociétés allemandes, qui partent, peut-être, comme l'affirme l'A.F.R.P.N., au « pillage économique de la région », mais font revenir avec profit, après transformation, le gravier en Alsace sous forme de pannes de béton et autres éléments de construction préfabriqués. Un dossier qui devrait attirer l'attention du conseil régional.

Comment « piéger » la saumure ?

L'ALSACE compte plusieurs « gros pollueurs » du Rhin, parmi lesquels l'Alsace-Potasse à Châlemp (Haut-Rhin). La Commission de Strasbourg en matière de pollution d'Alsace de Mulhouse. Ces dernières, responsables pour un tiers de la pollution du Rhin, et ce sont elles, naturellement, qui sont au centre de la controverse.

cha, sont beaucoup plus avancés. La Commission technique (1) a remis son rapport au ministre de l'environnement et celui-ci l'a transmis pour avis, aux élus locaux. Ce rapport, très précis, est éloquent à bien des égards. Il souligne notamment que, en cinquante ans, « la concentration annuelle moyenne de l'eau du Rhin en chlorures a triplé aux Pays-Bas ». A son arrivée dans le plat pays, le Rhin charrie en effet entre 12 et 19 millions de tonnes de chlorures par an, soit un tiers qui peut dépasser 300 milligrammes de chlorure par litre, alors que le taux maximum autorisé par l'Organisation mondiale de la santé est de 200 milligrammes par litre pour les eaux de boisson. L'Alsace, elle seule, rejeterait 500 000 tonnes de sel par an dans le Rhin, un total évalué à 15 400 000 (Allemagne : 750 000 tonnes ; Lorraine : 1 900 000 tonnes ; Suisse : 250 000 tonnes).

prises pour le transport de la saumure et l'évacuation des forages. Toutefois, la commission ne se prononce pas sur la diffusion réelle du sel dans la poche qui, pour recevoir 25 millions de mètres cubes de saumure, doit offrir une surface d'au moins 70 kilomètres carrés. Pour les forages, deux sites ont été retenus, l'un à Reiningue, où l'on utiliserait un ancien forage pétrolier (Schweighouse 2) et où l'on ferait un deuxième forage à 4 kilomètres du premier ; l'autre site, dit « franco-allemand », s'étend de part et d'autre du Rhin, entre les communes de Bodelshausen et Ottmarsheim. Deux forages sont prévus en territoire français, l'un au nord de Châlemp, entre le grand canal d'Alsace et le lit du Rhin ; l'autre, au nord-est de Ramersheim, sur un terrain appartenant aux M.D.P.A. (où aboutit la canalisation servant actuellement à rejeter les saumures dans le Rhin).

La concentration en chlorures

Le 9 décembre dernier, lors de la réunion à La Haye de la commission internationale du Rhin, le gouvernement français s'est engagé à proposer au Parlement, lors de sa session de printemps, le texte de la convention de 1976 qui n'a jusqu'ici pas été ratifié par la France. Cette convention fait obligation à la France d'enfouir une partie des extraits des mines de potasse d'Alsace, 8,3 % des rejets français, et à seulement 4,5 % de l'ensemble des rejets.

Pour lutter contre cette pollution, l'Organisation mondiale de la santé a donc « l'enfouissement de saumures dans les couches profondes du sous-sol », à raison de 700 000 tonnes de sel par an. Ce projet, très précis, n'aurait pourtant qu'un très petit effet : la quantité de sel soustraite aux rejets dans le Rhin ne correspondrait qu'à 10,7 % des seuls rejets des Mines de potasse d'Alsace, 8,3 % des rejets français, et à seulement 4,5 % de l'ensemble des rejets.

Les risques de la salinité. Dans le premier site (Reiningue), on prévoit l'installation de 18 kilomètres de canalisations souterraines pour transporter l'eau soutirée de la nappe jusqu'aux ateliers de préparation, et 9 autres kilomètres pour amener la saumure aux forages d'enfouissement. Dans le site franco-allemand, les ateliers de préparation des saumures seront installés à la mine Marie-Louise. Les saumures seront transportées par 27 kilomètres de canalisations.

Au moins à 1 000 mètres sous terre

Enfouir, soit, mais où ? En couches profondes - signifie au moins mille mètres sous terre, c'est-à-dire dans la Grande Oolithe qui s'étend sous la plaine d'Alsace. Cette vaste poche calcaire, poreuse et aquifère, devrait recevoir environ 25 millions de mètres cubes de saumure (à 300 grammes de sel par litre) si l'on veut respecter le programme de 700 000 tonnes par an pendant dix ans. Dès lors, les Alsaciens se demandent si l'on ne va pas ainsi polluer la nappe phréatique qui les approvisionne en eau.

La commission estime qu'il n'y a pas lieu de craindre un danger quelconque pour la nappe phréatique « si des précautions suffisantes sont prises ».

En conclusion, la commission estime que l'opération d'enfouissement dans la Grande Oolithe est « probablement réalisable dans des conditions n'affectant pas l'intégrité des ressources en eau de la nappe phréatique ». Mais elle reste prudente sur le risque d'augmentation de la salinité des eaux.

ROGER CANE.



**AU SERVICE DE L'ECONOMIE REGIONALE :**  
Caisse Fédérale des 1100 Caisses de Crédit Mutuel de l'Est de la France, banque des entreprises et des collectivités locales, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel possède l'expérience profonde des réalités économiques de la région.

**AU SERVICE DE PRES DE 2 MILLIONS DE SOCIETAIRES ET DE CLIENTS :**  
Grâce à l'exceptionnelle densité de son réseau, 1100 Caisses locales, le Crédit Mutuel est aujourd'hui plus que jamais proche de ses sociétaires et clients. L'esprit et le principe qui l'animent n'ont pas changé : collecter l'épargne dans un village ou un quartier et la redistribuer sur place sous forme de prêts au plus juste coût, au profit des hommes et de leur région.

**Crédit Mutuel**  
La force d'un idéal depuis 100 ans.

**CRÉER, S'AGRANDIR, S'ÉQUIPER.**

**DU CONCRET POUR VOTRE ENTREPRISE**

**CIAL** **groupe cic**

Des taux préférentiels.

**En Alsace: vivre l'Europe au quotidien**

**Notre différence, pour votre avenir**

**Conseil Régional d'Alsace**  
10, rue du Général de Castelnau  
B.P. 1006/F 67000 STRASBOURG Cedex



ANT-GAR

mure?

dien

enir

## M. Rudloff (C.D.S.) exprime une satisfaction bien tempérée

INTERVENUES à la veille de Noël, les décisions du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) n'ont pas suscité sur le moment de très larges échos en Alsace. D'autant plus que les milieux politiques, à peine remis de l'émotion produite par l'annonce gouvernementale de faire procéder à l'injection des saumures des M.D.P.A. (1) dans le sous-sol du Haut-Rhin, durent se mobiliser en vue d'assurer, sans succès d'ailleurs, la survie de l'entreprise de La Cellulose au bord du Rhin.

L'ampleur des crédits annoncés - 140 millions de francs - a surpris non sans poser ici et là quelques interrogations sur leur montant réel. A la satisfaction hautement proclamée des dirigeants socialistes, se joignent de voir enfin le gouvernement prendre en considération les besoins de l'Alsace, répondait la réserve critique et prudente du président (U.D.F.) du conseil général du Bas-Rhin, le sénateur Daniel Hoefel. L'ancien ministre giscardien attendait avant de se prononcer de connaître la répartition effective des crédits publics.

Le sénateur Marcel Rudloff (C.D.S.), président du conseil régional d'Alsace dont les commissions avaient élaboré le catalogue de propositions pour le CIAT, en a accueilli les résultats avec réalisme et pragmatisme. « Nos dossiers ont été bien préparés après des contacts longuement menés avec la DATAR. Je constate sans déplaisir que le CIAT a reconnu le sérieux de nos travaux et que les dossiers présentés par le conseil régional correspondent à la volonté des responsables alsaciens de créer une dynamique nouvelle dans cette province. »

Son appréciation est toutefois plus critique sur l'ampleur du montant des crédits annoncés. « Je regrette que l'on ait incliné dans cette somme des dépenses qui incombent à l'Etat », dit-il.

Le financement de certaines recherches scientifiques. Une telle présentation des chiffres peut apparaître comme choquante. »

Les décisions du gouvernement ignorent quelques demandes aux-

quelles le président du conseil régional attachait du prix. « J'aurais aimé que le conseil interministériel soit plus explicite sur les opérations de vote urbaine à Strasbourg. Il n'est question que des deux opérations déjà engagées, de la péninsule ouest et de la rive nord. Par un mot par contre, aucune allusion à un aménagement de crédit pour la voie de contournement sud, arête vitale dans le plan de circulation de l'agglomération. Nous sommes également déçus par le rejet de notre projet de zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques (ZIRST) que la communauté urbaine de Strasbourg a décidé d'implanter au sud de la ville, à l'Ilkirk-Griffenstaden, réalisation sur laquelle nous comptons pour relancer le dynamisme de Strasbourg. »

A part ces lacunes, les réponses apportées par le CIAT aux demandes de la région sont « dans l'ensemble » satisfaisantes. Mais, précise le président Rudloff, « nous les attendions pour telles. Leur absence ou leur caractère négatif auraient signifié le dénouement de nos efforts pour susciter un nouvel élan de l'Alsace. Les décisions favorisent l'essor et la poursuite de la recherche scientifique dans la région par la création de nouveaux laboratoires ou l'extension d'activités pilotes correspondant assez bien au domaine d'intervention des collectivités locales privés dans la loi de décentralisation. Il nous vaudra en effet intervenir au stade des études de faisabilité de possibilités qu'à celui des processus industriels et commerciaux. Par ailleurs, ces décisions sont de nature à renforcer la place de l'Alsace sur le plan de la recherche scientifique nationale, à conforter l'image de marque internationale de Strasbourg en tant qu'île domotique, mais à provoquer également, grâce aux actions de transfert de technologies, des retombées utiles pour la stratégie de reconquête industrielle que poursuit le gouvernement. »

Soumise par sa position géographique à la compétition des éco-

nomies suisse et allemande, la région Alsace doit être dotée, selon les pouvoirs publics, des moyens lui permettant de mener une stratégie d'investissement. Mais dans leur souci de désengorger le CIAT ne tiennent pas assez compte du caractère frontalier de la région, dit M. Rudloff. « On peut toutefois y relever deux éléments positifs : la création d'un observatoire régional d'économie allemande, fort utile dans une province dont les échanges commerciaux se déroulent pour près de moitié avec le puissant voisin qui emploie en plus une partie non négligeable de sa population active comme main-d'œuvre frontalière. L'annonce en second lieu du développement de l'enseignement de l'allemand dans les cycles courts de l'enseignement technique. Cette reconnaissance du bilinguisme, décelable par la région, approuvée par le conseil d'académie, représente une nouveauté dans l'aménagement du territoire. Il s'agit d'un état très modeste. Mais la création de deux postes supplémentaires garantit un enseignement effectif de l'allemand dans les filières. Ainsi les milieux du secteur chimique ont-ils pu se réjouir de la possibilité d'employer un de leurs ressortissants. »

### Le rôle européen de Strasbourg

Comme la plupart des hommes politiques alsaciens, le président Rudloff déplore le silence du gouvernement à propos des deux dossiers économiques les plus sensibles de la région : la mise en place d'une filière bois (en relation avec la crise de La Cellulose) et la diversification des activités du bassin potassique dans le sud de la région. En revanche, il relève avec une réelle satisfaction - et c'est avant tout le candidat désigné à la succession du maire de Strasbourg que le président du conseil régional qui s'exprime - l'annonce de la négociation, entre l'Etat, la ville, le département et la région, d'une nouvelle convention pour conforter le rôle européen de Strasbourg. « La reconquête du plan triennal pour Strasbourg est menée sous la maîtrise d'œuvre du ministre délégué chargé des affaires européennes. Cependant le rôle heureux de voir que le CIAT a fait expressément allusion à ces négociations, notamment à la « détermination de l'Etat à participer à la couverture du déficit de la desserte aérienne internationale de Strasbourg. Cela me confirme dans mon espoir de l'issue positive de ces discussions au cours des prochaines semaines. Il est temps car l'actuel contrat expire le 1<sup>er</sup> février prochain. »

J.-C. H.

(1) Mines domaniales des potasses d'Alsace.

### POINT DE VUE

L'AMÉNAGEMENT du territoire est une préoccupation essentielle de la politique de notre pays car il permet, en fonction de la situation des régions, de définir des priorités et des axes de développement en harmonie avec les plans nationaux.

Très longtemps, trop longtemps, l'Alsace ne s'est guère souvenue d'aménagement, vivant sur l'image d'une certaine prospérité, et a été ignorée par les décideurs parisiens. C'est ce qu'a souligné un rapport du Comité d'action du département du Haut-Rhin (CAHR) en décembre 1981. « La fragilité actuelle de l'économie alsacienne est en grande partie le résultat de la politique nationale d'aménagement du territoire. Cette dernière a reposé, à partir du début des années 70, sur le pari que l'Alsace avait acquis le potentiel propre à son développement et d'attraction suffisant pour s'adapter, se renouveler, se diversifier, se développer sans avoir besoin d'apports extérieurs. (...) Mais le pari a échoué. »

Pour ma part, avec mes amis, j'avais dénoncé depuis 1977 les carences, les faiblesses structurelles de l'économie alsacienne, mais on ne nous écoutait pas.

Des rapports officiels reconnaissent qu'avec une quasi-absence d'industries de pointe et la faiblesse de la recherche-développement, un risque de « paupérisation technologique » apparaît clairement. De plus, l'Alsace subit directement le contre-coup de la dégradation de la situation économique allemande et, depuis peu, d'un retournement de la conjoncture en Suisse.

La région alsacienne, pour masquer ses propres faiblesses, son manque de pensée, son entière responsabilité, cite aujourd'hui au désastre et minimise les résultats du CIAT. Elle avait élaboré, en 1976, un schéma d'orientation et d'aménagement de la région, approuvé par le conseil interministériel et les comités interministériels par la suite.

Qu'a-t-elle fait au-delà de ces schémas et des discours ? Pourquoi les grands groupes français, pendant la période de croissance, ne se sont-ils pas diversifiés en Alsace ? Pourquoi les industries à haute technologie ne se sont-elles pas installées ? Nous ? Pourquoi certaines grandes entreprises locales n'ont-elles pas investi pour se moderniser ? Pourquoi les entreprises de l'industrie ne se sont-elles pas diversifiées ? Il faut poser ces questions et s'interroger sur les responsabilités.

Quant au CIAT sur l'Alsace, il fait suite aux assises régionales de la recherche et de la technologie et s'inscrit pleinement dans les cadres de la recherche, sur la planification nationale, sur les plans sectoriels (mécanique, machines-outils, machines textiles, robotique, informatique...) et les orientations budgétaires en faveur de l'industrie.

C'est justement pour éviter cette « paupérisation technologique » et valoriser les atouts de la région que les décisions gouvernementales sont décisives, notamment au chapitre de la recherche et de la technologie, de l'industrie, de l'artisanat (Centre technique d'adaptation et d'innovation de l'artisanat) et de la

## Une stratégie claire

par  
JEAN-MARIE BOCKEL (\*)

vacation internationale de Strasbourg.

Les pouvoirs publics, depuis mai 1981, ont à chaque fois été au rendez-vous de l'Alsace : en mai 1982 pour les musées de Mulhouse, en décembre 1982 pour l'industrie, la recherche, les entreprises.

Le CIAT était une première étape pour définir la politique d'aménagement du territoire. Ce point lui a permis de définir la compétition internationale, de préfigurer le futur contrat de plan Etat-région sur les axes considérés comme prioritaires par les partenaires régionaux.

Lorsque M. Rudloff, Hoefel, Gotsch, respectivement présidents du conseil régional en Alsace, Haut-Rhin et Bas-Rhin, ont voulu minimiser les

(\*) Député (P.S.) du Haut-Rhin, conseiller général.

obtenus et ne faire apparaître que la participation à la DATAR, ils oublient de dire que le but d'un CIAT est d'élaborer des projets précis. Ainsi, par exemple, pour le pôle de la mécanique avancée de Haute-Alsace, sont concernés, dans la DATAR, les ministères de l'Industrie et de la Recherche, de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et de l'Emploi. Et les 140 millions de francs alloués par le CIAT le sont pour des projets alsaciens qui lui permettront de mieux aborder les mutations de la fin du vingtième siècle.

Le maillage de l'Etat doit être notre stratégie à l'égard de notre région. Est-ce le cas de la plupart des élus régionaux qui prétendent que la situation de la région est due au changement politique ? En juin 1981, il faut un raccourci inacceptable pour les économistes : on peut

Aujourd'hui, l'Etat et le rendez-vous de l'Alsace pour le futur contrat entre l'Etat et la région.

### Sciences de haut de gamme à Strasbourg

(Suite de la page 13.)

Une des ambitions du GREPA est de concourir au développement de la recherche-développement, un risque de « paupérisation technologique » apparaît clairement. De plus, l'Alsace subit directement le contre-coup de la dégradation de la situation économique allemande et, depuis peu, d'un retournement de la conjoncture en Suisse.

Le Centre de recherche nucléaire C.N.R.S. compte parmi les grands bénéficiaires des décisions du CIAT. Ses recherches dans le domaine des accélérateurs électrostatiques lui ont permis de présenter un projet d'accélérateur de particules de 35 millions de volts au type « vivitron ». Le CIAT a déboursé 30 millions de francs pour sa réalisation au cours de la période 1983-1985. Le professeur Chevalier s'en félicite particulièrement : la nécessité d'un type d'appareil est plus en plus grande par le monde scientifique international. Mais il y a déjà la possibilité de retombées industrielles probables : les techniques sont au point, on fabrique un petit « vivitron » à tension de 5 millions de volts à fort d'électrons susceptible de nombreuses applications pratiques dans le domaine de l'irradiation. L'un des auteurs du projet, M. Seltz, estime que le peu élevé, 1 million de francs, pour un encombrement très faible, une consommation d'énergie modérée, un pouvoir de pénétration élevé.

Les crédits alloués par le CIAT bénéficient également à un secteur en pleine expansion : la recherche strasbourgeoise : celui de la biologie et cellulaire. Un des représentants les plus qualifiés, le professeur J.-H. Weil, approuve pleinement la décision d'affecter

une première tranche de 1 millions de francs à la construction d'un institut de biologie moléculaire. « Cela permettra d'entreprendre de nouvelles recherches pour connaître suffisamment les problèmes de fonctionnement de la cellule végétale avec la mise au point de techniques pour la régulation des gènes et leur transfert chez les plantes supérieures. » Ce nouvel institut, qui doit être achevé d'ici 1985, confortera la place de Strasbourg comme pôle de biotechnologie, qui s'appuie sur plusieurs laboratoires du C.N.R.S. et la société Transgène.

Parmi d'autres, celle relative à la création d'un groupement d'intérêt scientifique de recherche sur le médicament, la décision de remplacer les matériels du Centre de la C.N.R.S. pour un montant de 1 millions de francs a été accueillie avec soulagement. Elle augmentera sa capacité de traitement de sept à huit fois. L'installation actuelle, la plus puissante de ce type existant en province, doit desservir deux mille utilisateurs et sera remplacée. Seul problème pour ses responsables : le gouvernement autorisera-t-il le renouvellement des ordinateurs américains existants par des matériels plus puissants ? Les mêmes origines qui ont fait de Strasbourg un pôle scientifique, ou imposera-t-il ? De toute manière, souligne le professeur Chevalier, cette modernisation conditionne le développement d'activités scientifiques tributaires de la présence d'un puissant centre de calcul comme le pôle d'informatique par l'image ou l'installation de l'institut de physique du globe du Centre du réseau national de surveillance sismique.

JEAN-CLAUDE HAHN.

## 4 bonnes raisons d'investir en alsace



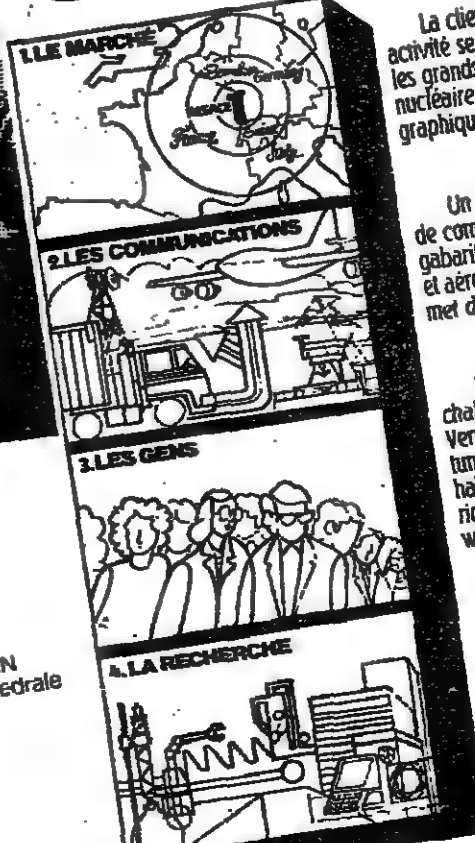
pour plus de renseignements  
chaque Conseil Général met à votre disposition  
son service économique

ADIRA

POUR LE BAS-RHIN  
3, quai Kléber - Le Sébastopol  
67056 STRASBOURG Cedex  
Tél. (89) 32 24 42  
Tél. (ITA) 890 673 F 13

CAHR

POUR LE HAUT-RHIN  
17, place de la Cathédrale  
68000 COLMAR  
Tél. (89) 45 71 81



La clientèle européenne de notre activité se situe principalement dans les grands centres de recherche nucléaire dont l'Alsace occupe géographiquement le centre.

ENERTEC - SCHLUMBERGER

Un réseau très important de voies de communication, - canal à grand gabarit, autoroutes européennes, rails et aéroports internationaux - nous permet des liaisons faciles et rapides.

PEUGEOT

Die verständnisvolle und wirtschaftsfreundliche Einstellung der Verwaltung und nicht zuletzt der Leistungsfähigkeit unserer Mitarbeiter haben dazu beigetragen das Elsass als richtiger und guter Standort auszuwählen.

LIEBHERR

"We found - without any difficulties - the workforce we needed for our test and research laboratory, established in 1976, and we now work regularly with the specialized University Institutes, which carry out research for us."

POLYSAR

مكتبة



ÉTRANGER

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU NOUVEAU PRÉSIDENT MEXICAIN

M. de La Madrid a choisi la rigueur au risque d'aviver les tensions sociales

Mexico. — Entre Noël et le Jour de l'An, le président du Mexique a envoyé au Congrès, qui s'est réuni à la reprise partielle des sessions le 1<sup>er</sup> septembre. Manant autant que son prédécesseur, l'art de la surprise, mais d'autres fins, M. de La Madrid a déposé un texte que personne n'attendait sur le

bureau de la Chambre des députés le 27 en fin de soirée. Le 30, dans la matinée, il avait discuté en commission, puis adopté par les deux Assemblées. Le Sénat, où le parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.) est seul représenté, a même voté le texte en moins d'une demi-heure après qu'un seul orateur en eût défendu le principe. Cette modification, sur-

nant moins de cent vingt jours après la nationalisation décidée par M. Lopez Portillo et dont M. Miguel de La Madrid avait affirmé qu'elle était irréversible, a suscité un certain malaise qui pourrait avoir des conséquences assez graves. M. de La Madrid a choisi de mener une politique économique de rigueur au risque d'aviver les tensions sociales.

De notre correspondant

Les critiques de la politique économique du gouvernement ont commencé à se faire entendre. Elles ont commencé à se faire entendre.

Cependant, les critiques n'ont pas manqué dans un pays qui, dans son ensemble, avait bien accueilli la nationalisation des banques. Elles ont commencé à se faire entendre.

Les critiques du fond portent sur la stratégie économique du gouvernement. Elles ont commencé à se faire entendre.

La critique politique tient au rôle de l'État. Elle a commencé à se faire entendre.

La forme et le fond

Le président des Français a, pour sa part, annoncé que les 10 % ne seraient pas... Les critiques de la politique économique du gouvernement ont commencé à se faire entendre.

La droite politique s'est félicitée de ce qu'on lui rendait raison. Il est remarquable cependant que le directeur de la chambre d'industrie de Monterrey, seconde ville du pays, a accusé la mesure de populisme et de démagogie, puisque les classes populaires n'ont pas d'argent pour acheter les actions et que les entre-

Modernisation

La loi portant « réglementation du service public » de la banque et du crédit, qui vient couronner la fébrile activité du Congrès le 31 décembre, à l'avantage d'aider à mieux servir la politique qu'entend mener la nouvelle équipe. La ligne de fond est la modernisation du pays. Il ne s'agit en fait que de prolonger un ef-

fort entrepris depuis de nombreuses années, en insistant sur l'efficacité et la « démocratisation ». Mais aussi qui avec « rigueur » et « austerité », émaille les plus fréquemment les discours officiels. L'efficacité économique n'est pas celle de la lutte contre l'injustice, mais celle du développement économique le plus classique, le plus libéral. La démocratisation, pour le moment, n'est d'un style plus ouvert à l'égard de la presse et de l'opposition et de promesses d'une plus ample participation des citoyens, notamment à la planification.

La stratégie à court terme du président est claire. Elle est faite avec une confiance sans faille pour relancer l'économie et redonner confiance au secteur privé national et aux investisseurs étrangers.

Le poids

des jeunes technocrates

Parmi les gestes principaux, on trouve la réintégration dans le service de la Banque nationale de M. Mancera (châné de ce même pays le 31 août dernier parce qu'il s'opposait à l'établissement du salaire des changes), l'assouplissement du contrôle des changes, les mesures de libération des importations, la réduction des taxes à l'importation, la suppression de l'anonymat des actions.

Aux couches moyennes durement frappées économiquement, M. de La Madrid offre essentiellement les perspectives de « modernisation » politique par la « démocratisation » et la « moralisation » de la vie publique. Aux plus pauvres, il propose de s'efforcer de limiter les effets de l'in-

flation galopante (plus de 100 % en 1982), en contrôlant les prix de quelques produits de première nécessité, et en créant des emplois dans les campagnes et dans les zones urbaines marginalisées. Après avoir fait passer la Constitution le droit à la santé, il annonce pour bientôt un ambitieux programme destiné à améliorer les services dans ce domaine.

En fait, M. de La Madrid a choisi la rigueur économique au risque de tensions sociales, avec l'espoir que le redémarrage arrivera suffisamment tôt pour enrayer une éventuelle explosion. Dans son message de nouvel An, le 4 janvier, il a appelé à la « solidarité » d'un « peuple uni ».

« Je suis un gouverneur ferme et fort, mais je regrette totalement un gouvernement autoritaire », a-t-il déclaré avant de promettre « plus d'ordre, plus d'efficacité, plus d'honnêteté ». En attendant que les jours meilleurs, le président devra, pour faire face à l'inflation, notamment, s'appuyer, en partie du moins, sur le bureaucratisme politique, notamment sur les syndicats et l'armée gauche du parti officiel. Or la « démocratisation » semble passer par son éloignement des principaux centres de décision. C'est du moins ce que semble indiquer la constitution, contrairement à ce que semble la réalité, d'un cabinet homogène où prédominent les jeunes technocrates à formation économique acquise à l'étranger.

La reprévisation partielle des banques peut servir à restaurer la confiance au secteur privé, mais elle a révélé un réel malaise au sein du P.R.I., même si les plus amers ont choisi de se manifester discrètement. L'ensemble du système politique a été mis à l'épreuve. Ayant, en quelques semaines, changé deux fois de président, le cap, il a montré qu'il était plus pour fonction d'occuper le pouvoir que d'incarner un projet. Après avoir collaboré sans histoire avec les banquiers pendant des années, il semble que les vœux soient en train de se réaliser, et qu'il publiquement se félicite de leur retour aux affaires en décembre. Voilà qui ne saurait renforcer la crédibilité d'un système qu'on essaye par ailleurs de rallier en la « moralisation ».

FRANCIS PISANI.

LE CHOMAGE AUX ETATS-UNIS

Les « principes » de M. Reagan

(Suite de la première page.)

Il faut aussi que les activités locales... Les principes de M. Reagan sont basés sur la réduction des dépenses et la simplification des procédures.

Le Congrès a un peu assoupli la loi sur le chômage... Les principes de M. Reagan sont basés sur la réduction des dépenses et la simplification des procédures.

Taxer les prestations

Les chômeurs ont droit à des prestations... Les principes de M. Reagan sont basés sur la réduction des dépenses et la simplification des procédures.

Si M. Reagan n'a pas voté au secours des chômeurs, c'est pour des raisons budgétaires... Les principes de M. Reagan sont basés sur la réduction des dépenses et la simplification des procédures.

Si M. Reagan n'a pas voté au secours des chômeurs, c'est pour des raisons budgétaires... Les principes de M. Reagan sont basés sur la réduction des dépenses et la simplification des procédures.

Si M. Reagan n'a pas voté au secours des chômeurs, c'est pour des raisons budgétaires... Les principes de M. Reagan sont basés sur la réduction des dépenses et la simplification des procédures.

Si M. Reagan n'a pas voté au secours des chômeurs, c'est pour des raisons budgétaires... Les principes de M. Reagan sont basés sur la réduction des dépenses et la simplification des procédures.

DANS SA « LETTRE D'INTENTION » ADRESSÉE AU F.M.I.

Le Brésil s'engage à prendre de sérieuses mesures de redressement

Brasilia (A.F.P.). — Incapable de faire face à sa crise de liquidité, supportant une dette extérieure de l'ordre de 80 milliards de dollars, le Brésil devra se conformer aux exigences du F.M.I. pour obtenir des crédits de plus de 10 milliards de dollars en trois ans et conserver la confiance de ses bailleurs de fonds européens, américains et japonais.

Le Brésilien, qui avait nié pendant plusieurs mois, avec vigueur, la nécessité d'un recours au F.M.I., a pris formellement l'engagement, dans sa lettre d'intention adressée au directeur du F.M.I., M. Jacques de Larosière, de mener une politique d'austérité visant à réduire les dépenses publiques et le rythme de l'inflation.

Tout d'abord, le Brésil s'engage à réduire, en 1983, le déficit, en compte courant, de sa balance des paiements à 7 milliards de dollars, soit 2 % du produit intérieur brut (P.I.B.), puis 1,5 % et 1 % au cours des deux années suivantes. En 1982, le déficit en compte courant a atteint 15 milliards de dollars, soit près de 5 % du P.I.B.

Les efforts principaux porteront sur le secteur public, et la politique des grands projets sera considérablement ralentie en 1983. Le taux d'inflation, qui a atteint 99,7 % en 1982, devrait être ramené à 70 %, tandis que les exportations resteront une des priorités. Les autorités brésiliennes espèrent un excédent commercial de 6 milliards de dollars en 1983, contre 775 millions en 1982 (les prévisions étaient de 3 milliards de dollars) en appliquant une « politique de change adéquate et une vaste assistance financière et technique ».

Les premières mesures d'austérité envisagées par les autorités brési-

liennes concernent le déblocage des prix de certains produits de base comme les dérivés du pétrole, de manière à réduire la consommation et, par conséquent, les importations de combustible, une élévation des prix du blé et la réduction des subventions accordées aux producteurs de sucre touchés par la crise internationale dans ce secteur.

Les recettes du gouvernement fédéral devraient considérablement augmenter par l'introduction d'une réforme fiscale grâce à laquelle on espère recueillir l'équivalent de 1 % du P.I.B.

Les Brésiliens, qui s'attendent à une augmentation générale des tarifs publics, craignent en outre que la situation économique du pays ne conduise à une modification de calcul de l'indice des salaires et entraîne une diminution de leur pouvoir d'achat. Sur ce point, la lettre adressée au F.M.I. reste vague.

A l'exception des travaux complémentaires de la centrale hydroélectrique d'Itaipu et de la mise en route du projet Carajás (exploitation du plus grand gisement de fer du monde et implantation d'industries), pour lequel les fonds ont déjà été obtenus à l'extérieur, les autres projets seront retardés. Le programme de construction de nouvelles centrales nucléaires dans le cadre de l'accord de coopération germano-brésilien sera la première victime de ce plan d'austérité.

Le Brésil recevra une première tranche de 401 millions de dollars dans le courant du mois de février de la part du F.M.I., et obtiendra trois autres tranches équivalentes d'ici à la fin de l'année.

EN ITALIE

Les mesures d'austérité décidées par le gouvernement provoquent une importante agitation sociale

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement Fanfani a adopté, le 7 janvier, la seconde partie de son programme économique et financier déjà marqué le semaine dernière par un premier train de mesures d'augmentation de la fiscalité indirecte. Ce même vendredi s'est développée dans toute la péninsule, pour la seconde journée consécutive, une vague de grèves et de manifestations de protestation qui, à Rome notamment, a donné lieu à des incidents avec les carabinieri.

Le programme gouvernemental vise à maintenir le déficit public à 71 000 milliards de lire (1) en 1983 (le niveau déjà considérable atteint l'année passée) grâce à une réduction des dépenses et une augmentation des recettes. Les mesures envisagées sont de 20 000 milliards. Parmi les principales décisions figure l'approbation d'un projet de loi d'impôt extraordinaire s'ajoutant à l'impôt local sur les revenus. Ont en outre été retenues des augmentations des contributions des assurés sociaux en matière de santé (médicaments et visites médicales spécialisées). En revanche, a été remise à plus tard la mesure prévoyant le non-remboursement du premier jour de maladie. Le ministre des finances a enfin institué des mesures pécuniaires pour certaines fraudes fiscales.

La manœuvre du gouvernement a donné lieu, comme le 6 janvier, à une vague de protestations de la part des syndicats, mais certaines manifestations ont apparemment échappé au contrôle des directions. A Rome, tandis qu'un cortège d'un millier de personnes s'approchait de la présidence du conseil, les carabinieri ont chargé. Sept personnes ont été blessées et deux arrêtées au cours de la bousculade. Pendant deux heures l'aéroport de Rome a été occupé.

A Milan, pendant toute la matinée cinquante mille travailleurs de la métallurgie, de la chimie, des transports et des banques ont manifesté dans le centre de la ville en une sorte de grève générale. Manifestations également à Gênes, Naples et Florence.

Les manifestations syndicales de ces deux derniers jours ont provoqué polémiques et tensions au sein de la direction des confédérations et des partis politiques. En témoignage le renvoi, à ce samedi 8 janvier, de la réunion de secrétariat unitaire pour décider de nouvelles formes de lutte. Toutefois, alors que le ministre de l'Intérieur avait rappelé jeudi les limites acceptables de la contestation, le lendemain, se sont produits de nouveaux incidents qui ont aggravé les tensions entre les directions syndicales. Pour M. Benvenuto, secrétaire général de la Uil, « occuper les gares et les aéroports conduit à la défaite du mouvement ouvrier ». Selon lui, le parti communiste n'est pas étranger à l'agitation incontrôlée qui s'est développée ces derniers jours. Le secrétaire de la C.G.I.L. M. Lama, en revanche, a souligné : « Il est juste de développer pleinement l'action syndicale ».

Le plus radical dans son soutien de la revendication actuelle est le P.C.I. Il a en effet tout intérêt à s'opposer à l'agitation pour apparaître comme le seul et le vrai défenseur de la classe ouvrière en cherchant à déplacer vers lui la confiance de la base. L'expérience de la lutte à la Fiat il y a deux ans qui s'est conclue par un recul du syndicat après la « marche des quarante mille », tend à démentir que cette stratégie n'est pas toujours payante.

Ce qui inquiète aujourd'hui certains syndicalistes c'est l'isolement d'une partie des manifestants : on peut penser que l'intervention des carabinieri à Rome a été due au petit nombre de personnes forçant le cortège car à Trente une manifestation également violente, mais plus nombreuse, n'a provoqué aucune réaction des autorités. Inquiet d'écarter les syndicats du reste de la population, ce qu'ils veulent éviter.

PHILIPPE PONS.

En Grande-Bretagne

LE CHOMAGE ATTEINT 13,3 % DE LA POPULATION ACTIVE

Le chômage britannique a atteint, un nouveau record, atteignant le chiffre de 996 997, soit 13,3 % de la population active, selon les statistiques publiées le 6 janvier par le ministère de l'emploi. Ce résultat est en augmentation de 339 000 par rapport à novembre.

En plus du nombre de chômeurs ayant droit à des allocations, on estime à 100 000 le nombre de personnes sans emploi, non incluses dans ces statistiques depuis l'instauration du nouveau système de comptabilisation du chômage. Le précédent record avait été établi en septembre 1982 avec 966 166 chômeurs. La nouvelle méthode de comptabilisation, à 3 343 075, l'ancienne méthode. — (A.F.P.)

ROBERT SOLÉ.



## ÉNERGIE

### L'ARABIE SAOUDITE BAISSERA-T-ELLE LE PRIX DE SON PÉTROLE ?

#### La crainte de la « glissade du singe »

Il était rare, ces dernières années, que les dirigeants des compagnies pétrolières réunies dans l'ARAMCO pour exploiter le pétrole saoudien négocient tous ensemble avec Chéikh Yamani. Et pourtant, ils étaient tous à Gèneve, MM. Clifton C. Garvin, d'Exxon, John McKinley, de Texaco, William Yavouzi, de Mobil et George Keller, de Shell, appelés en grand secret par le ministre d'Arabie Saoudite en début de semaine pour étudier l'évolution du marché et préciser leurs engagements pour 1983.

Ces compagnies, qui enlevaient 7,5 millions de barils par jour de pétrole du royaume il y a vingt mois, n'en achètent plus guère que 3, ce qui oblige la société nationale pétrolière à multiplier les ventes directes. Sans grand succès. Et encore, les remises de l'ARAMCO estimées à 13 millions de dollars, du fait d'un prix saoudien supérieur au cours du marché. Il est vrai que, selon la revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly*, le brut vendu par l'OPEP raporte désormais pour 80 à 70 % un prix inférieur à la base respectée par Ryad de 34 dollars par baril. Et les rabais s'étagent de 1,5 à 4 dollars selon le pays.

Or rien n'indique que la marché pourrait se retourner. Non seulement la crise économique mondiale dure, mais l'hiver climat ne pousse pas à la consommation. La demande de fuel domestique en décembre aux États-Unis était inférieure de 40 % à ce qu'elle était à la même période de 1981. Et en France où la température est supérieure de quelques 2 degrés à la moyenne des trente dernières années, les livraisons de fuel ont été les plus faibles relevées pour un mois de novembre, et le recul par rapport à novembre 1981 a atteint 26,5 %.

Le printemps qui, pour les pays pétroliers, commence dès le début de mars risque donc d'être particulièrement dur. Les compagnies américaines ont-elles pour autant réajusté Chéikh Yamani — comme on l'affirme à New-York et à Londres — une baisse du prix saoudien ? Sans doute se sentent-elles pénalisées par l'obligation dans laquelle elles se trouvent — pour préserver leur avenir dans ce pays aux réserves pétrolières immenses — d'acheter des quantités non négligeables de pétrole à un prix supérieur à celui du marché. Mais elles ont bénéficié pendant de longs mois en 1980 et 1981 d'un brut saoudien bon marché. En outre, elles produisent à elles quatre près de 600 millions de tonnes d'or noir de par le monde — dont une certaine aux États-Unis où les prix sont libres — et elles ont donc tout intérêt à ce que les Saoudiens tiennent les prix à un niveau rémunérateur.

#### Ryad hésite

Voilà sans doute pourquoi les meilleurs pétroliers paient ces jours derniers sur une base très modérée — de l'ordre de 1,5 dollar par baril — du prix de référence de l'OPEP. Une manière pour le royaume de mettre en garde les pays les plus industrialisés de l'Organisation sans provoquer un choc excessif. Mais, consécutivement, les émirats arabes unis, Qatar et l'Arabie Saoudite, que l'on pensait d'accord sur le mouvement, ont réaffirmé leur volonté de tenir le prix de 34 dollars par baril. Et la réunion des six ministres du pétrole du conseil de coopération du Golfe qui devait se tenir le 8 janvier à Manama pour décider d'une telle baisse a été reportée de huit jours.

Vieillesse, Ryad hésite. Nul ne sait quels seraient les effets politiques d'une réduction des prix saoudiens. Et qui peut dire si un tel mouvement n'entraînerait pas indubitablement les prix pétroliers vers le bas, ce qui n'est pas, sans doute, sans doute fin justifier de la « glissade du singe ». Si l'on réajuste pas, le royaume devra cependant accepter de voir sa production chuter à 4 millions de barils par jour quand elle était encore de plus de 10 millions il y a trente mois. — B. D.

### PHILIPS PETROLEUM RACHÈTE GENERAL AMERICAN OIL

Philips Petroleum, considérée comme la deuxième société industrielle des États-Unis et la neuvième société pétrolière, va racheter par étapes une autre société pétrolière, General American Oil. Sur la base d'un prix moyen par action de 45 dollars, le coût de l'acquisition s'élève à 1,14 milliard de dollars.

General American Oil, dont les bénéfices pour l'exercice 1981-1982 se sont élevés à 61 millions de dollars, sur un chiffre d'affaires de 348 millions de dollars, faisait l'objet d'une offre publique d'achat de la part d'une compagnie concurrente, Mesa Petroleum. Celle-ci, qui souhaitait acquérir au moins 51 % des actions de General American Oil, a été contrainte par la société convoitée elle-même, qui avait offert de racheter le tiers de ses propres actions. Finalement l'accord de rachat total par Philips Petroleum met fin à la tentative d'O.P.A. Mesa, qui annonce avoir gagné dans cette brève opération financière 44,9 millions de dollars, s'est engagé à ne pas céder son capital de General American Oil pendant cinq ans.

Pour Philips Petroleum, qui a réalisé un bénéfice de 879 millions de dollars au cours du dernier exercice, avec un chiffre d'affaires de près de 16 milliards de dollars, l'acquisition de General American Oil représente une augmentation des réserves en hydrocarbures du groupe de 11 %, et un accroissement de la production de gaz naturel et de pétrole de 15 %.

**LENTILLES SOUPLES ADAPTATION COMPRISE 690 F**  
ORLÈANS OPTIQUE  
18 bis, avenue du Général-Leclerc  
75014 Paris  
Tél. : 327-20-18

## SOCIAL

### GRÈVE-BOUCHON A L'USINE RENAULT DE FLINS

#### Les revendications de deux cents grévistes sont « démesurées », affirme la direction

De nos correspondants

Malgré le retour à des négociations samedi entre syndicats et direction, le travail a peu de chance de reprendre, lundi 10 janvier, à l'usine Renault de Flins où une grève à l'atelier de peinture bloque la production depuis jeudi 6 janvier après-midi. Quelle que soit l'issue des discussions, la remise en route de cette usine employant dix-huit mille salariés et le réapprovisionnement des chaînes nécessiteront, selon la direction, une journée entière de chômage technique.

La grève déclenchée à l'appel de la C.F.D.T., majoritaire dans ce secteur, est suivie par deux cents des mille salariés de l'atelier de peinture, où passent chaque jour les mille six cent cinquante R 5 et R 18 produits à Flins. Pour la direction, les grévistes ne sont qu'une centaine mais constituent « un noyau dur ».

La C.F.D.T. réclame le déblocage des coefficients salariaux, une prime mensuelle de 300 F pour tous, une augmentation du temps de douche en fin de service et une hausse de 50 % des primes de nuisances allouées aux ouvriers qui travaillent dans le bruit et les mauvaises odeurs.

La direction de Renault, surprise par cette grève-bouchon, estime ces revendications à la fois « démesurées et irréalistes ». Elle fait remarquer que de base affirmée pour la cohésion de la nation. On ne s'étonnera donc pas de l'appel à un renforcement du contrôle lancé sans ambages par M. Dupeyroux.

Landi matin, à l'usine, un arrêt de travail de trois heures a été prévu par l'intersyndicale, ainsi qu'un rassemblement devant la préfecture de Tarbes lors de la venue de M. Charles Fiterman, ministre des transports.

RÉGIS DARIEN et GILBERT DUPONT.

### Les droits nouveaux des salariés

#### LA C.G.T. PROTESTE CONTRE UN PROJET DE DÉCRET DU MINISTÈRE DU TRAVAIL

Dans une déclaration diffusée le 6 janvier, le bureau confédéral de la C.G.T. affirme que « les décrets proposés par le ministre du travail pour la représentation élue du personnel (délégués du personnel, comités d'entreprise) marquent un recul et s'inscrivent dans un sens opposé aux orientations législatives. En prévoyant une nouvelle répartition du nombre des élus, ces propositions aboutissent à la suppression de plus de quarante mille élus des travailleurs dans les entreprises de moins de mille sept cent cinquante salariés ».

De son côté, le ministère du travail indique, dans un communiqué, que ces projets de texte font actuellement l'objet d'une « consultation » avec les partenaires sociaux et « déplorent une organisation (sans toutefois nommer la C.G.T.) ait cru devoir abandonner la discrétion d'usage en la matière ». Il affirme ensuite qu'une « pratique correcte de la concertation » est nécessaire à l'élaboration de « textes sérieux et responsables ».

Par ailleurs, le ministère souligne qu'il « n'est pas légitime de présenter à l'opinion une vision abusive et partielle des institutions représentatives octroyant l'extension du droit syndical, le développement des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail, de même que les libertés, les protections et les moyens nouveaux désormais attribués par la loi aux représentants du personnel ».

Enfin, le ministère se refuse à « laisser enfermer la transformation des relations professionnelles dans des considérations exclusivement comptables ».

### Plusieurs personnalités religieuses apportent leur soutien à M. Pagat, secrétaire du Syndicat des chômeurs.

M. Maurice Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs, poursuit à Clichy (Hauts-de-Seine) la grève de la faim commencée le jour de Noël, en souvenir du suicide d'une jeune chômeuse. M. Pagat réclame une allocation pour tous les chômeurs au moins égale aux deux tiers du SMIC, et refuse toute exclusion du système d'indemnisation. Le secrétaire du syndicat demande à être reçu par M. Mauroy. Les soutiens en faveur de ce mouvement se multiplient. Ainsi M. Paul Abela, le pasteur Pierre Marchand et le Père Gérard Marie ont envoyé un témoignage et un appel aux communautés chrétiennes pour soutenir l'action du syndicat. Selon notre correspondant à Rennes, Mgr Paul Gouyon, cardinal-archevêque de cette ville, a donné son adhésion au comité de soutien « à l'action courageuse entreprise par Maurice Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs ». Le cardinal Gouyon,

approuve le fait que « les chômeurs prennent en main eux-mêmes la défense de leurs intérêts et protestent contre une répartition aussi inégalitaire des aides collectives ». Il considère que « nul n'a le droit de prendre son parti d'un drame social aussi angoissant pour les personnes touchées et pour leurs familles que l'est le chômage ». Mgr Plateau, évêque auxiliaire de Rennes, a fait connaître également son soutien, selon M. Pagat.

MM. Claude Bourdet et Laurent Schwartz nous ont par ailleurs écrit, à la suite de l'article paru le 29 décembre sous le titre « Les combats de M. Pagat », pour protester contre le ton utilisé par notre collaborateur. Pour MM. Bourdet et Schwartz, les promesses faites aux chômeurs par M. Mitterrand, avant son arrivée à la présidence, « étaient bien plus précises » et « n'ont pas été tenues jusqu'ici ».

### Un plan d'action contre le travail clandestin

(Suite de la première page.)

Depuis des années, les gouvernements successifs ont, à intervalles réguliers, lancé des campagnes contre le travail noir ou clandestin. Où sont les résultats, peut-on aujourd'hui se demander le quidam qui voit se développer autour de lui ces activités de l'ombre.

En 1980, M. Jean Fau, conseiller à la Cour de cassation, avait produit un riche rapport avec des propositions de mesures qui semblaient, à l'usage et a posteriori, avoir eu de sérieuses difficultés à être appliquées. En 1983 cette situation s'enrichit d'une autre difficulté, d'ordre idéologique. Le débat entre « blanchir » ou au contraire réprimer le travail noir ou clandestin prend des allures de choix de société.

M. Dupeyroux dresse un portrait des parvenus des fraudeurs et de ceux des fraudeurs avec beaucoup d'ironie. Quelques personnalités sont même franchement épinglées pour leur complaisance à l'égard de l'occulte. Ainsi MM. Cotta, Crozier, Drancourt, Elul, Minc, Rosanvallon...

Le cœur de l'auteur, sans aucun doute, penche du côté des adversaires de la fraude. « *Fraus omnia corrumpit* » : le civisme est la valeur de base affirmée pour la cohésion de la nation. On ne s'étonnera donc pas de l'appel à un renforcement du contrôle lancé sans ambages par M. Dupeyroux.

Mais le raisonnement est beaucoup plus subtil. Tirant les leçons des expériences passées, trop globales ou trop institutionnelles, qui se sont vidées de leur contenu, M. Dupeyroux vise à l'efficacité. Un constat : il est plus facile de contrôler, si l'on veut s'en donner la peine, les activités occultes de type salarié que de type non salarié. Contrôlons donc plus strictement les premières, éliminons les attraites des secondes.

Arme prioritaire : l'URSSAF. Il s'agit de faire donner à cette institution toute l'artillerie de contrôle qu'elle est déjà apte à mettre en œuvre, ou presque. Quelle que soit la nature de l'activité salariée, il faudra désormais en faire une déclaration préalable avant le commencement du travail. De la sorte, l'URSSAF sera amenée à enregistrer toutes les embauches. Quand un contrôleur surprendra un salarié non déclaré, il pourra dresser procès-verbal. A l'heure actuelle, en l'absence de toute déclaration préalable, chaque intéressé peut frauder en toute légalité.

M. Dupeyroux ne s'en tient pas à la seule chasse au travail clandestin. Par l'extension du rôle de l'URSSAF, il propose l'enregistrement général de toutes les entrées et sorties de main-d'œuvre. Cela peut améliorer sensiblement le fonctionnement de la Sécurité sociale.

Actuellement, les caisses régionales d'assurance-maladie réalisent cet enregistrement une seule fois en fin d'année, en demandant à chaque employeur de dresser une liste nominative de tous les salariés ayant travaillé dans son entreprise (avec le montant de leur salaire, etc.). Pour l'administration, le va-et-vient entre les employeurs, les caisses et l'URSSAF est très lourd. La proposition de M. Dupeyroux permet d'établir cet enregistrement des embauches sur toute l'année. L'URSSAF, désormais, grâce à ses moyens informatiques, se substituerait aux caisses régionales.

Si cette hypothèse est retenue, l'URSSAF devra modifier ses programmes d'ordinateur et convaincre

une partie de ses propres agents de se transformer en contrôleurs dressant des procès-verbaux. Ce n'est pas évident. A chacun son métier, disent les récalcitrants. Enfin, quand on connaît la réelle méfiance inspirée par cette institution à de nombreux artisans ou commerçants, on pressent la force dissuasive de la déclaration préalable.

Autre cible de M. Dupeyroux : la complicité et la solidarité de fait existant entre l'employeur et le salarié dans le cas d'activité occulte. L'auteur suggère de l'attaquer pour mieux la briser par un moyen qui tient du cheval de Troie. Il propose un système de sanction-guillotine en cas de non-déclaration. Le salarié concerné demandant que sa situation soit régularisée toucherait automatiquement une forte indemnité forfaitaire — 30 000 F — recouvrée par la Sécurité sociale auprès de l'employeur. Il s'agit donc d'une réparation forfaitaire du préjudice subi par la non-déclaration. Dans ces conditions, le recours au salarié au noir devient explosif, l'employeur se mettant à la merci de ce salarié. Appel à la délation caractérisée, avait-on protesté il y a deux ans lorsque M. Dupeyroux avait lancé pour la première fois cette idée. L'argumentation reste valable.

Pour l'auteur, les agents de l'URSSAF sont, sans aucun doute, les mieux placés pour exercer ce contrôle sur les activités salariées occultes. Les inspecteurs du travail sont, en effet, surchargés et la police a des tâches plus importantes à exécuter.

#### L'Etat interpellé

Pour réduire les activités occultes non salariées, M. Dupeyroux, par souci d'efficacité, suggère moins de frapper fort que de « désinciter ». Pour cela, un test d'abord : l'auteur interpelle les pouvoirs publics. L'Etat doit commencer à balayer devant sa propre porte, faire la chasse au travail noir chez ses fonctionnaires, policiers, pompiers, etc., voire même se décider à surveiller le téléphone des fraudeurs infiltrés dans ces lieux.

Avec une autre proposition concernant la T.V.A., M. Dupeyroux interpelle directement l'administration des finances. Il s'agit d'exonérer de la T.V.A. l'artisan travaillant seul, ou avec un unique salarié, ou, encore mieux, les seuls artisans ayant pris un apprenti. Cela pour révaloriser une activité dont les avantages fiscaux n'ont cessé de se rétrécir, au point de menacer parfois son existence et presque toujours les possibilités d'emplois qu'elle pourrait offrir. Dans le même sens, M. Dupeyroux avance d'autres hypothèses, comme le relèvement des seuils en vigueur pour l'application de la franchise ou encore pour les déductions. Cela « serait plus simple et plus respectueux de certaines exigences au niveau européen ».

Une autre bombe à retardement du rapport va faire quelque bruit. Il s'agit de réintégrer le « loyer en nature » à savoir la valeur locative du logement dont vous êtes propriétaire et que vous occupez, — dans l'assiette de l'impôt sur le revenu, comme c'était le cas avant 1965 en France, comme c'est le cas en R.F.A., en Belgique et dans plusieurs pays occidentaux. Ainsi pourriez-vous ensuite déduire de vos déclarations fiscales les frais de réparations ou de rénovation que vous avez engagés. Ainsi seriez-vous moins tenté, parce que moins intéressé financièrement, de faire exécuter ces réparations au noir. L'hypothèse quelque peu torpueuse entraînera un alourdissement de l'impôt. Injustice, peut-on dire, opposants. « Que faites-vous des multiples propriétaires au revenu modeste ? » Le débat risque d'être assez serré.

M. Dupeyroux envisage enfin d'autres actions spécifiques à certains secteurs plus friands de travail occulte : bâtiment et travaux publics, hôtellerie et restauration, employés de maison, confection.

L'occasion se présentera sans doute de revenir en détail sur cette palette de mesures.

Pour le moment, on attend avec curiosité les conclusions du Conseil économique et social qui devraient être rendues publiques dans les prochains jours.

DANIEL ROUARD.

• M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, a été élu président du comité économique et social de Lorraine. Il a obtenu quarante voix contre M. Brenas, président du conseil d'administration des Houillères du bassin Lorrain, qui en a totalisé trente-quatre.

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 30-12-1982
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	293 757
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	170 854
3) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	11 815
4) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	58 425
5) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	13 282
6) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 443
7) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	279 029
8) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	84 183
9) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	7 125
10) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	47 180
11) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	2 125
12) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
13) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
14) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
15) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
16) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
17) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
18) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
19) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
20) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
21) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
22) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
23) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
24) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
25) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
26) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
27) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
28) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
29) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
30) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
31) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
32) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
33) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
34) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
35) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
36) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
37) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
38) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
39) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
40) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
41) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
42) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
43) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
44) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
45) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
46) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
47) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
48) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
49) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
50) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
51) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
52) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
53) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
54) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
55) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
56) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
57) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
58) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
59) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
60) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
61) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
62) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
63) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
64) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
65) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
66) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
67) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
68) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
69) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
70) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
71) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
72) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
73) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
74) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
75) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
76) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
77) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
78) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
79) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
80) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
81) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
82) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
83) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
84) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
85) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
86) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
87) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
88) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
89) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
90) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
91) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
92) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
93) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
94) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
95) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
96) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
97) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
98) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
99) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525
100) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	592 525



## AFFAIRES

### La mise en règlement judiciaire de Korf confirme les difficultés de la sidérurgie allemande

Le groupe sidérurgiste allemand Korf a été placé vendredi 7 janvier en règlement judiciaire par le tribunal de Baden-Baden. Les difficultés de cette entreprise, qui emploie 3 400 salariés en Allemagne et 10 000 dans le monde, et qui fut une des grandes réussites de la reconstruction de l'industrie allemande après la guerre, illustrent la grave crise que traverse la sidérurgie mondiale. Tous les pays mettent en place des plans de restructuration. En Allemagne, la sidérurgie qui occupe 180 000 salariés, devrait être regroupée en deux pôles.

La crise mondiale de la sidérurgie touche l'Allemagne. Elle y est d'autant plus forte que ce pays, doté d'entreprises performantes et modernisées régulièrement, avait été épargné jusqu'en 1980. Mais, depuis, les prix s'effondrent et les dettes s'accumulent. La compétitivité des sidérurgistes d'outre-Rhin, leur bonne intégration avec la métallurgie et la mécanique (une structure d'intégration vers l'avant que les Français essaient de copier) et leur internationalisation (les entreprises

exportent souvent plus de 30 % de leurs productions hors de la CEE) n'ont permis de résister qu'un moment. L'effondrement de la demande mondiale a été plus fort. En Europe la production a atteint son plus bas niveau depuis trente ans (100 millions de tonnes en rythme annuel). Tous les sidérurgistes allemands perdent aujourd'hui de l'argent.

Pour faire face à la crise et répondre aux directives de la Commission de Bruxelles visant à limiter les capacités de production dans chaque pays de la Communauté, les autorités de Bonn ont mis au point un plan de restructuration. Mais Bruxelles l'a refusé, l'estimant trop insuffisant : il devait conduire à des limitations de capacité inférieures à 10 %, alors que la Communauté impose 20 % comme minimum. Dans ce contexte, Bonn a demandé à trois « sages » de proposer une restructuration plus complète autour de deux pôles. Les discussions sont engagées et les sages devraient remettre leurs conclusions la semaine prochaine aux autorités, aux entreprises concernées et aux banques.

A n'en point douter, les discussions seront longues, en regard des difficultés rencontrées par une première fusion envisagée entre Hoesch et Krupp. Chacun des deux groupes souhaitait la suprématie dans le nouvel ensemble intitulé Ruhrstahl. Ce projet de fusion semble abandonné, les sages envisageraient un autre schéma en regroupant, d'une part, les numéros un et deux Thyssen et Krupp et, d'autre part, Hoesch, Klockner Werke, Salzgitter, auxquels viendraient s'ajouter Arbed-Saarstahl et Korf.

Mais cette structure, à peine dévolée, a déjà été contestée par Salzgitter. Les autorités de Bonn, quant à elles, n'annonceront pas leur décision avant les élections du 6 mars. Le dossier ne sera donc certainement pas refermé avant de longs mois. — E.L.B.

### L'AGA KHAN QUITTE LA SARDAIGNE

Karim Aga Khan, imam des quinze millions de musulmans de rite imamite et promoteur touristique, a quitté la Sardaigne. Parce que les autorités sardes tardaient à approuver son projet d'extension de la célèbre « côte d'émeraude » qu'il a créée au cours de ces vingt dernières années au nord-est de la Sardaigne, l'Aga Khan a démissionné de la société qu'il animait.

Cette décision jette peut-être définitivement aux oubliettes un plan d'investissement qui prévoyait le triplement de la capacité hôtelière de la côte avec la création de quarante-cinq mille lits (quatre mille actuellement) et de trente mille emplois d'ici à la fin du siècle.

Ce projet était critiqué par les associations de défense de l'environnement en Sardaigne, qui reprochent à l'Aga Khan d'avoir défiguré la côte et surtout d'en avoir interdit l'accès aux moins fortunés.

■ **Plan de relance pour Dufour.** — Le ministre de la recherche et de l'industrie a présenté vendredi 7 janvier un plan de relance de l'entreprise Dufour, spécialisée dans les machines-outils, qui devra éviter tout licenciement. L'entreprise conservera deux cent cinquante de ses trois cent cinquante salariés, les cent personnes restantes étant placées en formation prolongée. Dufour, spécialisée dans les fraiseuses, traverse des difficultés depuis plusieurs années. Elle a été reprise par des sociétés — la dernière en date est PROMAT — qui connaissent à leur tour des problèmes. Un plan de regroupement avec la société Vernier (fraiseuses à commande numérique) avait été vivement contesté par le personnel de Dufour en juillet. Le ministre a annoncé en décembre 1982. Le ministre devrait préciser son plan de relance dans le courant du mois de janvier.

## FAITS ET CHIFFRES

### Etranger

#### ITALIE

■ La hausse des prix de détail italiens a atteint 16,3 % en 1982, soit à peine plus que l'objectif gouvernemental de 16 %, selon les statistiques provisoires publiées le 6 janvier à Rome. Ce résultat a été obtenu grâce à une décelération de l'inflation en décembre avec 0,7 %, soit la plus faible augmentation depuis seize mois. En 1981, la hausse des prix à la consommation avait atteint 18,7 %. L'objectif gouvernemental pour 1983 est fixé à 13 %. — (A.F.P.)

#### JAPON

■ Accord entre Sharp et Thomson dans l'électronique domestique. — Les firmes japonaise Sharp et britannique Thomson ont signé un accord de principe pour développer en commun des produits d'automatisation à usage domestique, comme les systèmes anti-vols informatisés, les appareils de sécurité ou le traitement des données. Selon cet accord, Sharp serait chargée des matériels, tandis que Thomson développerait les logiciels.

#### GRANDE-BRETAGNE

■ Le nombre des sociétés britanniques en faillite a battu tous les records en 1982, selon les dernières statistiques du Dun and Bradstreet, firme londonienne d'études économiques. Au total, 11 131 sociétés ont déposé leur bilan, ce qui représente une hausse de 35 % par rapport à 1981 (le record précédent) et de 63 % par rapport à 1980. — (A.F.P.)

#### SUISSE

■ Les prix de détail ont augmenté en Suisse de 5,7 % en 1982 contre 6,5 % en 1981. En décembre le coût de la vie a diminué de 0,3 %. Toutefois le résultat annuel reste pour les autorités helvétiques insatisfaisant, et pour 1983 la Banque nationale suisse, qui pratique une politique monétaire relativement restrictive, prévoit une hausse des prix comprise entre 4 et 5 %. — (A.F.P.)

### Social

■ Le directeur adjoint d'Usinor Longwy retenu par une centaine de syndicalistes. — Une centaine de syndicalistes des Ateliers et Forges de Gorcy (Meurthe-et-Moselle), qui occupent, depuis vendredi 7 janvier, les bureaux d'Usinor à Longwy (cent cinquante salariés), ont décidé, vers 17 heures, de retenir le directeur adjoint de cette entreprise, M. François Duvernoy, « jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites ». Samedi matin, le directeur adjoint ainsi que le directeur du personnel étaient toujours sequestrés.

Les membres de l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O. de l'usine, actuellement en liquidation judiciaire, exigent que des négociations soient ouvertes avec la direction d'Usinor.

La direction d'Usinor-Longwy a porté plainte pour séquestration, et déclaré à l'A.F.P. que cette action était « totalement honteuse. C'est la régression à l'ère tribale ».

■ Fin de l'occupation de la mine de la Trompette à Carmaux. — Les sept mineurs tarnaïns qui occupaient depuis le 23 décembre le puits de la Trompette à Carmaux (Tarn) pour protester contre leur licenciement ont été relâchés vendredi 7 janvier en fin d'après-midi. Un accord est intervenu avec la direction des Houillères d'Aquitaine. Les mineurs qui protestaient contre le licenciement pour la fin du mois de février des vingt-sept travailleurs qu'employait cette société à Carmaux ont obtenu leur intégration ou leur reclassement.

## AGRICULTURE

### Elections aux chambres d'agriculture

### LES TRAVAILLEURS-PAYSANS SE-RONT CANDIDATS DANS SOIXANTE-SIX DÉPARTEMENTS

La Confédération nationale des travailleurs-paysans (C.N.S.T.P.) sera présente dans cinquante-neuf départements sous son sigle et dans sept autres en association avec des organisations « en rupture réelle avec la F.N.S.E.A. », lors des élections aux chambres d'agriculture, du 28 janvier.

La C.N.S.T.P. fera campagne notamment pour obtenir un système de prix différenciés selon les quantités produites, pour l'accès de tous les agriculteurs aux services publics agricoles et pour une réforme foncière faisant de la terre un simple outil de travail.

Le syndicat des travailleurs-paysans dit apprécier les débuts de réforme entreprise par le gouvernement depuis le 10 mai 1981, mais il regrette cependant que les changements soient très en retard par rapport aux promesses électorales. Il dénonce surtout la lenteur de la mise en place des offices fonciers. Le texte de loi qui a été annoncé à plusieurs reprises devait être présenté à l'Assemblée nationale en décembre. Il semble que ce sera maintenant pour janvier. La C.N.S.T.P. s'en prend également « aux avantages financiers dont la F.N.S.E.A. continue de bénéficier, en dépit de la pluralité syndicale reconnue par le gouvernement ».

« La C.N.S.T.P., selon l'un de ses animateurs, M. Bernard Lambert, s'élève contre le fait qu'il n'ait rien fait pour démanteler les financements de la F.N.S.E.A. dont une partie s'apparente au détournement de fonds, par le biais notamment de cotisations obligatoires perçues sur certains produits. La C.N.S.T.P., comme l'avait fait également le Modéf, estime que ces avantages financiers dont bénéficie la F.N.S.E.A. faussent les conditions de concurrence dans la campagne électorale en cours ».

## LA REVUE DES VALEURS

### BOURSE DE PARIS

Semaine du 3 au 7 janvier

### « On a retrouvé la grue ! »

BIS repetit placet. Comme en 1982, la Bourse de Paris a salué l'année nouvelle par une véritable envolée des cours. La hausse fut encore plus impressionnante que l'an passé (près de 6,2 % en l'espace des trois séances de mardi, mercredi et vendredi, contre 5,5 % l'an passé à parité de date), mais une fois encore réduite à 4,2 % en fin de parcours à la suite d'un mauvais départ. Ce fut quand même et de toute façon la divine surprise. Le fait est : personne sous les colonnes n'aurait parié un kopeck sur les capacités du marché à monter de la sorte. Bien au contraire, le plus grand nombre redoutait une sortie massive des « monaristes » de la première heure parvenus au terme de leur contrat.

Effectivement, lundi, la Bourse décrochait assez brusquement (- 2 %), mais ce fut bien davantage à cause d'une peur rétrospective que sur des ventes réellement importantes. Ce jour-là, le volume des transactions fut inférieur à 54 millions de francs. Presque une misère ! Est-ce l'absence d'une véritable pression de l'offre, qui rassura les spéculateurs que l'idée d'un raz-de-marée d'ordres de ventes avait un instant traversés et paralysés ?

Mardi, en tout cas, la tendance se retourna brutalement et les valeurs françaises se mirent à grimper allégrement, presque au pas de charge (+ 2,17 %). « On a retrouvé la grue ! », hurlait tout joyeux un commis sur un groupe de cotation. A croire que la Bourse était dans une cuvette.

Ce n'était pas du bluff si un coup pour voir. Le marché, à l'étonnement général, devait « remettre ça » mercredi (+ 2,14 %). « Trop, c'est trop », disaient les professionnels, « le réveil se fera pénible ». Eh bien, non ! Jeudi, des ventes bénéficiaires se produisirent bien comme prévu, mais elles furent absorbées avec une aisance déconcertante et, dans l'ensemble, les valeurs françaises continuèrent à grimper. Les indices INSEE et CAC améliorèrent même leurs scores de quelques fractions. « On en restera là », affirmaient certains sentencieusement. Que venait-il ? Vingt-quatre heures suffirent à la Bourse pour récupérer et, à la veille du week-end, après une nouvelle marche forcée (+ 1,9 %), l'indicateur instantané (base 100, 31 décembre 1982) dépassait légèrement la cote 104,2. « Je vous l'avais bien dit », nous confiait un habitué de la corbeille passablement inquiet quelques heures auparavant.

Qu'il fait cru ou non, encore faut-il expliquer le phénomène. Pour tout dire, ce sont les investisseurs institutionnels qui ont fait la décision. Constatant que les monaristes n'avaient pas été vraiment au rendez-vous, ils ont systématiquement commencé à repasser les liquidités collectées en décembre. Bien qu'ils retraiert sur l'an passé, ces liquidités sont importantes, qui plus est : elles ont été récemment accrues avec le versement des premiers coupons indemnisés (plus de 2 milliards de francs au total) et vont encore s'accroître à la mi-janvier avec les intérêts records à percevoir sur l'emprunt 7 % 1973 (648,41 F par titre, soit 4,2 milliards de francs globalement).

Montantiers par nature, ces organismes de placement ont tout cherché à profiter des niveaux relativement bas atteints par certains cours pour effectuer les premiers rajustements de portefeuilles depuis fin novembre et se rapprocher autant que possible des quotifs fixés par la réglementation, dont ils s'étaient éloignés, pour n'avoir pas à le faire à la dernière minute (31 mars).

Du coup, les vendeurs à découvert (primes et stellages sur-tout), dont les positions avaient en moyenne augmenté de 13 % fin décembre, ont couru pour se racheter, quitte à « se couper un bras » comme on dit familièrement autour de la corbeille. Bref, l'effet boule de neige a joué à fond. Cependant, la machine a bien failli quand même se gripper. Dire que la Bourse a salué avec chaleur les mesures d'assouplissement du crédit annoncées jeudi en fin de matinée serait mentir. Mais déjà fraîchement accueilli par le patronat, l'événement se devait d'être salué, et les institutions ont fait en sorte qu'il le soit ainsi. « Le coup de pub, quel ! », était un professionnel. Le coup de pouce donné a été d'autant plus salutaire qu'il est survenu le lendemain d'un nouveau « boom » de Wall Street sur la conviction retrouvée outre-Atlantique que la reprise de l'expansion serait plus forte qu'espérée. Cette fois les vendeurs à découvert ont littéralement galopé pour n'avoir pas à se couper la tête.

Sans doute faut-il croire que le parfum de la hausse fut puissant puisque l'année 1983 a commencé à attirer des investisseurs britanniques, qui avaient fait depuis longtemps les riviages du palais Bourbon. A moins que ce ne soit pure spéculation, en prévision d'une éventuelle dévaluation du franc qui permettrait à ces investisseurs venus du nord de lever leurs positions à moindres frais. Cela se disait aussi sous les lambris.

Force est, en tout cas, de constater que la Bourse de Paris a fait un véritable tabac cette semaine. Mais, au-delà de ce simple constat, reste à savoir maintenant si, comme l'an dernier, elle continuera sur sa lancée. Sur ce point technique, rien ne s'y oppose, pour quelques temps du moins. « Le marché va exploser », jubilaient un échantillon de portefeuilles. Mais l'environnement ne s'y prête guère, et certains, à la lumière de l'actualité, prévoient le pire après les premières heures d'emporie. Et d'autres d'assurer : « Paris s'écartera comme la grenouille de la fable qui voulait ressembler au boeuf ». Entre ces prévisions extrêmes, il doit bien exister un chemin de traversé dans lequel la Bourse pourrait s'engager. Surtout, il y a un formidable pari économique à prendre. Certains pourraient bien être tentés de jouer ce coup de poker.

ANDRÉ DESSOT.

### VALEURS

#### LE PLUS ACTIVEMENT

#### TRAITEES A TERME

Nbre de Val. en titres en esp. (F)

	Nbre de titres	Val. en esp. (F)
Schulberger	162 800	66 514 628
4 1/2 % 1973	28 500	36 241 550
Alr Liquide	110 250	44 650 487
B.S.N. Gerv. Danone	25 425	38 289 500
Machinist Bull	304 200	21 414 590

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours 31-12-82 Cours 7-1-83

	Cours 31-12-82	Cours 7-1-83
Or fin (titre en barre)	57 250	57 800
— Or fin (titre en barre)	57 080	57 600
Pièces françaises (100 g)	685	700
Pièces françaises (50 g)	342	350
Pièces suisses (100 g)	687	700
Pièces suisses (50 g)	343	350
Pièces suisses (20 g)	137	140
Souverain Elizabeth II	780	780
Souverain Elizabeth II	780	780
500 francs suisses	342	350
— 10 dollars	1 680	1 700
— 5 dollars	840	850
— 20 marks	3 900	4 000
— 10 livres	1 100	1 150
— 5 roubles	424	430

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	3 janv.	4 janv.	5 janv.	6 janv.	7 janv.
Terme	86 245 371	120 667 011	173 732 360	191 119 983	270 483 376
Comptant	809 043 954	569 489 123	1 234 666 228	498 311 509	1 118 215 537
R. et obl.	121 239 246	94 573 556	115 243 261	105 131 966	145 534 047
Actions	1 016 528 571	784 729 690	1 523 641 849	994 563 458	1 534 232 980

### INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)

	31 déc.	100,5	100,1	102,6	103,5
Franc.	96,9	99,2	101	101,2	—
Etrang.	100,5	100,1	102,6	103,5	—

### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1981)

Tendance : 96,1 | 100,1 | 102,4 | 102,3 | 104,2

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. : 98 | 97,4 | 99,6 | 99,8 | 101,3

### BOURSES ÉTRANGÈRES

#### NEW-YORK

Nouveau record

Pour sa première séance de l'année, Wall Street a battu son précédent record à deux reprises, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est finalement établi, vendredi, à 1 076,06, en hausse de près de 30 points sur la semaine précédente.

Donnée aux valeurs pétrolières dans un premier temps, l'impulsion s'est rapidement propagée à l'ensemble de la cote, les investisseurs affirmant notamment leur espoir d'une reprise économique aux États-Unis, sans doute plus forte que prévu au cours des dernières semaines, et qui devrait aller de pair avec une poursuite de la baisse des taux d'intérêt.

Par ailleurs, une fois terminés les ajustements de portefeuille de fin d'année, les investisseurs institutionnels ont visiblement repris leurs achats sur le Big Board, et ont été considérés comme particulièrement positifs pour l'activité du marché.

	Cours 31 déc.	Cours 7 janv.
Alcoa	38	33 1/4
A.T.T.	59 3/8	63 3/4
Bearing	33 7/8	36
Citibank	49	50 1/2
De Pont de Nem	35 7/8	40 5/8
Eastman Kodak	86	85 1/2
Exxon	39 5/8	38 3/8
Ford	29 1/8	30 3/4
General Electric	94 7/8	96 3/4
General Motors	39 5/8	39 1/8
General Motors	62 3/8	63
Goodyear	36 1/4	36 3/4
I.B.M.	96 1/4	96 5/8
J.T.T.	31 1/4	30 7/8
Mobil Oil	25 1/8	26
Pfizer	68 7/8	68 7/8
Schlumberger	46 7/8	47
Tesoro	31	31 1/8
U.A.L. Inc.	33 1/4	36
Union Carbide	52 7/8	56 3/4
U.S. Steel	21	22
Westinghouse	38 7/8	39 3/4
Xerox Corp.	37 1/2	38 3/8

#### LONDRES

Fortes hausses

Encouragé par Wall Street, le Stock Exchange a enregistré une vive hausse cette semaine permettant à l'indice Financial Times de franchir le seuil de 1 000 points, ce qui constitue le baromètre essentiel du marché londonien, de franchir, de franchir la barre des 600 pour s'établir à plus de 620 points en fin de semaine.

Des deux côtés de l'Atlantique, les professionnels ont anticipé à la fois une baisse de la production de pétrole de l'Arabie Saoudite, afin de sauvegarder le prix actuel du baril, et un nouvel abaissement du taux d'escompte américain, mais, dans les deux cas, ces espoirs sont restés vains car la cote en a tenu compte. Le pétrole, si ce n'est celui d'un sac de fabrique de la livre sterling en fin de semaine à Londres.

Indices « F.T. » : Industries : 621 (contre 596,70) ; mines d'or : 588,80 (contre 556,50) ; fonds d'Etat : 80,11 (contre 81,19).

	Cours 31 déc.	Cours 7 janv.
Banque	343	356
Brent	154	170
Brit. Petroleum	256	310
Charter	225	248
Comitad	75	77
De Beers (*)	6,17	6,50
Dunlop	46	47
FreeStateGoldmine (*)	49 7/8	51 7/8
Glen	1258	1308
Gr. Univ. Store	596	608
Imp. Chemical	300	325
Shell	414	438
Unilever	770	825
Victoria	86	90
War Loan	34 1/4	35 1/2

(\*) En dollar

#### FRANCFORT

Nouvelle hausse

L'année 1983 a commencé par un véritable feu d'artifice à Francfort où les spécialistes ont noté d'importantes achats en provenance de l'étranger, motivés à la fois par la baisse du dollar et par l'espoir d'une nouvelle diminution du taux d'escompte américain que d'autres spéculent voir ramené de son niveau actuel de 8,50 % à 8 %.

	Cours 30 déc.	Cours 7 janv.
A.E.G.	29	31
B.A.S.F.	123	123,50
Bayer	114	115,70
Commerzbank	130,10	134,90
Deutschebank	274	272
Hoechst	112,90	114,60
Karstadt	291	298
Mannesmann	144,60	146,50
Siemens	259,80	259,60
Wolfsberg	146,80	148,30

#### TOKYO

Ans plus haut

Stimulé au moins autant par la hausse de Wall Street que par le redressement du yen, le marché nippon a vivement progressé et l'indice Nikkei Dow Jones a battu ses records historiques, dépassant le seuil des 8 200 points pour s'établir à 8 210,02, en hausse de 40,75 points sur la semaine précédente. Pour sa part, l'indice général gagne 2,66 pour atteindre 602,17 points.

	Cours 26 déc.	Cours 7 janv.
Alai	288	294
Bridgeport	490	478
Cano	1 220	1 260
Fuji Bank	800	800
Honda Motor	1 800	1 800
Mitsubishi Electric	1 400	1 390
Mitsubishi Heavy	245	242
Sony Corp.	3 600	3 500
Toshiba Motor	1 100	1 070



# CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

## L'euro-marché

### Le Royaume de Danemark déclassé

L'euro-marché a été mis en émoi jeudi soir par la décision prise par Standard and Poor's, l'une des deux agences américaines quantifiant la crédibilité financière des grands emprunteurs internationaux, de déclasser le Royaume de Danemark en ramenant sa qualification de « AAA », c'est-à-dire la plus haute, au rang inférieur de « AA ». Ce changement, qui n'est en soi pas surprenant, va singulièrement compliquer le placement d'un euro-crédit d'un milliard de dollars que l'Etat danois s'apprête à lever. La situation financière du Danemark est lourde, obérée par un déficit chronique de sa balance des paiements. Ce qui, par contre, a surpris la communauté bancaire internationale, c'est le changement apparent d'attitude de la part de Standard and Poor's. A ce jour, l'agence américaine avait, pour des raisons d'ordre purement politique, généralement accordé des « AAA » à pratiquement tous les grands pays industrialisés du monde occidental.

Ce faisant, elle évitait de s'attirer les foudres de ceux à qui auraient été refusés l'usage suprême. Celui-ci est de toute première importance, car il permet à un emprunteur d'obtenir de meilleures conditions lorsqu'il vient solliciter l'euro-marché. Tout va-t-il être maintenant remis en question ? Si l'agence américaine ne veut pas distribuer ses qualifications sur la base de réalités politiques, sociales, économiques et financières des débiteurs concernés, on est certain d'aller vers des surprises de taille. La Finlande ou la Belgique, pour ne citer que ces deux exemples, dont les « AAA » n'ont jamais entièrement convaincu l'euro-marché, pourraient voir leur standing remis en cause.

Qu'en tirait aussi de la France dont le « AAA » est de moins en moins évident au vu de sa situation économique actuelle et d'une dette extérieure brève qui s'achemine allégrement cette année vers les 70 milliards de dollars ? A cet égard, on peut remarquer que la France a été le 7 janvier, 600 millions de dollars supplémentaires sur la partie standard (accord de confirmation) de son euro-crédit de 4 milliards mis en place à la fin du mois d'octobre. Il ne reste donc plus que 400 millions disponibles avant que les 4 milliards soient épuisés.

La réaction internationale des capitaux a, pour sa part, connu l'explosion sur les chapeaux de roues. Le Royaume de Suède, avec une émission à taux d'intérêt variable de 1 milliard de dollars, a lancé la plus grande transaction jamais offerte sur le marché euro-obligataire depuis sa création. Il y a eu un plein vingt ans. Le marché des euro-obligations confirme ainsi qu'il est maintenant parvenu à rivaliser avec New-York dans presque tous les domaines. Le marché américain des capitaux ne conserve plus qu'un seul avantage : sa faculté de procurer des fonds à vingt et trente ans alors que

les durées maximales des euro-emprunts ne dépassent guère encore douze ans. A cette exception près, le marché des euro-obligations non seulement offre dorénavant tout ce que son concurrent américain proposait depuis longtemps mais se révèle plus stable.

Le plus étonnant est que l'euro-émission du Royaume de Suède ne parait pas souffrir de son volume très élevé. Sa durée est de dix ans mais les porteurs ont la possibilité d'en demander le remboursement anticipé à la fin des cinquième et septième années. Les euro-obligations qui seront émises au pair porteront un intérêt qui sera l'addition d'une marge de 0,25 % au taux du Libor à six mois. En outre, les banques impliquées dans le placement de l'emprunt toucheront une commission de 1,50 % sur le montant global. Sur cinq ans, tout cela représente un coût annuel actualisé pour l'emprunteur d'environ 0,60 % par an. Sous son habillage euro-obligataire, l'opération suédoise conserve certainement un aspect d'euro-crédit bancaire. Elle n'est cependant pas que cela. L'option de remboursement au bout de cinq années en fait un papier idéal pour les banques centrales dont les critères d'investissement se limitent généralement aux risques souverains et aux échéances à cinq ans. Une autre approche a également permis à beaucoup d'institutions de s'intéresser à l'offre suédoise. Cette dernière permet d'obtenir, à partir d'un refinancement semestriel, un rapport plus élevé que celui que donnent la plupart des certificats de dépôts à taux variable émis par les euro-banques. Ces dépôts se procurent en effet guère plus de 0,1 %. En choisissant dans la présente formule au lieu d'un euro-crédit traditionnel, le Royaume de Suède a élargi la gamme de ses prêteurs qui, autrement, seraient restés limités aux grandes banques commerciales internationales. Comme celles-ci sont déjà gorgées de papier suédois, le Royaume suédois qui sera assailli d'une commission bancaire totale d'environ 0,80 %, sera offert tout à la fois en Asie du Sud-Est et sur le reste du marché euro-obligataire. Dans le sillage du Crédit agricole et du Crédit lyonnais presque toutes les autres banques françaises font la queue en attendant leur tour de pouvoir drainer des euro-capitaux. Pour ce faire, il leur faut, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, s'inscrire auprès du Trésor afin d'éviter les encombrements fâcheux.

Les autres emprunteurs français sont soumis à cette obligation depuis longtemps. C'est ainsi qu'on peut s'inscrire sur le nouveau calendrier des euro-emprunts libellés en deutschemarks pour les six semaines à venir : la Caisse nationale des télécommunications avec 200 millions le 17 janvier prochain, la banque Indosuez avec 150 millions le 31 de ce mois, et la S.N.C.F. avec 100 millions le 11 février.

#### Euphorie

Le secteur des euro-emprunts en dollars à taux d'intérêt fixe nage dans l'euphorie. Comme tout le monde s'attend à une baisse supplémentaire des taux d'intérêt durant les six premiers mois de cette année, les investisseurs se jettent sur le papier actuellement offert, parce qu'ils estiment que ce qu'on leur proposera

par la suite rapportera moins. Mais, pour la même raison, les emprunteurs potentiels essaient, dans la limite de leurs moyens, de différer au maximum le lancement de leurs euro-emprunts parce qu'ils espèrent qu'il leur en coûtera moins de lever des fonds dans quelques semaines.

Ces démarches inversées ont pour effet de créer un microclimat turbulent où bouillonnent les envies des uns et les réticences des autres. C'est le Crédit agricole qui, le premier, a ouvert le feu en 1983, en proposant dix-huit 100 millions de dollars d'euro-obligations d'une durée de sept ans sur un prix au pair avec un coupon annuel de 11,25 %. L'emprunt n'est que pour 20 % du montant souscrit libérable immédiatement, le solde s'étant dû qu'un juillet prochain. Le Crédit agricole qui, à ce jour, a très peu emprunté à l'étranger mais qui, par contre, s'est fait connaître sur la scène financière internationale en participant à de nombreux euro-emprunts, récolte les fruits de cette situation. La réaction du marché a été excellente. L'emprunt est basé sur un accord de « swap » avec une ou plusieurs autres entités connues qui, en échange, accèdent à un papier idéal pour les banques centrales dont les critères d'investissement se limitent généralement aux risques souverains et aux échéances à cinq ans. Une autre approche a également permis à beaucoup d'institutions de s'intéresser à l'offre suédoise. Cette dernière permet d'obtenir, à partir d'un refinancement semestriel, un rapport plus élevé que celui que donnent la plupart des certificats de dépôts à taux variable émis par les euro-banques. Ces dépôts se procurent en effet guère plus de 0,1 %. En choisissant dans la présente formule au lieu d'un euro-crédit traditionnel, le Royaume de Suède a élargi la gamme de ses prêteurs qui, autrement, seraient restés limités aux grandes banques commerciales internationales. Comme celles-ci sont déjà gorgées de papier suédois, le Royaume suédois qui sera assailli d'une commission bancaire totale d'environ 0,80 %, sera offert tout à la fois en Asie du Sud-Est et sur le reste du marché euro-obligataire. Dans le sillage du Crédit agricole et du Crédit lyonnais presque toutes les autres banques françaises font la queue en attendant leur tour de pouvoir drainer des euro-capitaux. Pour ce faire, il leur faut, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, s'inscrire auprès du Trésor afin d'éviter les encombrements fâcheux.

Les autres emprunteurs français sont soumis à cette obligation depuis longtemps. C'est ainsi qu'on peut s'inscrire sur le nouveau calendrier des euro-emprunts libellés en deutschemarks pour les six semaines à venir : la Caisse nationale des télécommunications avec 200 millions le 17 janvier prochain, la banque Indosuez avec 150 millions le 31 de ce mois, et la S.N.C.F. avec 100 millions le 11 février.

CHRISTOPHER HUGUES.

## Les devises et l'or

### Lourdeur du dollar

### Faiblesse de la livre et du franc

L'année 1983 s'est ouverte sur une nouvelle baisse du dollar, la perspective d'une nouvelle détente des taux aux Etats-Unis continuant de jouer contre lui.

Comme la semaine précédente, les opérateurs ne se sont guère occupés des velléités de renouveau des taux sur le marché monétaire américain, phénomène de caractère à la fois saisonnier et technique. Sur toutes les places financières, le dollar a donc décliné, et, malgré un bref sursaut vendredi matin, il est tombé le 7 janvier après-midi à ses plus bas niveaux depuis le 14 juin 1982 - seconde dévaluation du franc - à Paris (6,652 F contre 6,73 F le 31 décembre dernier), depuis le 28 mai 1982 à Francfort (2,3425 DM contre 2,3925 DM) et le 4 février 1982 à Tokyo (230,95 yens contre 238 yens).

En l'espace de huit jours, le billet vert s'est ainsi déprécié de 1,15 % vis-à-vis du franc français, de 2,1 % vis-à-vis du deutschemark, de 2,5 % vis-à-vis du franc suisse et de 2,9 % vis-à-vis du yen.

Les rumeurs qui ont circulé sur une réduction imminente des taux directeurs en Allemagne fédérale et au Japon ont finalement été le seul élément ayant ralenti la glissade du dollar. Si rien ne s'est produit, des opérateurs n'en restent pas moins persuadés que c'est partie remise. Ceci expliquant cela, la devise américaine s'est un peu redressée vendredi matin, mais pour mieux reculer deux heures après. Les

prognostics sur une nouvelle baisse du dollar vont bon train.

Selon M. Duseberg, vice-président de l'European American Bank, l'évolution du dollar sera beaucoup plus liée cette année aux facteurs économiques fondamentaux qu'un taux d'intérêt, dont il pense d'autre part que les variations seront moins amples qu'en 1982.

Au sein du S.M.E., l'événement a été constitué par la nouvelle glissade de la livre sterling.

Pour sa part, la DRI Europe Ltd., organisme spécialisé dans les perspectives économiques estime que la rapide dépréciation de la livre sterling depuis le 15 novembre dernier (6 % en termes pondérés) se ralentira en 1983, mais que la devise britannique perdra néanmoins 4,6 % de sa valeur dans les douze mois à venir.

La livre est descendue vendredi matin au-dessous de 1,60 dollar avant de terminer la semaine à 1,6025 dollar, soit 1,9 % en dessous de son niveau du 31 décembre; le cours en deutschemark de la monnaie britannique est à son plus bas niveau depuis trois ans (3,78 DM).

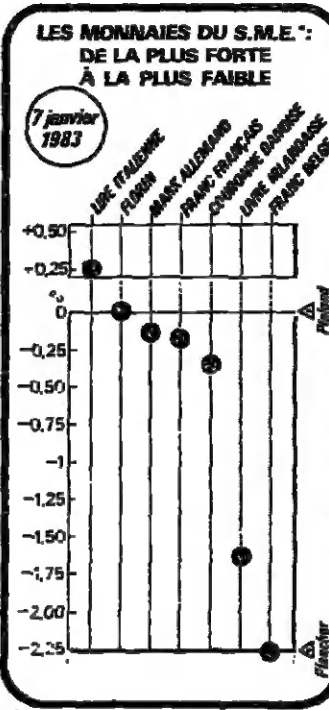
De son côté, le franc français, qui se portait mieux fin 1982, a été de nouveau l'objet d'attaques, surtout au lendemain de la décision prise jeudi par la Rue de Rivoli d'assouplir le crédit (voir ci-dessous). La Banque de France est intervenue, et le franc a réussi à maintenir ses positions (qui restent fragiles, de l'avis

général), et ce au prix d'une nouvelle ponction de devises. Il est vrai que, durant la dernière semaine de l'année écoulée, l'Institut d'émission avait enregistré une rentrée de devises de 1,5 milliard de francs qui a porté ses disponibilités à vue à l'étranger à 31,5 milliards de francs. Mais, en même temps, son endettement auprès des banques étrangères a augmenté de 1,1 milliard de francs.

L'Islande a dévalué sa couronne de 9 % le 4 janvier. Cette mesure n'a causé aucune surprise, en raison de l'inflation galopante régnant dans ce pays (60 % en 1982). Le dollar vaut désormais 20,35 couronnes islandaises contre 18,50 couronnes.

L'Argentine s'apprête à mettre en circulation (on parle du premier trimestre) un peso lourd qui aurait une valeur dix mille fois supérieure à l'ancienne.

L'effet de bascule habituel n'a pas joué franchement. A la baisse du dollar n'a pas correspondu une véritable reprise de l'or. De 448 dollars l'once le 31 décembre, le métal jaune est bien remonté à 458 dollars; mais il devait en fin de semaine revenir à 454 dollars, sur la pression, disaient, de ventes sud-africaines. - A. D.



## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 31-12-82 AU 7-1-83

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,6110	-	15,8860	51,6520	42,8172	2,1734	36,7371	8,8742
Paris	1,6110	-	15,8860	51,6520	42,8172	2,1734	36,7371	8,8742
London	1,6110	-	15,8860	51,6520	42,8172	2,1734	36,7371	8,8742
Frankfurt	1,6110	-	15,8860	51,6520	42,8172	2,1734	36,7371	8,8742
Bruxelles	1,6110	-	15,8860	51,6520	42,8172	2,1734	36,7371	8,8742
Amsterdam	1,6110	-	15,8860	51,6520	42,8172	2,1734	36,7371	8,8742
Milan	1,6110	-	15,8860	51,6520	42,8172	2,1734	36,7371	8,8742
Tokyo	1,6110	-	15,8860	51,6520	42,8172	2,1734	36,7371	8,8742

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 janvier, 2,8928 F contre 2,8674 F le vendredi 31 décembre.

## Marché monétaire et obligataire

### Le taux de base bancaire à 12,25 %

Bonne année, bonne santé, surtout pour les charges financières. En adressant ces vœux aux chefs d'entreprise, M. Jacques Delors a voulu les accompagner d'un briolet comportant la longue énumération des mesures qu'il venait de prendre afin d'abaisser le coût du crédit. Hors de l'Hexagone, les autorités monétaires sont restées très timorées, par contre, sur le chapitre des taux d'intérêt et, de l'autre côté de l'Atlantique, il n'a pas l'initiative, rien de nouveau ne s'est produit.

Sur une longue période, celle d'un trimestre, la masse monétaire, dans sa définition la plus étroite (M-1 comprenant les billets en circulation et les comptes bancaires à vue), reflète une progression voisine de 16 %. La preuve est ainsi faite que la Réserve fédérale est bien décidée à lâcher du lest sur le plan de la circulation monétaire. M-1 a augmenté de 500 millions de dollars pendant la période hebdomadaire se terminant au 29 décembre, après avoir diminué de 2,4 milliards de dollars pendant la période hebdomadaire se terminant le 22 décembre (diminution nettement plus faible que celle qui était généralement attendue).

Confronté à des déficits budgétaires qui vont croissant, le Trésor sera contraint de recourir de plus en plus fréquemment au marché, et une certaine tension pourrait en résulter sur les taux d'intérêt alors que le mouvement va plutôt dans le sens d'une nette désescalade depuis plusieurs mois, fait-on remarquer dans les milieux financiers. Le malaise a gagné les rangs de l'administration Reagan et les conseillers de la Maison Blanche, qui en sont actuellement à prévoir un déficit budgétaire voisin de 200 milliards de dollars pour l'exercice budgétaire 1983 (et d'un montant identique pour l'année suivante), anticipant un « trou » de quelque 300 milliards de dollars à l'horizon 1988 si le président ne décide pas rapidement de « serrer la vis ».

Pour l'instant, M. Reagan n'en a nullement l'intention, et la première conférence de presse prononcée à l'aube de 1983 a été l'occasion pour

le président des Etats-Unis de réaffirmer qu'il n'entendait pas prendre de dispositions nouvelles, s'agissant d'embellir l'idée de « relever les impôts en période de récession », même si « les déficits qui s'annoncent pour 1985 et au-delà ont pris des dimensions inacceptables », ainsi qu'il l'a reconnu.

Visiblement, le chef de l'exécutif continue à faire la part d'une reprise économique pour les prochains mois. Est-ce le même raisonnement que l'on tient à Paris ? Toujours est-il que les pouvoirs publics ont choisi ce début du mois de janvier pour annoncer une série de mesures importantes qui visent à la fois à alléger les charges des entreprises par l'abaissement du coût du crédit et à leur assurer dans le même temps des concours accrus en fonds propres et sous forme de prêts à long terme à taux privilégiés.

Après quelques retouches de dernière heure, le ministre de l'économie a saisi l'occasion du Forum de l'Expansion pour présenter jeudi 6 janvier son programme en cinq points devant un auditoire qui avait décidé de le boudier (le Monde du 8 janvier). Comme nous le laissons entendre dans la précédente édition de cette rubrique, le taux d'intérêt servi par les caisses d'épargne sera ramené à partir du 15 janvier de 8,5 % à 7,5 % pour l'ensemble des livrets, tandis que les livrets « A » de l'Ecurie et « Bleu » du Crédit mutuel bénéficieront, pour une fois, d'un régime commun, à savoir le relèvement de leur plafond porté à 57 000 F.

Une baisse de 1 % était également pratiquée sur le taux des prêts à l'accession à la propriété (P.A.P.) fixé dorénavant à 11,50 %, tandis que les entreprises industrielles, du bâtiment et des travaux publics ainsi que les transports (on notera que les activités de services n'ont pas vu au chapitre) pourront prétendre à des taux spéciaux supplémentaires à 9,75 %.

Parallèlement, le taux de réserve obligatoire appliqué aux établissements bancaires était réduit pratiquement de moitié pour être ramené

de 4,25 % à 2,50 % pour les dépôts à vue et de 0,50 % à 0,25 % pour les dépôts à terme. De plus, 45 milliards de francs (dont 26 milliards de prêts bonifiés) seront affectés aux entreprises privées sous forme de concours financiers divers.

Enfin, le taux de base bancaire a été ramené de 12,75 % à 12,25 % avec effet du 7 ou du 10 janvier selon les établissements concernés. A ce propos, il n'est pas inutile de souligner que, pour la première fois, un ministre de l'économie a clairement fait savoir qu'il avait donné instruction aux banques d'abaisser leur taux de base, allant jusqu'à préciser, devant ce Forum de « l'Expansion », quelle serait l'ampleur de la baisse qui interviendrait les jours suivants.

Cette décodification du loyer de l'argent s'est étendue au marché obligataire, alors que le taux au jour le jour ressortait à 12,75 % en fin de semaine sur le marché monétaire (il était, mercredi, descendu à 12,50 %). Après la pause observée à la fin de l'année 1982, les rendements continuent à fléchir : 14,56 % contre 14,72 % la semaine précédente pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans (selon les indices Paribas), 14,57 % contre 14,64 % pour ceux à moins de sept ans et, enfin, 15,25 % contre 15,33 % pour les émissions du secteur public.

Côté émissions nouvelles, un emprunt de la Caisse nationale des télécommunications de 2 milliards de francs est attendu pour le lundi 10 janvier, sur douze ans, à 9,90 % du pair et assorti d'un taux facial de 15,60 % ainsi qu'un emprunt de 200 millions de francs (émis sur dix ans à 9,90 % avec un taux facial de 15,90 %) lancé par Ficofrance avec la garantie du groupe Maison Familiale. Un emprunt de 150 millions de francs de l'Union des banques régionales est également escompté la semaine prochaine, de même qu'une émission de « plusieurs milliards de francs » de la Caisse nationale de l'énergie vers la fin du mois de janvier.

SERGE MARTI.

## Les matières premières

### Hausse des métaux - Baisse du sucre

Les productions de reprise qui viennent d'être enregistrées doivent-elles se confirmer au fil des mois et déboucher au second semestre comme le prévoient de nombreux experts ? Telle est la question dont dépend le sort des marchés. Les métaux, surtout les métaux de base, ont été les plus favorisés.

MÉTALLS. Sensible progression des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres qui retrouvent leur niveau le plus élevé depuis septembre 1981. Les stocks britanniques de métal s'accroissent de façon régulière et atteignent désormais 233 175 tonnes (+ 8 825 tonnes). La production chilienne de métal

s'est élevée l'an dernier à 1,23 million de tonnes en augmentation de 12 1/2 % sur celle de 1981. Mais ces facteurs défavorables ont été équilibrés par la perspective d'une reprise plus rapide des affaires, dont il faudra toutefois attendre confirmation. Nouvelle et vive avance des cours de l'argent à Londres, qui atteignent leur niveau le plus élevé depuis deux ans.

La platine et le palladium ont enregistré sur le marché libre de Londres leurs cours les plus élevés depuis décembre 1980. L'U.R.S.S., important producteur mondial avec la République Sud-Africaine, envi-

sage de réduire ses ventes sur les marchés occidentaux de 25 % au moins.

Raffermissement des cours de l'aluminium à Londres. Les experts tablent sur une augmentation de 7 % de l'utilisation mondiale de métal en 1983. En 1982, elle avait diminué de 6 %. Toutefois, la capacité d'utilisation des usines d'électrolyse ne s'améliorera pas, se maintenant aux alentours de 75 %. Quant aux stocks mondiaux, qui dépassent 3 millions de tonnes, ils restent supérieurs à leur niveau considéré comme normal.

Le nickel a été le seul métal à ne pas participer au mouvement de hausse. Les stocks mondiaux sont encore supérieurs à la normale, malgré la fermeture d'unités de production ou le sous-emploi des capacités qu'on constate par exemple en Nouvelle-Calédonie. (33 % seulement de taux d'utilisation). Ce sont des ventes à des prix bradés de métal cubain qui dépriment le marché.

La reprise s'est accentuée sur les cours du plomb et du zinc à Londres, stimulés par les relèvements de prix de plusieurs producteurs américains.

DÉNREES. - La perspective d'une production mondiale de sucre supérieure aux dernières prévisions a provoqué un repli des cours sur les marchés à terme.

La hausse se poursuit sur les cours du cacao grâce à une récolte mondiale de fèves légèrement déficitaire. Toutefois, cet optimisme est tempéré par des stocks mondiaux pléthoriques évalués à 700 000 tonnes.

Fléchissement des cours du café avec l'estimation par l'Institut brésilien du café d'une récolte de 19,4 millions de sacs supérieure de 23,2 millions de sacs à la précédente récolte brésilienne.

## LES COURS DU 7 JANVIER 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLS. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Whithorn), comptant, 98,50 (98,50); à trois mois, 98,50 (98,50); à six mois, 98,50 (98,50); à douze mois, 98,50 (98,50); zinc, 440 (441); aluminium, 640,50 (617); nickel, 2 230 (2 235); argent (en once par once troy), 701,50 (675).	NEW-YORK (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 71,70 (68,35); argent (en dollars par once), 11,36 (10,93); platine (en dollars par once), 622 (583,50); feraille, toutes mesures (en dollars par tonne), 57,50 (51,17); mercure (par bouteille de 75 lbs), 360,375 (365,385); - Pennac - étain (en ringgit par kilo), inch. (23,15).	TEXILES. - New-York (en cents par livre) : coton, mars, 65,73 (65,95); mai, 67,12 (67,42); - Laines (peignées à sec), mars, 370 (365); jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 240 (223); - Roubaix (en francs par kilo), laine, mars, inch. (42,70).	CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 50,50-52,50 (50,50-51,50); -	Pennac (en cents des Détroits par kilo), 183,50-184 (183-183,50).	DÉNREES. - New-York (en cents par lb) : maïs pour le cacao, en dollars par tonne; cacao, mars, 1 660 (1 603); mai, 1 690 (1 640); sucre, mars, 6,52 (6,87); mai, 6,87 (7,15); café, mars, 129,20 (129,80); mai, 124,15 (125).	- Londres (en livres par tonne) : sucre, mars, 107,10 (111,15); mai, 111,40 (114,75); café, mars, 1 570 (1 608); mai, 1 477 (1 491); cacao, mars, 157 (1 112); mai, 1 155 (1 124). - Paris (en francs par quintal) : cacao, mars, 1 255 (1 231); mai, 1 270 (1 265); café, mars, 1 728 (1 810); mai, 1 628 (1 710); sucre (en francs par tonne), mars, 1 465 (1 530); mai, 1 505 (1 565); tourteaux de soja. - Chicago (en dollars par tonne), mars, 175,60 (174,80); mai, 176,60 (...).	- Londres (en livres par tonne), février, 142,70 (144,50); avril, 141,60 (143,60).	CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau) : blé, mars, 33 1/4 (33 1/4); mai, 33 3/4 (34 3/4); maïs, mars, 247 1/2 (244 3/4); mai, 257 (252 3/4).	INDICES. - Moody's, 1 015,20 (1 016,40); Reuters, 1 587 (1 580,30).
--	---	--	--	---	---	--	--	--	---



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

#### 2. AMÉRIQUES

- ÉTATS-UNIS : les milieux d'affaires critiquent la politique économique.
- EUROPE
- ESPAGNE : l'ETA inquiète les nationalistes basques modérés.

#### 3. AFRIQUE

- ETHIOPIE : un parti des travailleurs pourrait être créé.

### POLITIQUE

- 5. La situation en Corse.
- 5-6. La préparation des élections municipales.

### SOCIÉTÉ

- 7. La délinquance des jeunes dans la banlieue lyonnaise.
- JUSTICE : le procès de M. Saint-Jean contre le journal « l'Alsace ».
- EDUCATION.
- SCIENCES.
- 8. SANTÉ : la visite de M. Mitterrand à l'hôpital d'Issoire.
- Une photographie des médecins libéraux.
- 11. SPORTS.

### CULTURE

- 9. MUSIQUE.
- THÉÂTRE : la première de « Hamlet », par Vitez.
- CINÉMA.
- FORMES.
- 11. COMMUNICATION.
- 12. ÉDITION.
- 12. AUTOMOBILE : la Samba Rallye.

### SUPPLÉMENT

- 13 à 15. L'ALSACE AU AVANT-GARDES DE LA TECHNOLOGIE.

### ÉCONOMIE

- 16. ÉTRANGER : dans sa lettre d'intention adressée au F.M.I., le Brésil s'engage à prendre de sérieuses mesures de redressement.
- 17. SOCIAL : la grève à l'usine Renault à Flins.
- ÉNERGIE : l'indépendance énergétique de la France.
- 18. LA SEMAINE FINANCIÈRE.
- 19. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

### RADIO-TÉLÉVISION (11)

### INFORMATIONS

### SERVICES (12)

### Météorologie : Météo

### croisés : Journal officiel

### Carnet (8) : Programmes

### spéctacles (10-11).

● **M. Kent Kirk condamné.** — Le tribunal de North-Shield, au nord-est de la Grande-Bretagne, a condamné le 7 janvier le pêcheur et député européen danois M. Kent Kirk à 30 000 livres (330 000 F) d'amende pour avoir pêché « illégalement » dans les eaux britanniques. La cour a rejeté la demande du député danois souhaitant que son cas soit porté devant la Cour de justice européenne de Luxembourg. — (A.F.P.)

## UN BEAU CASSE-TÊTE EN PERSPECTIVE POUR LES SUÉDOIS

### Patronymes en libre-service

Stockholm (A.F.P.). — M. Alf Andersson habite Goeteborg avec sa femme Margaretha Rydberg, leur fils Jan Sjöberg et leur fille Eva Noren. Une famille comme une autre qui a simplement décidé de profiter de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier d'une nouvelle législation sur les patronymes et les prénoms. Elle permet aux Suédois de sortir de l'anonymat des noms aussi fréquents que Johansson ou Andersson et qui occupent à eux seuls une centaine de pages de l'annuaire téléphonique de Stockholm. Mais elle autorise aussi les membres d'une même famille à porter des noms différents.

Dans le cas de la famille de Goeteborg, M. Andersson a, en effet, choisi le patronyme de sa première femme, son épouse Margaretha ayant préféré reprendre son nom de jeune fille. Le fils a gardé le nom que son père avait jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier, la fille choisissant quant à elle le nom de son père, l'ancien mari de Margaretha.

Les époux peuvent choisir plus simplement entre quatre noms : celui du mari, celui de l'épouse ou les deux noms com-

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DU 6 MARS EN R.F.A.

### Le président Carstens a annoncé la dissolution du Bundestag avec un certain embarras

De notre correspondant

Bonn. — C'est à un véritable examen de conscience public que s'est livré le président de la République, M. Karl Carstens, dans l'allocution qu'il a adressée vendredi soir 7 janvier à ses compatriotes. Il avait, en effet, des comptes à leur rendre concernant la plus haute attribution que lui reconnaît la Constitution (qui en fait par ailleurs une simple figure représentative) : c'est à lui qu'échoit la décision de dissoudre le Bundestag quand les conditions nécessaires sont remplies.

On croit le président sur parole quand il dit qu'il ne s'est pas rendu la tâche facile. La meilleure preuve en est qu'il a utilisé jusqu'à la dernière limite le délai de vingt et un jours de réflexion qui lui a été imparti, une fois la confiance refusée au gouvernement le 17 décembre. Il a consulté de tous les côtés, a reçu des avis, sollicités ou non, de professeurs de droit constitutionnel, et dépeuplé un énorme courrier personnel. Il a suivi les débats du Bundestag en pesant chaque mot au trebuchet de sa conscience.

### La « comédie » de la défiance

Pourquoi cette abondance de précautions ? D'abord parce que M. Carstens est une personnalité de premier plan, d'une honnêteté scrupuleuse, et qui prend très au sérieux les devoirs de sa charge. Mais la situation n'était-elle pas transparente ? Les partis siégeant au Bundestag étant unanimes à réclamer des élections anticipées, quelles arguties pouvaient leur être opposées ? Reste que la Constitution met des obstacles presque insurmontables à la dissolution du Bundestag avant l'expiration de la législature de quatre ans. Elle n'offre que deux possibilités : la démission du chancelier — qui, loin d'entraîner la dissolution automatique, multiplie les péripéties et provoque une véritable crise de gouvernement — et la solution choisie par M. Kohl, qui consiste à se voir refuser la confiance.

C'est là qu'est le problème. Car comment un gouvernement disposant de la majorité pourrait-il se retrouver, du jour au lendemain, en position d'être obligé de se faire remplacer ? Aussi bien, pour appeler les choses par leur nom, espère-t-on une comédie que doit se livrer la chance pour obtenir un vote de défiance.

ALAIN CLÉMENT.

### En Zambie

## Le kwacha est dévalué de 20 %

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Après le Soudan en novembre et le Kenya en décembre, la Zambie vient à son tour de dévaluer sa monnaie à la demande du Fonds monétaire international. Le kwacha zambien a été déprécié de 20 % vendredi 7 janvier. Frappée depuis 1975 par la chute continue des cours du cuivre et du cobalt — minerais qui lui procurent 95 % de ses ressources en devises — la Zambie avait fait appel au F.M.I. pour l'aider à surmonter sa crise de trésorerie. Aux termes d'un accord conclu en mai 1981, le fonds devait lui fournir un prêt de 860 millions de dollars

sur une période de trois ans. Seules les premières « tranches » furent accordées, soit 320 millions de dollars. Au printemps 1982, le Fonds suspendit l'accord en reprochant au gouvernement de Lusaka le non-respect de ses engagements financiers.

En novembre, la Zambie amorça avec le Fonds la renégociation du prêt en suspens tout en prenant une série de mesures d'austérité et de réorganisation : doublement du prix de la farine de maïs, nourriture de base jusqu'alors largement subventionnée, suppression des allocations de voyages en devises, restructuration de la Banque centrale, levée du contrôle des prix. Outre la dévaluation, le F.M.I. avait exigé une réduction substantielle des dépenses publiques, une lutte plus efficace contre la corruption et la mise en place, comme ce fut le cas au Zaïre, d'experts internationaux dans les principaux ministères économiques.

La dévaluation devrait favoriser une relance des exportations, mais aussi alimenter l'inflation.

### Selon la rébellion

## L'UN DES DEUX FRANÇAIS ENLEVÉS AU MOZAMBIQUE A ÉTÉ SÉRIEUSEMENT « BLESSÉ »

Nairobi. — L'un des deux ingénieurs français enlevés le 23 décembre par les forces de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) a été « sérieusement blessé » lors d'une embuscade, a indiqué le mouvement rebelle dans une émission diffusée le 3 janvier sur les ondes de sa radio. La voix de l'Afrique libre.

La radio rendait compte du rapt en ces termes : « Le département de la défense de la R.N.M. informe le peuple mozambicain qu'il détient deux ressortissants français capturés le 23 décembre par nos forces près de Morrumbala. L'un des deux prisonniers a été sérieusement blessé au bras pendant l'embuscade par un de nos tirailleurs. Notre personnel médical le soigne. Cependant, nous ne pouvons garantir sa survie. Au cas où il mourrait, cela ne serait pas dû à nos mauvais traitements mais au manque de moyens sanitaires. — J.-P. L.

## M. GISCARD D'ESTAING A REÇU À DÉJEUNER LE MAIRE DE PARIS

MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac se sont rencontrés, vendredi 7 janvier, à Paris, au cours d'un déjeuner en tête à tête, pour parler des prochaines élections municipales, a-t-on appris samedi, dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing. Ce déjeuner a eu lieu au domicile de l'ancien président de la République, rue Bénouville, dans le seizième arrondissement de Paris, et n'a pas eu de témoin, contrairement à celui auquel avait participé M. Pierre de Bénouville, qui l'avait organisé, le 24 novembre dernier, au restaurant Drouant.

C'était alors la première rencontre des deux hommes depuis l'élection présidentielle de 1981, et elle avait été accueillie avec satisfaction par les partis de l'opposition. MM. Giscard d'Estaing et Chirac avaient fait un « tour d'horizon général de la situation politique » et ils avaient indiqué qu'ils se reverraient aussi souvent qu'il le faudrait pour réaliser l'entente de l'opposition.

### M. CHIRAC

## EST BIEN JEUNE...

S'entretenant à bâtons rompus avec les journalistes qui l'accompagnaient lors de sa visite à l'hôpital-hospice d'Issy-les-Moulineaux, M. Chirac a commenté avec ironie les propos qu'il avait tenus récemment. M. Jacques Chirac devant la presse anglo-saxonne (1).

Le maire de Paris aurait parlé du passé d'Action française du président de la République. Cela montre simplement qu'il ne connaît pas l'histoire de la France, répliqua M. Mitterrand. L'histoire de ma famille, en réalité, se confond bien plutôt avec celle du Sillon, puis de la démocratie chrétienne. Or os courir de pensée et celui de l'Action française se bécotaient, c'est bien connu, sauf de M. Chirac.

Que celui-ci soit reçu aux États-Unis avec des égards particuliers, « c'est normal ! » s'est encore exclamé M. Mitterrand. Il n'y avait que moi, avant mon élection à la présidence de la République, pour être boudé, par exemple, dans certaines ambassades... de France à l'étranger. Moi, je donne à nos ambassadeurs des conseils radicalement inverses.

Que M. Mitterrand soit le fournisseur du communisme, thème cher à M. Chirac, ne provoque guère chez le président de la République qu'un haussement de sourcil. De toutes façons, conclut-il, M. Chirac est bien jeune. Quand tous ces événements dont il prendrait part se sont produits, « il n'était même pas né... ».

(1) M. Denis Baudouin, porte-parole du maire de Paris, a réagi ce samedi à la relation des propos de M. Chirac par le *Matin* du 7 janvier. Il s'agit, dit-il, « de commentaires fielleux, pas du tout dans l'esprit de ce qu'il a dit Jacques Chirac ». Celui-ci, a souligné M. Baudouin, voulait simplement indiquer le désir de M. Mitterrand de réunifier la gauche.

### M. PIERRE GIACOMI

## EST MORT

M. Pierre Giacomini, membre de l'Assemblée régionale de la Corse, ancien député (R.P.R.), est décédé à Paris le vendredi 7 janvier.

[Né le 17 mai 1917 à Pruno (Corse), docteur en médecine, Pierre Giacomini fut maire de Pruno depuis 1952. Conseiller général du canton de La Porta (1958-1973), puis de celui de Fiumalto-D'Ampugnani (depuis 1973), il avait été élu député (U.D.R.) de la deuxième circonscription de la Corse le 23 juin 1968. Battu aux élections législatives de mars 1973, il avait retrouvé ce siège de député (première circonscription de la Haute-Corse) le 19 mars 1978. Il avait été élu à l'Assemblée régionale de la Corse, sur la liste du R.P.R., le 20 août 1982.]

## APRÈS UNE ENQUÊTE ORDONNÉE PAR LE PARQUET

### Le maire d'Aix-en-Provence se plaint d'une « inquisition fiscale et politique »

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. — Après l'ouverture d'une enquête préliminaire de police concernant une affaire de « fausses factures » découverte dans sa ville et liée au financement de ses campagnes électorales, le maire (radical-socialiste) d'Aix-en-Provence, M. Alain Joissains, a réagi, le 7 janvier, une conférence de presse, au cours de laquelle il a présenté sa version des faits. Sans contester les irrégularités reprochées à une trentaine d'entreprises locales nées en cause dans cette affaire, M. Joissains les a assimilées à de simples « maladroites », qui devaient donner lieu, selon lui, à une transaction amiable avec l'administration. S'estimant victime d'une « véritable inquisition fiscale et politique », il a, par ailleurs, proposé au ministre de l'Intérieur et maire (P.S.) de Marseille, M. Gaston Defferre, un débat télévisé sur les affaires de fausses factures, le financement des campagnes électorales et la gestion des villes d'Aix-en-Provence et de Marseille.

A la suite de renseignements parvenus au ministère du budget, le maire d'Aix-en-Provence et plusieurs de ses adjoints (1) auraient fait l'objet récemment d'un contrôle de la direction nationale des enquêtes fiscales. C'est à l'occasion de ces investigations qu'aurait été découvert, au siège d'un bureau d'études — la Socomet — installé dans la région aixoise et dirigé par M. Jean-Jacques Walter, un dossier renfermant un lot de « fausses factures ». Celles-ci avaient été rédigées par une trentaine d'entreprises locales pour couvrir les frais d'impression des affiches et de divers documents électoraux concernant plusieurs campagnes électorales du maire d'Aix-en-Provence et des candidats de l'ancienne majorité. Au total, ces factures représenteraient une somme de 2 millions de francs.

Pour M. Joissains, il s'agit simplement de « maladroites » commises au stade des comités de soutien. « Au moment des campagnes électorales, a-t-il expliqué, nous lançons des appels de fonds auprès des entreprises qui nous aident financièrement sous la forme de publicités insérées dans les journaux que nous diffusons. Pour éviter toute manipulation d'argent, nous nous sommes fait accompagner par M. Jean-Jacques Walter, l'un des trésoriers informels de ces campagnes, a-t-il précisé, nous lançons des appels de fonds auprès des entreprises qui nous aident financièrement sous la forme de publicités insérées dans les journaux que nous diffusons. Pour éviter toute manipulation d'argent, nous nous sommes fait accompagner par M. Jean-Jacques Walter, l'un des trésoriers informels de ces campagnes, a-t-il précisé, nous lançons des appels de fonds auprès des entreprises qui nous aident financièrement sous la forme de publicités insérées dans les journaux que nous diffusons.

« Je suppose qu'ils ont agi ainsi parce qu'il leur apparaissait illégitime que des entreprises acquiescent des prestations ne correspondant pas à leur objet commercial. Mais, sans le savoir, les uns et les autres ont enfreint une ordonnance de 1945 sur la répression du marché noir. C'est, au demeurant, une infraction banale puisqu'il n'y a pas eu, au

moment de la rédaction de ces factures, de fausses factures. C'est à l'occasion de ces investigations qu'aurait été découvert, au siège d'un bureau d'études — la Socomet — installé dans la région aixoise et dirigé par M. Jean-Jacques Walter, un dossier renfermant un lot de « fausses factures ». Celles-ci avaient été rédigées par une trentaine d'entreprises locales pour couvrir les frais d'impression des affiches et de divers documents électoraux concernant plusieurs campagnes électorales du maire d'Aix-en-Provence et des candidats de l'ancienne majorité. Au total, ces factures représenteraient une somme de 2 millions de francs.

« Je suppose qu'ils ont agi ainsi parce qu'il leur apparaissait illégitime que des entreprises acquiescent des prestations ne correspondant pas à leur objet commercial. Mais, sans le savoir, les uns et les autres ont enfreint une ordonnance de 1945 sur la répression du marché noir. C'est, au demeurant, une infraction banale puisqu'il n'y a pas eu, au

### NOUVELLES BRÈVES

● **Un sondage Sofres.** — Le *Figaro-Magazine* daté 8 janvier publie un sondage réalisé par la Sofres du 21 au 29 décembre 1982, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon lequel 48 % des personnes interrogées, contre 49 % le mois dernier, font « tout à fait » ou « plutôt confiance » à M. François Mitterrand, et 40 % contre 44 % précédemment font confiance au premier ministre.

La cote de popularité des personnalités politiques place toujours en tête dans la majorité M. Michel Rocard, bien qu'il perde un point (57 %), et en seconde position, M. Jacques Delors, qui gagne un point (45 %). Dans l'opposition, M. Veil, qui perd un point (41 %), devance toujours MM. Chirac et Giscard d'Estaing, dont la cote reste stable (respectivement 40 % et 34 %). Seul M. Barre progresse et gagne deux points (32 %).

● **M. Bertrand Delanoë,** porte-parole du P.S., et M. Jacques Grunwald, rédacteur en chef de *Tribune juive*, mèneront un débat sur le thème « Le parti socialiste et la communauté juive de France » au cercle Bernard-Lazare, 17, rue de la Victoire, 75009 Paris, le jeudi 13 janvier à 20 h 30.

● **M. Tarek Aziz,** vice-président du conseil irakien, a rencontré, vendredi 7 décembre à Paris, M. Bourges-Challé, ministre d'État égyptien aux affaires étrangères. C'est la première fois que deux responsables gouvernementaux des deux pays se rencontrent officiellement depuis la rupture de l'Égypte avec le monde arabe, en 1979, à la suite de la signature du traité de paix avec Israël. Des relations diplomatiques formelles entre l'Égypte et le monde arabe seront reprises avant la fin 1983, avait affirmé M. Bourges-Challé, à Genève, vendredi. Le ministre d'État a précisé que tous les pays arabes, sauf deux (Syrie et Libye), ont déjà des diplomates en poste au Caire. — (A.F.P.)

● **Dans l'interview qu'il a accordée au « Monde »,** M. Tarek Aziz, vice-président du conseil irakien, a laissé entendre de façon implicite que les Moudjahidin du peuple d'Irak seraient pu recevoir une aide matérielle du gouvernement irakien. Le bureau des Moudjahidin à Paris dément formellement cette assertion, qui, selon elle, vise à « semer la confusion et la suspicion » à l'égard d'une organisation qui ne s'appuie que « sur la force et les possibilités matérielles du peuple irakien ».

● **Le corps d'un adolescent de quatorze ans,** Philippe Dietrich, tué de neuf coups de couteau dans le dos, a été découvert, vendredi 7 janvier, dans le coffre d'une 505 Peugeot abandonnée dans une ruelle à proximité de Wissembourg (Bas-Rhin), où résidait l'adolescent. Ce dernier avait disparu depuis mercredi après-midi, alors qu'il devait aller voir un camarade. Le vol du véhicule avait été signalé le même jour à Strasbourg. Une autopsie devait avoir lieu dimanche 9 janvier.

en vrai bois

NOS ENSEMBLES D'ÉLÉMENTS (tâté) représentent la solution moderne pour l'aménagement de votre intérieur.

bibliothèques, secrétaires, vitrines avec ou sans armoire-lit, toutes essences de bois. (CREDIT FACILE)

CAPELOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE TEL. 357.46.95 75011 PARIS • Métro Parmentier

A B C D E F G

Le numéro de « Monde » daté 8 janvier 1983 a été tiré à 503 630 exemplaires.

مكتبة العالم